

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13609 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 29 OCTOBRE 1988

## La Pologne à contretemps

L'espoir né il y a deux mois à peine de voir s'ouvrir un processus de règlement de la crise polonaise n'a cessé de s'effiloche...

Cette date, la dernière de celles que M. Urban, porte-parole du gouvernement, avait avancées pour l'ouverture éventuelle de la « table ronde »...

Mais la manœuvre a peu de chances de tromper qui que ce soit. Après un début prometteur, les conversations préliminaires s'étaient vite enlisées...

Dans le même temps, les plus hautes autorités s'employaient à revenir sur l'acceptation du planisme syndical que les grévistes du mois d'août leur avaient arraché...

## Face aux « puces » américaines et japonaises Trois grands de l'électronique européenne font alliance

Les trois grands groupes européens, Philips, Siemens et SGS-Thomson, ont annoncé le vendredi 28 octobre, la mise en commun de leurs recherches sur les composants électroniques du futur...

L'accord a eu quelque mal à voir le jour à cause des réticences de l'allemand Siemens, qui ne voulait pas faire la part égale avec les Français et les Italiens...

## Une « mise en demeure » du gouvernement à Roussel-Uclaf La pilule abortive va être de nouveau distribuée

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a « mis en demeure », vendredi 28 octobre, le groupe Roussel-Uclaf de reprendre la distribution du RU 486...

C'est en invoquant l'« intérêt de la santé publique » que le gouvernement impose au groupe Roussel-Uclaf de revenir sur sa décision, très controversée, d'arrêter la distribution du RU 486...

## La tension en Tchécoslovaquie Des opposants arrêtés

PAGE 7

## L'attentat contre le cinéma St-Michel Six militants intégristes inculpés

PAGE 30

## Dettes des pays pauvres Le Mali, premier bénéficiaire des résolutions du sommet de Toronto

PAGE 27

## Un entretien avec le PDG de TF 1 M. Patrick Le Lay défendra sa chaîne « contre toute atteinte à son intégrité »

PAGE 14

## Justice : budget en panne L'Assemblée nationale « réserve » les crédits

PAGE 8

Le sommaire complet se trouve en page 30

## Le lancement réussi de TDF 1



(Lire page 4 les articles de MICHEL COLONNA D'ISTRIA et de MAURICE ARVONNY.)

## « Première » spatiale à Baïkonour Une navette soviétique sans équipage

La navette spatiale soviétique « Buran » devrait faire son premier vol samedi 29 octobre. La fusée Energie, qui la transporte, devrait décoller à 4 h 23 (heure française) de la base de Baïkonour...

160 Traitments chez Dur

## La fièvre des OPA à Wall Street Les cow-boys du capitalisme

L'indice Dow Jones a reculé de 1,2 % le jeudi 27 octobre après l'avertissement lancé par M. Alan Greenspan la veille (« le Monde » du 28 octobre). Le patron de la Banque centrale américaine s'inquiétait de la vague des OPA et des reprises d'entreprises par les salariés (RES)...

NEW-YORK de notre correspondant  
Trois offres publiques d'achat (OPA) impliquent des sommes fabuleuses à Wall Street : 5,3 milliards de dollars (32 milliards de francs) pour Pillsbury, convoitée par le britannique Grand Metropolitan ; 11,4 milliards de dollars

## Le Monde SANS VISA Promenade littéraire dans l'île Maurice Gastronomie - Jeux Pages 15 à 18

Advertisement for Maurice Duverger's book 'La nostalgie de l'impuissance'. Includes a portrait of Albin Michel and the text 'Retour à la IV<sup>e</sup> République?'.

M 0147 - 1029 0 - 4 50 F  
3790147004500 10290

# Débats

## MOUVEMENTS SOCIAUX

### L'autre « équilibre »

« **L**A réponse est non. Mais rappelez-moi dans la question ? L'exercice consisterait-il à transformer cette réplique de Woody Allen en principe d'action politique ? Aujourd'hui les revendications sociales actuelles appellent une réponse politique. L'économie ne suffit pas à tout expliquer. On opposera de plus en plus efficacement le respect du « carré magique » de la politique économique et des grands équilibres (prix, budget, échanges extérieurs...) aux aspirations nouvelles des salariés.

En toutes choses, les excès comme l'extrême sont dommageables. Aujourd'hui, dans les conflits, une autre réalité s'exprime avec force. Le Parti socialiste et le gouvernement qu'il soutient ne peuvent en sous-estimer la portée. Au-delà de mouvements catégoriels, c'est le peuple de gauche dans toutes ses composantes qui entend imposer un autre équilibre : l'équilibre fondamental entre l'économique et le social. L'aspiration n'est pas seulement salariale : elle est sociale et culturelle. Cette action politique s'inscrit en rupture totale vis-à-vis des modèles libéraux qui dominent jusqu'à présent. Sous nos yeux se façonne une nouvelle culture sociale, jusque dans les formes dont se dotent les mouvements sociaux.

par JULIEN DRAY (\*)

partage «salaires-profits», l'effet croissant offre des marges de manœuvres sociales réelles qu'il s'agit, dans nos propositions et par l'action gouvernementale, d'utiliser : améliorer le pouvoir d'achat et relancer la consommation des catégories sociales les plus défavorisées et des classes moyennes ; redonner corps et confiance à l'électorat populaire. La nouvelle donne économique et sociale s'appuie sur un second équilibre : l'équilibre dans le partage des bénéfices de l'expansion entre un patronat revivifié et des travailleurs encore perplexes mais combattifs.

Alors, le maintien des grands équilibres économiques, certes, mais en en respectant d'autres : entre l'économique et le social, d'une part, entre classes sociales, d'autre part. Pour le Parti socialiste, il est nécessaire de ne pas céder aux sirènes libérales et rigoristes qui chantent la primauté de l'économique sur le social. Sinon le danger est réel de se retrouver sur des rivages inconnus et peu accueillants, les rivages de la droite traditionnelle en faveur des profits et du patronat, sans nuances et sans contrepartie.

(\*) Député (PS) de l'Essonne.

Bien au-delà de soubresauts conjoncturels, de « feux de paille » ou de « manipulations gauchistes », les mouvements actuels traduisent l'importance de ces autres équilibres. Cela relève, pour le Parti socialiste, du fond de l'action politique. Faute d'en prendre conscience, le réveil social sera difficile pour beaucoup. L'enjeu réel dépasse le cadre hexagonal et politique. Il est européen. L'intégration à l'Europe est une intégration économique, mais, surtout, sociale. En France, le Parti socialiste doit se défaire d'une idée qui consisterait à réduire a priori ses marges de manœuvre propres en fonction d'un nouveau système de contraintes, européennes cette fois (différentiels d'inflation et de mesures, harmonisation fiscale, etc.).

Imposer la logique du social à l'économique, en France d'abord, c'est aussi l'imposer en Europe. L'alternative au libéralisme sauvage à la britannique passe par cette action sociale concertée entre les partis de gauche européens. Il s'agit non seulement de consolider, pour chacun, leur base électorale nationale, mais aussi d'assumer une dimension européenne commune, dans le respect d'un autre grand équilibre : entre le rêve et la réalité.

## LE RAPPORT ANNUEL DE L'IFRI

### Promenade avec RAMSES

par JEAN PEYRELEVADE (\*)

**L**E RAMSES nouveau, septième du nom, est arrivé. On s'étonne, chaque année, de la qualité de ce grand cru, du caractère plus achevé de l'ouvrage. Quel exploit collectif l'équipe de l'IFRI, dirigée par Thierry de Montbrial, réalise-t-elle en donnant de l'évolution du monde au cours des douze derniers mois une vision tout à la fois claire, complète et synthétique ?

Rien n'y manque, en effet. Ni les événements géopolitiques qui rebatent de l'impératif et qui, pourtant, vont marquer notre destin collectif. Ni l'étude des mouvements de fond qui incorporent l'accidentel pour fabriquer l'histoire du monde. Qui aurait pu penser, il y a cinq ans, que la situation internationale serait à ce point dominée aujourd'hui par la personnalité et la politique de Mikhail Gorbatchev, que la société soviétique basculerait dans l'effervescence, sans que quiconque puisse en prévoir les conséquences planétaires ? Hasard des successions au sein d'une gérontocratie ? Miracle d'une personnalité construite au sein de l'un des appareils d'Etat les plus archaïques, les plus immobiles qui soit ? Ou nécessité d'évolution d'une grande puissance qui devait un jour, sous quelque forme, adapter ses moyens économiques, sa manière d'être politique, à la hauteur de ses ambitions ?

Les deux premières parties de l'ouvrage sont largement bâties sur

la poursuite de l'intégration européenne. Marché unique à l'Ouest, réformes à l'Est, ces deux mouvements sont-ils compatibles ou antagonistes ?

La réponse à cette question centrale dépend non seulement des aptitudes et de l'habileté du nouveau maître du Kremlin, mais aussi de l'état et de l'avenir de l'économie mondiale, auxquels est consacrée la troisième partie de l'ouvrage. Les dangers, à cet égard, continuent de nous entourer. La vigueur inattendue de l'économie américaine continue de reposer sur un double déficit, budgétaire et extérieur, que le nouveau président des Etats-Unis sera contraint, d'une manière ou de l'autre, de résorber. Le krach d'octobre 1987 a été absorbé sans trop de peine, si ce n'est pour les pays en voie de développement dont on ne peut encore se débarrasser de la dette. Sans oublier que les ajustements restent à opérer, que le risque de récession mondiale n'est pas, tant s'en faut, écarté.

#### Les risques de récession

L'Europe, de ce point de vue, est en première ligne, et en Europe la France. La désinvolture des Etats-Unis s'explique par les facilités que leur confère le dollar. A l'autre extrême, le Japon s'est engagé sur la voie de changements structurels qui augmentent encore son savoir-faire industriel, sa capacité exportatrice et d'investissements financiers dans le reste du monde. La lecture de RAMSES devrait, s'il était besoin, nous convaincre que rien ne se fera dans la facilité. Il n'y aura pas de grand marché sans une vision commune du développement économique européen.

(\*) Président de l'UJAP, professeur d'économie à l'Ecole polytechnique.

## RÉFÉRENDUM

### Pour un oui sans mais

par ALFRED GROSSER

**L**E oui au référendum sur la Nouvelle-Calédonie n'implique aucun jugement sur la politique globale du gouvernement ni sur ses politiques sectorielles. L'insuffisance peut voter oui. Le viticulteur aussi. Rarement référendum a été aussi peu plébiscitaire.

Le oui n'implique aucune appréciation précise du passé calédonien. Sauf sur l'abaissement : l'utilité, la nécessité d'arrêter la violence, d'empêcher de nouveaux affrontements. Sans certitude d'y parvenir, mais dans la conviction que le oui ouvre la seule voie possible.

Le oui n'implique aucun choix précis pour l'avenir calédonien : il exprime aussi bien le souhait de l'indépendance que celui d'un statut pleinement français, c'est-à-dire établissant une égalité moins incomplète. Il signifiera tout de même qu'il devrait s'agir d'une marche vers l'indépendance amicale ou d'un statut tendant à transformer l'injustice en équité.

Le oui ne présuppose même pas la croyance en la parfaite constitutionnalité. Quoiqu'il en soit, pas convaincu par la limpide démonstration de François Goguel — pas suspect d'esprit de soumission aux désirs socialistes — devrait se soucier de tous ceux qui, en 1962, ont répondu à l'appel de la majorité d'alors de voter oui malgré leur appartenance à l'opposition et malgré leur conviction que la question

était inconstitutionnelle. Et le précédent de Djibouti interdit en tout cas aux sympathisants du RPR et de l'UDF d'utiliser l'argument de la durée de résidence, puisqu'ils ont consenti à un tel système en 1977.

Rejetons aussi l'argument de la complexité du texte. Combien d'électeurs avaient étudié la Constitution de 1958 avant de l'approuver par référendum ? Qui avait lu de près les accords d'Evian, dans leur complexité et leurs contradictions, avant de dire oui à la fin d'une guerre ?

#### Abstention irresponsable

Autrement dit de ratifier le fait acquis de la victoire du FLN arrachant une indépendance qui ne ressemblait absolument plus à celle que Ferhat Abbas avait proposée en 1946. Une guerre qui avait éclaté parce qu'on avait triché avec l'égalité en 1948 en truquant des élections. Et surtout parce que, le 6 février 1956, Guy Mollet avait laissé passer la dernière chance d'arrêter l'effusion de sang en faisant enfin jouer au gouvernement de Paris le rôle de médiateur entre les deux communautés et non plus de soutien inconditionnel de la communauté non musulmane. En Nouvelle-Calédonie, Michel Rocard a compris la nécessité créatrice de ce rôle et l'a pleinement assumé. Contrairement aux gouvernements accordant tout aux calédoches. Contrairement aussi au choix manifeste inverse fait par Edgard Pisani.

Il est vrai qu'il y a eu le choix nouveau de Jacques Lesclapart — succédant à Jean-Marie Tjibou — sur la ligne de Ferhat Abbas. Peut-être ce choix ne se serait-il pas produit sans le sang versé. Mais il s'agit précisément d'essayer de faire que ce sang soit le dernier. Comment ne pas comprendre les familles des victimes révoltées à l'idée qu'il n'y aura ni vengeance ni même punition ? Des deux côtés — ou plus exactement des trois, puisque les gendarmes tués représentaient l'Etat et non une communauté calédonienne. Mais il faut leur dire, il faut se dire qu'il

vaut mieux effacer au début pour empêcher un long conflit sanglant, plutôt que de proclamer des amnisties globales et pénibles après huit années de guerre.

Jacques Chirac vient d'écrire aux adhérents du RPR que « la non-participation » était « la seule attitude responsable ». Entendez : l'abstention. Or l'abstention est irresponsable. Comme l'était celle des socialistes au référendum de 1972. Alors comme aujourd'hui, elle ne traduit pas un choix, mais un refus, une impossibilité de choisir entre les attitudes contradictoires présentes au sein du parti. En 1972 cependant, le oui à un traité d'adhésion déjà signé n'avait rien d'exaltant. Cette fois, il s'agit d'autre chose. Un autre choix qui transparaît à travers un lapsus significatif de Jacques Chirac dans cette même lettre. Il y distingue d'une part les indépendantistes, de l'autre « nos compatriotes » qui seraient soumis à des pressions « afin qu'ils quittent le territoire ». C'est cette distinction entre les vrais Français et les autres qui a créé les révoltes et les indépendantismes. Algérie française ? Si les musulmans étaient français comme travailleurs algériens dans l'armée française, pas comme citoyens politiques et économiques de plein exercice !

Vouloir la Calédonie française ou vouloir la Kanakie indépendante — le chemin pacifique passe par une mise au point longue et difficile à laquelle le référendum tend précisément à donner sa chance. On peut évidemment ne rien vouloir du tout. On peut trouver qu'en tant que salarié on en tant que patron, en tant que chômeur ou en tant que jeune cadre brillant, on n'a pas à se soucier de la Nouvelle-Calédonie. Mais qu'on cesse alors de se vouloir citoyen, de faire référence à la nation, à la patrie, à la France ! On renie les solidarités essentielles de la communauté nationale. On s'interdit de critiquer les hommes politiques pour leur petitesse. La politique, dans son sens le plus noble, c'est la mise en œuvre d'une action librement choisie pour tenter de maîtriser l'avenir commun. Le oui au référendum du 6 novembre sera pleinement politique dans ce sens-là.

#### Marges de manœuvres

Les faits sont têtus et sanctionnent sans réserves l'hégémonie du modèle libéral proposé aux économies développées. Comment expliquer aujourd'hui aux employés de Renault, aux infirmières, et demain à des millions de salariés du secteur privé ou public que les entreprises françaises affichent des bénéfices records sans que, en contrepartie, ces salariés puissent réellement et proportionnellement recueillir les fruits d'une œuvre commune ? Les gouvernements qui ont conduit depuis le début des années 80 à ce redressement ne peuvent se contenter d'invoiter chacun à la patience. La solidarité nationale a joué à plein dans la rigueur et l'expansion. Les aspirations populaires ne supportent pas l'équivoque.

La France a amélioré sensiblement ses performances économiques en termes de croissance. Le taux de croissance n'a cessé, ces derniers mois, d'être revu à la hausse. Ce différentiel de croissance, du strict point de vue de la justice sociale que le Parti socialiste défend, ne peut être attaché au seul renforcement des profits et de l'investissement.

La croissance est aussi, il conviendrait de ne pas l'oublier, une croissance « sociale ». Sans excès, sans tomber dans la stratégie du « tout ou rien », qui, souvent, a prévalu dans l'analyse ou la mise en vigueur de règles politiques de

LE 51 RUE FRANÇOIS 1<sup>ER</sup>  
DEVIENT  
UN *mag* de Cartier

Paris

NOUVELLE BOUTIQUE *Cartier*  
OUVERT DEPUIS LE 25 OCTOBRE  
51, RUE FRANÇOIS 1<sup>ER</sup> PARIS VIII<sup>e</sup> - TÉL. 40.74.60.60

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél.: (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 850872 F  
Télécopieur: (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant:  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs:  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social:  
620 000 F

Principaux associés de la société:  
Société civile « Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général:  
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef:  
Daniel Verdet.

Caractéristiques en chef:  
Claude Sales.

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 437  
ISSN: 0395-2017  
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-47-98-81

**ABONNEMENTS**  
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voix normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1.337 F
9 mois	954 F	1.089 F	1.404 F	1.952 F
1 an	1.200 F	1.380 F	1.800 F	2.530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois  6 mois  9 mois  1 an

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

السنة من الأصل

# Etranger

## Les réactions occidentales après la visite du chancelier Kohl en Union soviétique

### M<sup>me</sup> Thatcher reste hostile à la tenue d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou

L'Union soviétique devra mettre en œuvre les accords d'Helsinki, signés en 1975, avant que la Grande-Bretagne accepte de participer à une conférence internationale sur les droits de l'homme en 1991 à Moscou, a déclaré jeudi 27 octobre le premier ministre britannique, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher.

La Grande-Bretagne espère voir respecter la liberté de mouvement à l'intérieur de l'Union soviétique, le droit de quitter le pays, la liberté religieuse, l'absence de discrimination contre les minorités et prendre fin les arrestations arbitraires comme préalable à une telle conférence, précise-t-on à ce sujet, de source britannique.

« Se contenter de moins serait trahir tous les gens courageux d'Union soviétique et d'Europe de l'Est qui ont combattu si vaillamment pour leurs droits », a déclaré M<sup>me</sup> Thatcher lors d'un dîner des amis de l'Université hébraïque de Jérusalem. Le premier ministre a néanmoins fait l'éloge des réformes en cours en Union soviétique, affirmant qu'elles étaient « un espoir pour ceux qui souffrent de la discrimination et des restrictions, tels que les juifs soviétiques ».

Sir Geoffrey Howe, chef de la diplomatie britannique, a précisé le même jour au cours d'une conférence à Oxford : « C'est parce que les droits de l'homme (en Union soviétique) laissent encore beaucoup à désirer que nous n'approuvons pas la tenue d'une conférence à Moscou sur les droits de l'homme avant que l'Ouest soit unanimement assuré de la mise en œuvre de réformes concrètes et durables » dans ce domaine.

« Ne surestimez pas notre capacité à influencer les réformes soviétiques », a averti Sir Geoffrey. Nous attendons toujours... une législation qui permette d'inverser définitivement l'équilibre du système en faveur de l'individu. Le secrétaire au Foreign Office a, par ailleurs, rejeté sans réserve l'idée d'un « plan Marshall » pour soutenir les

réformes économiques en URSS, lancée récemment par le président du conseil italien, M. De Mita, après sa visite à Moscou. « Pas de plan Marshall, pas de concessions gratuites », a-t-il dit.

#### Déception à Washington

De même à Washington, les responsables américains ont manifesté une certaine déception après les promesses de libération de prisonniers politiques en Union soviétique, apparemment moins importantes qu'on l'espérait en Occident.

« Nous ne pensions pas qu'il y ait quelque chose de nouveau » dans les déclarations soviétiques rapportées par le chancelier Kohl, a déclaré le général Powell, conseiller pour la sécurité nationale du président Ronald Reagan. Les Soviétiques ont « réaffirmé ce qu'ils nous avaient dit » et promis à d'autres dirigeants étrangers, a ajouté le général à l'occasion d'un déjeuner au National Press Club, à Washington.

Pour sa part, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a précisé : « Les déclarations ultérieures (du porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerassimov) nous conduisent à croire que les Soviétiques ne font référence qu'à ceux qu'on qualifie de 40 cas examinés pendant la visite » à Washington du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, à la fin septembre. Précisant qu'à son avis « environ la moitié » de ces prisonniers ont « probablement été libérés », M. Redman a rappelé que les Etats-Unis discutent avec l'URSS de quelque 200 noms, mais que des divergences persistent sur la définition du terme de prisonniers politiques. Le chiffre de 200 « comprend les cas considérés (comme politiques ou religieux) par les Soviétiques et ceux qui ont été considérés pour leurs activités politiques ou religieuses, mais à cause d'accusations truquées », a-t-il ajouté.

Le même porte-parole soviétique a confirmé en substance cette interprétation en se déclarant dans un entretien accordé jeudi à la chaîne de télévision CBS, « surpris » par les réactions internationales. « Nous avions annoncé l'année dernière l'amnistie ou le pardon des personnes condamnées en vertu des articles 70 et 190 du code pénal. Ces articles sanctionnent la propagande et la calomnie antisoviétiques. Nous avons libéré la plupart des gens et il n'en reste peut-être qu'une douzaine. Leur cas est à l'étude », a indiqué M. Guerassimov, ajoutant que leur libération était une question de semaines. « C'est le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher qui a annoncé, il n'en peut être question », a souligné le porte-parole soviétique. - (AFP.)

BONN de notre correspondant

Le chancelier Kohl, qui est revenu jeudi soir 27 octobre de sa visite de quatre jours en URSS, a toutes les raisons d'être satisfait. Seule la météorologie est venue perturber la partie touristique du voyage, l'empêchant de visiter les monuments de la vieille Russie de Vladimir et de Souzdal. Pour le reste, tout s'est déroulé selon le plan prévu, la seule « surprise » consistant en l'annonce par le chancelier de la prochaine libération de tous les prisonniers considérés en Occident comme « politiques ». (Le Monde du 28 octobre.)

« A-t-on vraiment brisé la glace » ? « ouvert un nouveau chapitre des relations germano-soviétiques ? » Les commentateurs sont certes moins enthousiasmés que l'entourage du chancelier pour évaluer le résultat de cette visite, mais ils en soulignent le caractère clarificateur. « La clarté c'est aussi un succès », estime le quotidien des milieux

d'affaires la Frankfurter Allgemeine Zeitung, alors que Die Zeit, l'hebdomadaire dirigé par l'ex-chancelier Helmut Schmidt, constate que, sans être dramatique, le voyage de M. Kohl à Moscou marque une étape essentielle dans l'évolution de la détente entre l'Est et l'Ouest. « Il se s'agit de rien de moins que du passage de la coexistence dans la confrontation à la coexistence dans la coopération, de la détente dans le froid à la détente dans la chaleur », écrit Die Zeit.

M. Egon Bahr, porte-parole du Parti social-démocrate pour les questions de désarmement a souligné lui aussi le caractère positif de cette visite, lui reprochant seulement d'avoir eu lieu « un peu tard ». La véritable « première » de ces rencontres moscovites a été, selon M. Bahr, la prestation du ministre de la défense, M. Rupert Scholz, dont le discours devant l'Institut Malinovski constitue le premier exemple de l'ouverture d'un dialogue européen sur les questions de sécurité.

Les propos très nets de M. Gorbatchev sur « la prétendue question allemande » et sur le problème de Berlin, dont le statut actuel ne saurait être remis en question, n'ont déçu que ceux qui se faisaient des illusions sur le fermeté des convictions du secrétaire général dans ce domaine. Ce n'est pas un hasard si les propos les plus en retrait pour juger la visite du chancelier Kohl ont été tenus par le bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen qui a déclaré « être » pas mécontent », ajoutant qu'il « n'avait rien attendu de plus ». La question de Berlin n'a cependant pas été totalement fermée par les Soviétiques. Les ministres des affaires étrangères des deux pays, M. Genscher et Chevardnadze ont été chargés de mettre au point d'ici le printemps prochain une formule standard permettant d'inclure Berlin-Ouest dans les traités entre la RFA et l'URSS.

#### Mécontentement en RDA

Les propos du chancelier sur le caractère « anormal » de la division de l'Allemagne ont suscité une très vive réaction de Berlin-Est où l'on a pu constater le retour au premier plan des décrets de la guerre froide comme M. Karl Dudzick von Schützler, qui s'en est donné à cœur joie pour dénoncer en M. Helmut Kohl ce « petit-fils d'Adenauer », le premier chancelier de la République fédérale étant signataire de l'accord de Potsdam et de la division du pays.

Quel bénéfice le chancelier Kohl peut-il tirer de son excursion moscovite ? L'approbation générale recueillie dans son pays se traduira-t-elle par une renouée de sa popularité dans l'opinion ? Rien n'est moins sûr. S'il est certain qu'un échec du voyage en URSS aurait été porté à son détriment, son succès relatif est considéré comme normal, d'autant plus que la question de la dimension « historique » de l'événement est posée plutôt sous forme interrogative. Conscient de ce fait, M. Kohl avait souligné que sa visite en Union soviétique et celle de M. Gorbatchev en République fédérale, sans doute au printemps 1989 constituaient un tout, et qu'une évaluation définitive ne pourrait être faite qu'après le séjour à Bonn du secrétaire général.

LUC ROSENZWEIG.

### M. Mitterrand et M. De Mita insistent sur la coordination des Européens face à l'URSS

ARLES de notre envoyé spécial

Le président Mitterrand et le président du conseil italien, M. Ciriaco De Mita, qui présidaient jeudi 27 octobre à Arles le sommet annuel franco-italien, ont longuement insisté sur la volonté des gouvernements européens d'« harmoniser » leurs démarches vis-à-vis de l'Union soviétique. Au cours de leur conférence de presse commune, le chef de l'Etat français, qui se rendra à son tour en URSS en novembre, s'est efforcé de dissiper les craintes que la série de visites actuelles effectuées à Moscou par les principaux dirigeants européens et surtout l'octroi à l'URSS d'importants crédits ont fait naître ici ou là.

M. Mitterrand a notamment profité de l'occasion pour répondre à l'offre faite par M. Gorbatchev de construire une « maison européenne commune ». « Nous construisons, a-t-il déclaré, la maison de l'Europe, en tout cas son premier étage. Il faut commencer par les fondations d'abord. C'est ce qui s'appelle la Communauté. Cela, c'est fait. Il y a beaucoup d'autres pays de l'Europe qui répondent aux mêmes critères démocratiques que nous, tel et tel pays scandinave, etc. La porte n'est pas fermée. Tout une série d'accords particuliers sont déjà en cours ou peuvent être passés. Mais il reste, en effet, ce qu'on appelle grossièrement l'Europe de l'Est, qui n'est pas d'ailleurs uniquement de l'Est, et particulièrement l'Union européenne convaincu, à partir du moment où la Communauté européenne prend de plus en plus forme, sous la condition de l'unité politique, jamais ces fondateurs de l'Europe n'oublieraient que l'Europe véritable est celle de la géographie

et de l'histoire. Mais il ne serait pas logique de construire le deuxième étage avant le premier. Nous en sommes là ».

M. Mitterrand s'est également efforcé de dédramatiser l'octroi de crédits à l'URSS en écartant l'idée de « plan Marshall européen » parfois évoquée ces derniers temps en Italie et en rappelant qu'un développement des relations avec l'Est était aussi à l'avantage de l'Ouest aussi bien sur le plan économique que sur le plan culturel.

Si l'actualité braquait les projecteurs sur les relations avec l'URSS, chacun n'en était pas moins venu à Arles avec ses desiderata particuliers. Les Français ont ainsi longuement insisté auprès de leurs visiteurs italiens sur l'importance qu'ils accordent au développement d'une Europe de l'audiovisuel et notamment à l'adoption d'un système commun de télévision à haute définition. Il a également été question du déve-

lopement du réseau européen de trains à grande vitesse vers le Sud, l'Italie en particulier.

Italiens et Français sont convenus de renforcer la régularité de leurs consultations en prévoyant la tenue, entre deux sommets, d'un séminaire interministériel chargé d'assurer le suivi des travaux. On s'est également mis d'accord pour renforcer la coopération en matière de recherche. On a créé pour cela une association franco-italienne pour la recherche et la technologie, dont le premier secrétaire général sera de nationalité italienne. La veille du sommet, Paris et Rome avaient également marqué leur souhait de renforcer leur coopération dans le domaine des armements et en signant un important accord pour la construction en commun d'un missile sol-air. L'Italie a également confirmé sa participation à hauteur de 14 % dans le programme de satellites Helios.

HENRI DE BRESSON.

### Le radar de Krasnoïarsk cédé à l'Académie des sciences de l'URSS

M. Guerassimov a annoncé, le jeudi 27 octobre à Moscou, que la station radar de Krasnoïarsk, en Sibirie, a été cédée à l'Académie des sciences soviétique pour être utilisée à des fins pacifiques dans le cadre de l'application du traité sur les missiles antistesiles (ABM).

Cette décision fait suite à la proposition de M. Gorbatchev, le 16 septembre dernier, de transférer la station en un centre international sur l'espace réservé à des utilisations pacifiques. « L'Académie des sciences, utilisant le radar comme base, va ouvrir une station internationale de recherche », a dit M. Guerassimov. Interrogé sur la décision de ne pas détruire ce radar, le porte-parole a ajouté qu'il serait « plus raisonnable de l'utiliser à des fins scientifiques, de sorte que des chercheurs du monde entier puissent être invités » à Krasnoïarsk.

Selon les Etats-Unis, le radar de Krasnoïarsk viole le traité ABM et peut être utilisé comme système de détection d'une attaque de missiles. L'Union soviétique affirme, pour sa part, que le radar n'est conçu que pour suivre la trace d'objets dans l'espace.

Commentant cette décision, les Etats-Unis ont insisté afin d'obtenir la destruction de l'installation de Krasnoïarsk. « Nous croyons que les critères américains ne peuvent être satisfaits que par le démantèlement du radar et la destruction des bâtiments de réception et de transmission, y compris les fondations », a déclaré un porte-parole du département d'Etat. « Ce que les Soviétiques feront du site après (...), c'est leur affaire », a-t-il ajouté après avoir rappelé que le traité ABM prévoit « l'élimination véritable de toutes les installations radar interdites ». - (AFP.)

### Les Etats-Unis auraient décidé de fermer définitivement leur réseau radar DEW au Groenland

COPENHAGUE de notre correspondant

Les Américains auraient l'intention de démanteler progressivement la chaîne de stations radar DEW qu'ils avaient implantées au Groenland au début des années 50. Ce réseau, qui comprenait quatre stations réparties sur le territoire, surveillait le passage des avions étrangers, soviétiques en particulier, dans les régions polaires, ainsi que le grand radar de la base de Thulé - dont la modernisation récente a suscité les critiques des Soviétiques, qui y voient une violation des accords ABM - est destiné à détecter le passage éventuel de missiles et les mouvements de satellites.

La première de ces quatre stations, DYB-2, située au cœur de l'Inlandia, a été fermée en août, à la surprise générale des autorités groenlandaises, qui affirment ne pas en avoir été averties au préalable. Les Américains ont fait valoir qu'ils avaient dû prendre cette mesure d'urgence en raison du mauvais état technique des installations. L'évacuation de la deuxième station, à Holsteinborg, était, paraît-il, prévue pour octobre, mais elle a été « suspendue » à la suite des très vives protestations des dirigeants groenlandais et des responsables danois de l'aviation civile de l'île.

Une convention signée en 1960 entre le Danemark et les Etats-Unis autorise, en effet, l'aviation civile dano-groenlandaise à utiliser les radars américains pour ses propres besoins ; leur disparition compliquerait donc les transports aériens locaux. Ces problèmes seraient particulièrement importants sur la côte orientale, où les services de radio-télévision, téléphone et tlex fonctionnent avec le courant électrique produit par la station radar de Kulusuk. Un des deux représentants du Groenland au Parlement danois a demandé au gouvernement de M. Schüttler de négocier sans tarder avec les Américains afin que les Groenlandais puissent être fixés sur l'avenir du réseau radar DEW.

Selon les experts nordiques, les Américains auraient décidé de supprimer ce réseau radar du Groenland pour des raisons économiques et parce qu'ils auraient récemment construit un réseau DEW au Canada beaucoup plus performant. CAMILLE OLSEN. [L'apparition des avions-radars Boeing-WACB 9-4, dans les listes propres aux Etats-Unis et affectées à l'OTAN en Europe a pour effet de permettre la suppression de certaines installations de détection au sol, trop anciennes et devenues moins efficaces pour contrôler des raids d'avions atterrissant à basse altitude.]

### Le président Reagan veut faire démolir la nouvelle ambassade américaine à Moscou

Le président américain Ronald Reagan a annoncé, le jeudi 27 octobre, que les Etats-Unis « n'avaient pas d'autre choix » que de « raser » leur nouvelle ambassade à Moscou. Celle-ci, qui n'est pas encore achevée, aurait été, selon les services de sécurité américains, truffée de micros par les Soviétiques durant sa construction. Les premiers systèmes d'écoute ont été découverts en 1987 par des inspecteurs américains dans l'infrastructure même de l'ambassade dont certains éléments avaient été construits par des ouvriers soviétiques. Ce qui a déjà conduit Washington à demander à l'Union

soviétique 29 millions de dollars de dommages pour « mauvais travail ».

Selon les estimations du Washington Post, le coût de la reconstruction s'élève à 300 millions de dollars. Des responsables du département d'Etat ont par ailleurs fait savoir que, à leur avis, tant que la nouvelle ambassade américaine à Moscou ne sera pas achevée (ce qui pourrait prendre cinq ans), les diplomates soviétiques ne pourront pas occuper, eux non plus, leur nouvelle chancellerie à Washington. Le Congrès ne devant plus se réunir avant janvier,

la décision finale reviendra au nouveau président américain qui sera élu le 16 novembre prochain.

La réaction soviétique est venue sous la forme d'une dépêche de l'agence Tass datée de Washington. Il y est précisé que « comme toutes les fois précédentes », les Etats-Unis « n'ont pas fourni la moindre preuve matérielle pour appuyer leurs plaintes ». Et Tass d'évoquer le « retard » regrettable que cette décision va entraîner. En 1972, en effet, Soviétiques et Américains étaient convenus de construire deux nouvelles ambassades. - (AFP.)

CHEZ CITROËN DU 29 OCTOBRE AU 10 NOVEMBRE 1988.

# 794<sup>F</sup>

PAR MOIS, SANS SURPRISE.



OUI! PARTEZ EN CITROËN AX 105 3 PORTES POUR 794 F PAR MOIS PENDANT 48 MOIS (HORS OPTION ASSURANCE, VIGNETTE ET CARTE GRIS). POUR VOTRE DÉPÔT DE GARANTIE, RENDU EN FIN DE CONTRAT, PAS DE PROBLÈME: CITROËN VOUS REPRIEND VOTRE VIEILLE VOITURE 5000 F TTC MINIMUM QUEL QUE SOIT SON ÉTAT. LOCATION LONGUE DURÉE LOCAL: CITROËN, SOUS RÉSERVE D'ACCEPTATION DU DOSSIER, POSSIBLE AÜSSI SUR LES AUTRES MODÈLES DE LA GAMME À ESSENCE. REPRISE MINIMUM 5000 F.

AX

CITROËN présente TOTAL

# Diplomatie

## M<sup>me</sup> Christiane Scrivener remplacera M. Claude Cheysson à la Commission européenne

M<sup>me</sup> Christiane Scrivener, membre du Parlement européen, a été désignée par la France comme commissaire à la Commission des communautés européennes, a-t-on annoncé jeudi 27 octobre à l'Élysée, dans un communiqué.

M<sup>me</sup> Scrivener remplace ainsi à Bruxelles M. Claude Cheysson, ancien ministre français des relations extérieures, mais il n'est pas du tout certain qu'elle occupe le même poste. M. Cheysson est chargé, jusqu'au 31 décembre prochain, de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud. La répartition des compétences entre les dix-sept commissaires se fera début janvier, lors de la première réunion de la Commission, qui est présidée par M. Jacques Delors. Les membres de la Commission sont désignés pour quatre ans par les gouvernements à raison de deux commissaires pour les « grands » pays (France, Royaume-Uni, RFA, Italie, Espagne) et un pour chacun des sept autres États membres. Seuls les deux commissaires italiens et le commissaire irlandais n'ont pas encore été nommés pour la période 1989-1993.

## La compétence et la foi

« Choisie comme un homme pour sa compétence », avait dit d'elle le président Giscard d'Estaing en la faisant entrer en janvier 1978 dans le gouvernement de Jacques Chirac. A cette époque, Christiane Scrivener, complètement inconnue des milieux politiques, pur produit de ce qui n'était pas encore appelé

sortir de chez Alexandre. M<sup>me</sup> Christiane Scrivener cache une tête bien faite et bien pleine. Elle collectionne les diplômes. Droit, psychologie, lettres : elle est l'une des rares femmes françaises diplômées de Harvard.

Pendant près de vingt ans, elle agit sur le terrain économique, devenant notamment PDG de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM). Ministre de 1976 à 1978, M<sup>me</sup> Christiane Scrivener, giscardienne, libérale et européenne, se laissera gagner par le virus politique. Secrétaire général adjoint du Parti républicain, elle songe un instant à un siège de député. Mais cette Alsacienne de Mulhouse a d'abord et avant tout le tripe européenne. Son amitié avec M<sup>me</sup> Simone Veil fera le reste.



En 1979, elle part sur sa liste pour les premières élections européennes au suffrage universel. Siègle avec elle au groupe libéral et se passionne dans le sillage de la présidente du Parlement européen pour tous les grands dossiers : elle est choisie en 1984 comme rapporteur général du budget de la Communauté. La même année, elle signe un livre de foi, *L'Europe, une bataille pour l'avenir*. Et c'est encore cette année-là que Simone Veil l'impose sur sa liste contre l'avis de l'appareil du PR.

A soixante-trois ans, M<sup>me</sup> Christiane Scrivener, toujours membre des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, connaît donc une consécration européenne méritée. Profitant des états d'âme des centristes, M<sup>me</sup> Simone Veil n'est pas non plus étrangère à cette spectaculaire promotion de son amie, devenue à son tour grand témoin de l'ouverture.

D. C.

# Amériques

## CUBA

### Les « marielitos » autorisés à faire de brefs séjours

Les marielitos, ces Cubains qui avaient émigré en masse vers les États-Unis en 1980, pourront effectuer, dès la fin de cette année, des séjours d'une semaine dans leur pays d'origine, a-t-on appris de source officielle, jeudi 27 octobre, à La Havane.

Cette mesure, qui constitue un important changement dans l'attitude du gouvernement castriste à l'égard de ceux qu'il dénomme « la racaille », a stupéfié les milieux diplomatiques et la modeste opposition visible de l'île.

Fin 1978 déjà, les autorités cubaines avaient conclu un accord avec les représentants de l'émigration à Miami, de sorte que les membres de la communauté exilée puissent effectuer de brefs séjours de retrouvailles familiales. Plus de cent mille d'entre eux avaient saisi cette occasion en 1979.

La plupart des analystes estiment que le « choc culturel »

produit par ce retour avait été déterminant dans le déclenchement de « l'exode de Mariel » (1), en avril 1980. Ce n'est qu'en 1985 cependant, en raison des exécrables relations de La Havane avec le gouvernement Reagan, que le flux de ces retours temporaires d'exilés avait été pratiquement interrompu.

Les autorités de l'île ne sont pas insensibles à l'aspect économique de ce mouvement de personnes : la plupart arrivent, en effet, chargées de cadeaux et, surtout, de dollars, qu'elles peuvent dépenser au profit de leurs proches, dans les magasins spéciaux, toujours richement garnis. Ces trois dernières années, une cinquantaine d'autorisations hebdomadaires seulement étaient accordées par les autorités cubaines, pour des raisons humanitaires essentiellement. — (AFP, Reuter.)

(1) Le port d'embarquement.

## COLOMBIE

### La grève générale n'a été que très partiellement suivie

En dépit des prévisions les plus sombres, la grève générale du jeudi 27 octobre n'a pas perturbé la vie de la Colombie ni n'a été l'occasion de violences exceptionnelles. Le gouvernement avait, il est vrai, déclaré le mouvement « illégal », et des mesures de surveillance militaire et policière impressionnantes avaient été mises en place.

Il y a eu deux cents arrestations environ, des militants syndicaux pour l'essentiel. On déplore cependant la mort d'une personne — un homme tué dans une explosion survenue dans la région septentrionale d'Urabá, où un grave conflit social trouble le secteur de la production bananière.

Les deux grandes confédérations syndicales, la CUT et la CGT, avaient appelé à cet arrêt de travail après l'échec de négociations visant à obtenir des hausses de salaires et un gel des prix. Les deux organisations revendiquent ensemble 1,3 million d'adhérents. Gouvernement et syndicats sont en total désaccord sur le taux de participation au

mouvement : 5 % selon les sources officielles, 60 à 70 % selon les grévistes. Quel qu'il en soit, l'activité du pays n'a été que ralentie. Quelques sabotages de ponts, d'installations électriques et quelques incendies de bus et de camions ont également été enregistrés ; mais pas davantage qu'un jour ordinaire dans ce pays agité par une violence endémique.

La guérilla, contrairement au plan que lui prêtait le gouvernement, n'a pas saisi l'occasion de cette journée pour accentuer sa pression. — (AFP, Reuter.)

● Pérou : 30 000 mineurs en marche vers Lima. — Quelque 30 000 mineurs et leurs familles ont achevé jeudi 27 octobre à Lima une marche de soutien à la grève qui dure depuis près de deux semaines dans ce secteur, a-t-on appris de source syndicale. Les grévistes, au nombre de 70 000, ont demandé la médiation de l'Église catholique dans le conflit. Ils réclament le respect, par le gouvernement, d'un accord conclu en août dernier, qui prévoit notamment une hausse des salaires et leur indexation sur l'inflation. — (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Chine

#### Manifestation étudiante dans le Guizhou

Plus de deux mille étudiants et professeurs de l'université du Guizhou (province située au sud de la Chine) ont manifesté, le 17 octobre, pour demander le respect des « droits de l'homme des intellectuels », a révélé, jeudi 27 octobre, un responsable de l'université. Cette manifestation, qui a duré une demi-journée, faisait suite à une violente bagarre sur le campus, qui avait fait une trentaine de blessés, dont quatre « grièvement ».

La bagarre avait été déclenchée par des élèves d'une école hôtelière située sur le campus, « presque tous des fils de cadres ». Selon le responsable, ils avaient pénétré dans les dortoirs des étudiants pour les raser. La police, arrivée sur les lieux, avait été accueillie par des jets de pierre et un professeur et plusieurs assistants avaient été arrêtés. Les étudiants exigent la punition des coupables et le respect de la loi. Cette nouvelle manifestation témoigne de la nervosité qui persiste sur les campus depuis des mois. — (AFP.)

● VIETNAM : appel des deux bonzes condamnés à mort. — Une cour d'appel va examiner le cas des deux bonzes Thích Tue Sy (Phnom Van Thuong) et Thích Trí Siêu (Là Manh Thạt), condamnés à mort pour « subversion » par un tribunal de Ho-Chi-Minh-Ville (le Monde du 27 octobre). Les deux moines ont été adoptés comme « prisonniers de

### conscience » par Amnesty International, qui demande leur « remise en liberté inconditionnelle ».

### RFA

#### Démantèlement d'un réseau terroriste palestinien

Bonn (Reuter). — La police ouest-allemande a procédé à un vaste coup de filet contre des membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) du dirigeant extrémiste palestinien Ahmed Djabiri, a annoncé, le jeudi 27 octobre, un porte-parole du parquet de Düsseldorf. Treize Palestiniens du FPLP-CG ont été arrêtés au cours d'une vaste opération de police à Francfort, Hambourg, Berlin-Ouest et Neuss, qui a aussi permis la saisie d'armes, dont un lance-grenades, de munitions et d'explosifs, a-t-il déclaré.

De source proche des services ouest-allemands de sécurité, on indique que ce réseau était en train de préparer un coup de main à l'étranger, mais pas en RFA. De même source, on indique que des mandats d'arrêt ont été lancés contre trois dirigeants du réseau.

Ce coup de filet a eu lieu au cours des dernières quarante-huit heures sous la direction du bureau criminel fédéral, qui s'occupe habituellement des cas de terrorisme, a précisé le porte-parole du parquet.

De source autorisée, on indique que les services secrets ouest-

allemands ont découvert quelle action criminelle les Palestiniens étaient en train de préparer et qu'ils ont déjoué, en conséquence, de les mettre à l'orbite pour un certain temps. Certains des suspects avaient été repérés par les services allemands depuis deux ans.

### Soudan

#### Condamnation à mort de cinq Palestiniens

Cinq Palestiniens, qui avaient attaqué à la grenade et au fusil-mitrailleur un hôtel de Khartoum le 15 mai, faisant sept morts — dont cinq Britanniques — et une vingtaine de blessés, ont été condamnés à mort par pendaison, le jeudi 27 octobre, par la Cour suprême soudanaise. Selon les spécialistes de la lutte antiterroriste du département d'État américain, ces Palestiniens seraient membres du Fath-Conseil révolutionnaire, mouvement dissident du Fath de M. Yasser Arafat, plus connu sous le nom de groupe Abou Nidal.

Aussitôt la sentence lue, les cinq Palestiniens, qui avaient déclaré être affiliés aux « Cellules révolutionnaires arabes combattant les intrus impérialistes américains et britanniques », ont levé les doigts en signe de victoire et crié « Révolution jusqu'à la victoire ! » Ils avaient attaqué en mai dernier l'hôtel Acropole, où résident habituellement beaucoup de journalistes, et le Club britannique de Khartoum. — (AFP.)

# Chez les gosses de riches à Moscou.

# ACTUEL

Les héritiers de Brejnev, Sakharov et Mikoyan racontent. Du jamais lu. Actuel d'octobre. 25 F.

سكوا من الأصل



## Asie

### Reprise des négociations sur le Cambodge

Une troisième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, aura lieu du 5 au 7 novembre à Paris, en présence, cette fois, de M. Son Sann. Elle sera précédée, toujours dans la capitale française, de deux jours de discussions entre les diplomates

américains et soviétique chargés du dossier, MM. Gaston Sigar et Igor Rogatchev. Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qui estime « encourageant » le processus de négociations en cours, a renouvelé les offres de bons offices des Nations unies.

#### La paix forcée ?

En affirmant, dès sa signature le 14 avril à Genève, que l'accord sur le retrait de leurs troupes d'Afghanistan, pouvait servir de « modèle » pour le Cambodge, les Soviétiques ne s'étaient peut-être pas tellement trompés. La perspective d'un sommet Gorbatchev-Deng Xiaoping, en 1989, permet d'envisager en effet un règlement des aspects internationaux du conflit cambodgien sans véritable règlement interne.

Que se passe-t-il, d'abord, au Cambodge ? On a dit que les Khmers rouges exploitaient les retraits partiels de troupes vietnamiennes, notamment dans l'Ouest cambodgien, pour reprendre pied dans plusieurs secteurs et préparer ainsi, en s'appuyant sur une guérilla

disciplinée, leur retour à Phnom-Penh. Différents rapports sur la situation militaire tendent à accréditer cette thèse.

Les Vietnamiens recourent d'ailleurs à cet argument pour lier la neutralisation effective des Khmers rouges à leur évacuation militaire du Cambodge. Tout en affirmant avoir déjà rapatrié dix-sept mille soldats sur les cinquante mille qu'ils ont promis de retirer en 1988, ils donnent l'impression de ne pas renoncer à ce que le futur Cambodge soit un ami, à défaut d'être un allié.

La réalité est cependant un peu plus complexe. Vietnamiens et Khmers rouges ont, en fait, ceci de commun qu'ils en sont réduits, pour l'instant, à l'écoute de Moscou et de

Pékin. Ils savent déjà qu'ils feront, chacun à sa façon, les frais de la réconciliation entre Soviétiques et Chinois. En attendant, chaque camp se prépare à toutes les éventualités, même à la pire qui serait, pour les Khmers rouges, une obligation de cessez-le-feu sans réelles contreparties politiques et, pour les Vietnamiens, une obligation de retrait sans véritables garanties sur l'orientation du futur Cambodge.

#### Geler

#### P'armement militaire

Si l'on tient compte de ces préoccupations, l'évolution de la situation sur le terrain devient plus claire. Rien ne prouve que les livraisons récentes d'armes chinoises aux Khmers rouges aient augmenté, en qualité comme en quantité. En outre, rien n'indique que les hommes de Pol Pot multiplient les opérations militaires. En revanche, ils semblent s'organiser en fonction d'un éventuel cessez-le-feu. Jugant leur combat de longue haleine et calculant que, sous la pression internationale, ils seraient peut-être contraints de se soumettre à une phase de lutte politique, ils ne peuvent exclure d'avoir à geler, pendant une période plus ou moins longue, leur appareil militaire. Ils se préparent, avant tout, à un tel cas de figure.

Dans le camp adverse, les Vietnamiens ont effectivement allégué leur présence militaire et vont sans doute continuer de le faire. Parallèlement, pour compenser la fragilité du régime de Phnom-Penh, ils mettent sur pied un dispositif de secours qui fait appel non seulement à leurs alliés khmers mais aussi aux Vietnamiens du Cambodge, revenus ou installés depuis la chute des Khmers rouges.

Ce dispositif s'appuie sur les provinces cambodgiennes à l'est du Mékong, que les Vietnamiens connaissent de longue date puisque ils y ont construit la piste Ho-Chi-Minh du temps de la guerre d'Indochine. Il prévoit également des points de chute dans le reste du Cambodge. Il plonge, enfin, dans la population grâce à un réseau de sympathisants ou d'agents cambodgiens et vietnamiens. Cette infrastructure peut être mise en veillance puis, s'il le faut, réanimée au moment jugé opportun.

#### Méfiance

#### est désaccordés

Bien entendu, il existe d'autres cas de figure. Mais la méfiance et les désaccords sont tels que le recours, d'un côté comme de l'autre, à cette tactique des « cellules dormantes » devient probable pour au moins une raison évidente : il n'y a pas de base sérieuse d'accord entre les fractions khmers en présence.

Les Khmers rouges, pour leur part, n'ont pas changé et se battent avec fanatisme depuis des années pour un pouvoir sans partage. Les Cambodgiens de Phnom-Penh sont divisés sur la poursuite de négociation avec le prince Sihanouk : une bonne partie d'entre eux sont hostiles aux pourparlers entre leur premier ministre, M. Hun Sen, et le prince. Ce dernier, pour sa part, ne semble pas se faire beaucoup d'illusions : en cas d'accord avec M. Hun Sen, une répartition des pouvoirs donnerait lieu à une rude négociation. Quant à la quatrième faction, le Front de M. Son Sann, elle ne joue guère, en ce moment, dans la balance.

Dans cette affaire — sur le plan militaire comme dans la négociation — chacun joue l'ambuscade. En cas de règlement imposé par les Grands, tout le monde sera sans doute contraint de plier l'échine. Quitte à attendre quelques années pour tenter de prendre sa revanche. Certes, les Chinois — et leurs amis thaïlandais — ont de sérieux moyens de pression sur les Khmers rouges. Certes, un accord sur le Cambodge marquerait la fin de l'isolement du Vietnam et lui ouvrirait, enfin, le chemin de la reconstruction. Certes, la présence d'un corps international de paix, sur place, obligerait tout le monde à respecter, au moins formellement, la parole donnée.

Mais pour le moment, tandis que la détente se renforce sur le plan international et que la normalisation sino-soviétique avance à grands pas, les négociations entre Cambodgiens n'ont pas fait le moindre progrès, même si, entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen — les deux principaux protagonistes —, le courant semble passer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les instants les plus fous ne sont pas les plus chers

NEW YORK  
1 890 F

LONDRES 490 F

CORSE 590 F

NICE 600 F

MADRID 990 F

DAKAR 1 910 F

MONTREAL 1 890 F

ANTILLES 2 490 F

BANGKOK 3 900 F

LA REUNION 3 950 F

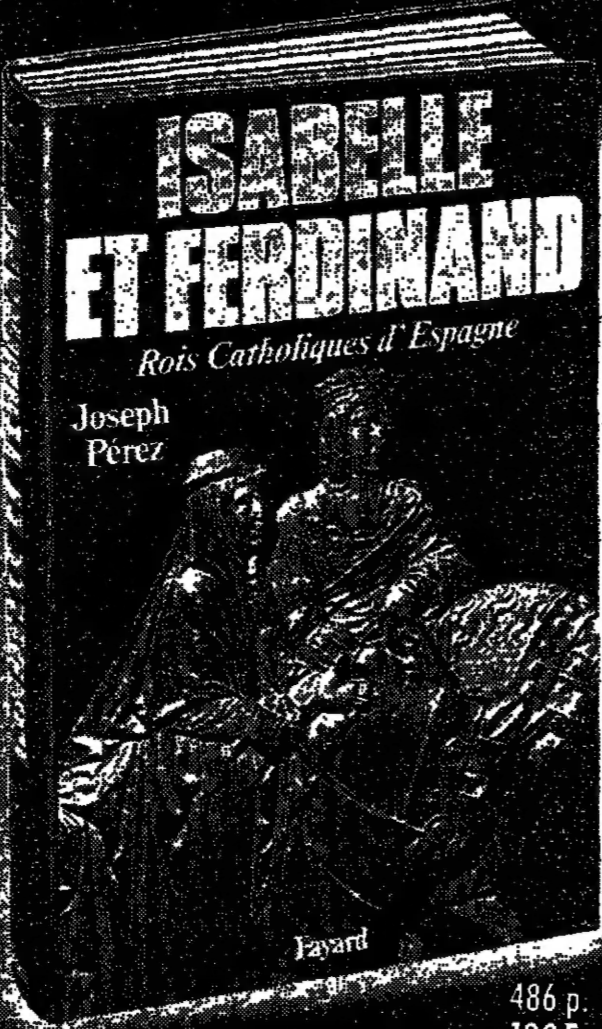
PAPEETE 6 800 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE

NOUVELLES  
FRONTIERES

66 BD SAINT-MICHEL  
42 73 10 64 MINITEL 36 15 + NF

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



486 p.  
130 F

Isabelle et Ferdinand : le mythe de l'âge d'or. Malgré l'Inquisition, l'Espagne a toujours gardé au cœur une certaine tendresse pour les Rois Catholiques : elle leur reconnaît le mérite d'avoir jeté les bases de ce qui sera son « siècle d'or ». Qui, en français, pouvait mieux en parler ?... Joseph Pérez appartient à une lignée d'hispanistes qui sont historiens de l'Espagne et pas de la langue seulement.

Pierre CHAUNU, de l'Institut, Le Figaro.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a, par jugement du 18 novembre 1987, condamné d'une part la société Galec (Groupement d'achat des Centres Leclerc) à payer au conseil national de l'ordre des pharmaciens un franc de dommages et intérêts pour avoir, dans un prospectus intitulé « Le parti prix », dénigré les pharmaciens, et d'autre part cette société ainsi que la société CLM BBDO à payer au même organisme un franc de dommages et intérêts pour atteinte au droit des marques (reprise illicite de la Croix-Verte dans une publicité).

riches

Actualité d'octobre 255

# Proche-Orient

## ISRAËL : les religieux dans la campagne électorale

### Le vote crucial des « hommes en noir »

**BNEI-BRAK**  
de nos envoyés spéciaux

Fautre et redingote noirs, barbe et longs cheveux blancs, cette frêle silhouette qui avance lentement dans la nuit est d'un âge biblique : quatre-vingt-douze ans. Mais si — pourrait-on dire — l'habit fait bien ici le rabbin, l'allure ne fait en rien le prestige. Car ce minuscule vieillard à la démarche hésitante est aussi l'un des hommes les plus influents d'Israël.

Au cœur de son royaume, au service de Dieu, se trouve la yeshiva lituanienne de Poniewitz. Avec sept cent cinquante élèves, c'est la plus grande école talmudique au monde. Au-delà, le rabbin Eliezer Schach règne sur Bnei-Brak, la forteresse du judaïsme ultra-orthodoxe, la « ville de la Thora », comme elle sime fièrement à se désigner. Plus loin encore, son autorité s'étend à l'ensemble des yeshivot d'Israël et d'ailleurs. Ne dit-on pas que l'élection de certains grands rabbins en diaspora exige son agrément ?

Ni tribun ni exégète hors pair, Eliezer Schach doit son ascendant à l'héritage qu'il incarne. Dépositaire de l'ancestrale tradition juive qui régentait les ghettos d'Europe centrale d'avant l'Holocauste, il est l'ultime témoin d'un monde englouti, qui commença à revivre il y a soixante ans dans les marais paludéens de la Palestine sous mandat. Sortie du sable en 1924, à la lumière de Tel-Aviv naissante, Bnei-Brak vit aujourd'hui à l'étroit.

Chaque famille abrite en moyenne de huit à dix personnes. L'immigration en Israël étant désormais majoritairement religieuse, Bnei-Brak reçoit nombre de nouveaux arrivants. Ainsi cette ville qui pousse trop vite, compte cent vingt mille habitants. Pendant le repos sabbatique, elle est vouée à l'étude et à la prière.

Dans ses rues livrées aux yeux d'enfants, toute circulation automobile est alors proscrite. Ici prolifère ce que l'écrivain israélien Amos Oz, lui-même, appelle sans excessive sympathie « une puissante végétation juive », car Bnei-Brak symbolise à sa manière la revanche du ghetto sur les cruautés du destin.

#### Les « juifs de l'anti-histoire »

Ben Gourion tenait les ultras orthodoxes pour les « juifs de l'anti-histoire ». La formule conserve un pouvoir de vérité. A Bnei-Brak, où le Messie continue de régner sans partage — on reste, sur le plan des principes, fermement non sioniste, en préservant non seulement les rites de l'exil. Et l'on se réjouit de l'actuelle renaissance religieuse, en espérant ardemment que le judaïsme de la Loi aura un jour raison de cet israélisme profane, à bout de souffle et à court d'inspiration.

Mais quarante ans de coexistence avec l'Etat ont légèrement altéré l'a-sionisme à initial des « hommes en noir ». N'est-il pas paradoxal, après tout, de voir en cette veille d'élections des groupes d'adolescents à papillotes essimer chaque jour de leurs riches talmudiques pour aller accrocher des affiches aux balcons de leur ville ? De l'avis général, Bnei-Brak ne s'est jamais autant mobilisée pour un scrutin législatif. Même s'il s'agit, avant tout, pour les ultra-orthodoxes de mener « leur propre campagne » électorale à l'intérieur de la campagne nationale.

Depuis qu'Israël existe, le vote religieux fut toujours crucial. Les étrangetés byzantines du jeu politique, qui résultent largement du mode de scrutin — proportionnelle, de liste et à l'échelon national, — confèrent aux petites for-

mations, notamment religieuses, un rôle charnière sans commune mesure avec leur véritable audience — douze députés sur cent vingt dans le Parlement sortant — et qui leur permet d'exercer un chantage postélectoral sur les deux grands partis, lorsque le verdict des urnes ne leur attribue aucune majorité parlementaire. Il en restera ainsi tant que le système ne sera pas réformé.

Dans cette partie serrée, chaque formation religieuse joue, bien sûr, son propre jeu. Sur l'échiquier religieux, deux pions supplémentaires ont fait cette année leur apparition : l'un dans le camp ultra-orthodoxe : Degel Atora ; l'autre, Meimad, chez les orthodoxes « modérés », convertis de longue date au sionisme et acteurs depuis toujours de la vie politique. Ces deux nouveaux-nés accélèrent le lent déclin des deux formations religieuses traditionnelles dont ils sont respectivement issus : Agoudat Israël, côté ultra-orthodoxe ; le Parti national religieux (PNR) chez les orthodoxes sionistes.

#### Contre une dérive droite

Leurs animateurs expriment surtout une protestation contre la dérive droite de ces deux grands partis, qu'ils tiennent pour un dévoiement. Allié historique des travaillistes jusqu'en 1977, le PNR est aujourd'hui entre les mains d'un groupe de « faucons » qui chassent ouvertement sur les terres de l'extrême droite nationaliste. Les dissidents de Meimad refusent ce raidissement, selon eux politiquement néfaste et dommageable pour l'image du mouvement religieux. Se situant au centre gauche, ils seront d'éventuels partenaires des travaillistes. Encore leur faudra-t-il avoir des élus dans la prochaine Knesset.

On retrouve chez les ultra-orthodoxes ce même refus d'une radicalisation politique, contraire aux croyances d'une communauté non sioniste, pour qui le sang d'un seul juif a plus de valeur, au bout du compte, que l'ensemble de la terre d'Israël. Ces hommes se situent aux antipodes du courant ultrarégionniste religieux, incarné par le Goush Emounim (le Bloc de la foi), fer de lance de la colonisation juive en Cisjordanie et à Gaza. Ces militants zélés, idolâtres de la terre, brandissent la Bible comme un ordre de mission. Mais leur néo-messianisme conquérant ne peut, aux yeux des ultra-orthodoxes, qu'étirer sur Israël la colère de Dieu.

Pour protéger ses ouailles d'une tentation sioniste malsaine, le vieux rabbin de Bnei-Brak a donc suscité la création de Degel Atora, qui serait prêt, comme Meimad, à accepter, le moment venu, un compromis territorial en Cisjordanie. Cette scission émerge d'un peu plus Agouda Israël, déjà très affaibli par l'hémorragie de ses cadres séfarades, qui fondèrent, en 1983, le parti Ches et réussirent, un an plus tard, une spectaculaire percée en obtenant quatre sièges à la Knesset.

En quatre ans, Ches a fait ses preuves en participant au gouvernement d'union nationale. « Il s'est obtenu plus de choses qu'Agouda Israël en vingt ans », affirme-t-on à Bnei-Brak, où l'on souhaite que Ches et Degel Atora recueillent le maximum de voix religieuses. Plus de choses ? Entendez : de l'argent pour les écoles et les nombreuses institutions de la mouvance ultra-orthodoxe. On a beau ne pas être sioniste, on n'en puise pas moins dans la corne d'abondance de l'Etat. Ainsi peut-on servir Dieu tout en subvenant à son existence, grâce à l'Etat, cet humble serviteur qu'on aimerait toujours plus généreux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
ET ALAIN FRACHON

## IRAN

### M. Bazargan refuse de servir d'alibi au régime islamique de Téhéran

Dans une lettre récemment adressée à l'imam Khomeiny, M. Mehdi Bazargan, chef du Mouvement de libération de l'Iran (MLI), seule opposition légale à Téhéran, a menacé de « mettre fin volontairement » aux activités de son parti devant l'« aggravation » de la répression contre ses militants persécutés par le « ministère du renseignement et les tribunaux révolutionnaires ».

Début juin, les autorités avaient procédé à de nombreuses arrestations parmi les amis proches de M. Bazargan à la suite d'une « lettre ouverte » adressée par ce dernier à l'imam dans laquelle il critiquait la poursuite de la guerre. Le siège du MLI avait été forcé après avoir été fouillé de fond en comble et en partie saccagé. Les avoirs de l'organisation avaient été confisqués et son matériel d'impression et de tirage saisi et mis hors d'usage.

#### « Pour raisons de santé »

Depuis, les responsables du MLI poursuivaient leurs activités de propagande avec les moyens du bord. Deux des huit personnalités détenues à la suite des interpellations ont été récemment libérées « pour raisons de santé ». Les six autres demeurent toujours emprisonnées et seraient soumises à de nombreuses pressions physiques et morales.

« Nous voulons dire pour la dernière fois que si nos militants arrêtés ne sont pas libérés, si nos locaux ne nous sont pas restitués, si on ne nous autorise pas à continuer nos publications et si on continue à nous accuser de tous les maux du pays, nous serons obligés de mettre

fin à nos activités, tout en expliquant au monde les raisons de cette décision. »

« Il est clair, poursuit M. Bazargan, qu'on veut utiliser notre nom et notre existence afin de prétendre que dans la République islamique existent des partis d'opposition légaux et tolérés. On veut donc servir de nous comme alibi pour tromper l'opinion et couvrir ainsi les tromperies politiques et la trahison de nos idéaux. Ils nous ont placés devant un choix douloureux : survivre péneusement dans la trahison ou arrêter volontairement et dans l'honneur nos activités. Il ne fait pas de doute que nous opterons pour cette dernière solution s'il n'y a pas d'autres moyens. »

#### « Une voie sans issue »

M. Bazargan met l'imam en garde contre les conséquences de la disparition de la scène politique du MLI qui, rappelle-t-il, s'est toujours évertué à agir dans le cadre du respect de la Constitution, de la légalité et de la non-violence : « La poursuite aurait ainsi démontré qu'il ne peut tolérer la moindre liberté d'opinion ou forme d'opposition légale, aussi timide soit-elle. Il aura ainsi prouvé aux partisans de la subversion et de la lutte armée que le combat pacifique et légal dans le cadre de la Constitution islamique constitue en Iran une voie sans issue. Ainsi serait ouverte la voie au désespoir et à la peur qui frayeraient le chemin au renforcement de la dictature dans le pays sous la domination étrangère. »

J.G.

## Les otages américains au Liban

### La fausse « filière italienne »

Milan (AFP). — La lettre signée par l'un des otages américains au Liban et trouvée en possession de la jeune Libanaise Aline Rizkallah, arrêtée la semaine dernière à l'aéroport de Milan (le Monde du 26 octobre), est un faux, a annoncé, le jeudi 27 octobre, la police italienne.

Outre la lettre signée Alan Steen, les policiers avaient saisi dans le double fond d'une valise trois photos d'otages américains au Liban, qui s'étaient révélées être de simples « reproductions de photographies plus anciennes ».

Lors de son arrestation, Aline Rizkallah transportait également une lettre adressée à un ancien informateur des services secrets italiens, M. Aldo Anghessa, un message « codé » adressé à un détenu de droit commun de la prison de Massa (Toscane), ainsi que 50 grammes d'héroïne et mille faux dollars. M. Anghessa, dont le nom avait déjà

été cité dans une affaire de trafic d'armes l'an dernier, a nie connaître la jeune femme. Quant au message « codé », il a pu être décrypté par les enquêteurs et n'aurait rien à voir avec l'affaire des otages américains au Liban, a-t-on appris de source policière.

Claude Fohlen

## LES ÉTATS-UNIS AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Le XX<sup>e</sup> siècle sera-t-il dans l'histoire le siècle de la suprématie des États-Unis comme le XIX<sup>e</sup> siècle celui de l'Angleterre ?

Aubier

## Dans les territoires occupés

### Un Palestinien tué et vingt blessés dans la bande de Gaza

Jérusalem (Reuter). — Un Palestinien a été tué et vingt autres manifestants blessés, jeudi 27 octobre, lors d'affrontements avec les troupes israéliennes dans les territoires occupés, selon des sources hospitalières. Ziyad Thabet, seize ans, du camp de réfugiés de Nousseirat, dans la bande de Gaza, a été atteint par deux balles dans la poitrine ; il est décédé lors de son transport à l'hôpital, indique-t-on de même source.

Selon des Palestiniens, il a été abattu par des soldats pendant une manifestation organisée dans le camp en dépit d'un couvre-feu.

D'autre part, toujours selon des sources hospitalières arabes, vingt manifestants ont été blessés lors d'affrontements à Gaza, Khan Younes, Rafah, Tulkarem, Djenine, et dans la plus grande ville de Cisjordanie, Naplouse.

Le Monde  
ABONNEZ-VOUS  
RE-ABONNEZ-VOUS

LE MONDE  
ET SES PUBLICATIONS  
Gérez vos abonnements  
sur minitel 24 heures sur 24  
7 jours sur 7

ABONNEMENTS  
86,15 LE MONDE

# Mike Tyson par Norman Mailer.

## ACTUEL

Du jamais lu. Actuel d'octobre. 25 F.

سكوا من الأصل

Gely Ouest - Ad

# Europe

## TCHÉCOSLOVAQUIE : soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Etat

### • Prague quadrillée par les forces de l'ordre • De nombreux opposants ont été arrêtés

PRAGUE  
de notre envoyé spécial

Il y avait beaucoup de « citoyens honnêtes » jeudi 27 octobre dans le centre de Prague. Les « citoyens honnêtes » c'est ainsi que les Tchèques appellent leurs forces de l'ordre depuis que l'on publie dans la presse officielle, des appels de « citoyens honnêtes » à empêcher toutes perturbations de l'ordre public. Ils étaient donc très nombreux, jeudi, dès la mi-journée, policiers et membres des « milices populaires », forces paramilitaires de volontaires auxiliaires, à prendre position sur la place Wenceslas en prévision de la manifestation - officielle - organisée à 16 heures à la veille du soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Etat tchécoslovaque.

Leur présence visait sans doute davantage à intimider qu'à faire face à une menace réelle mais les autorités sont à ce point déterminées à faire régner l'ordre ces jours-ci qu'elles avaient fait précéder cette démonstration de force d'une vaste opération d'arrestations et de perquisitions au domicile d'une soixantaine de dissidents connus, à travers tout le pays : Prague, bien sûr, mais aussi Bratislava, Brno, Gottwaldow.

Le nouveau ministre de l'intérieur, le colonel Kincl, nommé il y a deux semaines à l'issue d'un plénum du comité central qui a permis d'écarter les rares réformateurs du pouvoir, a du savoir-faire : il est lui-même policier de carrière. Ainsi, les Vaclav Havel, Peter Uhl, Jiri Dienstbier, Milan Simecka, Jan Cernogorsky, Jan Sabata, Vaclav Benda, et autres perturbateurs de la Charte 77 ou de l'association pacifiste indépendante, sont mis hors d'état de nuire au moins jusqu'à samedi matin, puisque le défilé de garde à vue est de quarante-huit heures. Ils ne peuvent donc pas tenter de se rendre place Wenceslas vendredi après-midi pour la manifestation - illégale - organisée par l'opposition.

L'épouse de l'un des opposants arrêtés, Anna Sabatova, tient sur une feuille de papier, près du téléphone qui sonne sans arrêt, le compte des victimes de cette rafle policière. Elle en était à trente-huit arrestations jeudi après-midi, une soixantaine jeudi soir. Difficile, explique-t-elle, d'avoir des chiffres définitifs car beaucoup ne répondent pas au téléphone et l'on ne sait pas s'ils ont été interpellés ou s'ils avaient pris la poudre d'escampette,

comme le dramaturge Vaclav Havel que les policiers ont quand même fini par détenir dans la soirée. Les perquisitions ont visé essentiellement des gens dont les noms et adresses figuraient comme contacts au bas du Manifeste pour la liberté civile, publié le 15 octobre et signé par cent seize opposants. Ce nouveau mouvement ne se contente plus, comme la Charte 77, de défendre les droits de l'homme mais pose des revendications politiques telles que le pluralisme politique ou une Constitution démocratique. Des aspirations que les autorités tchécoslovaques ne sont manifestement pas prêtes à laisser s'exprimer.

#### Amnistie partielle

Le dispositif policier mis en place jeudi pour le rassemblement officiel - circulation interdite, issues du métro bloquées, fouilles, camions de nettoyage équipés de canons à eau et ambulances dans les rues adjacentes, hélicoptères, uniformes bleus des miliciens omniprésents - laisse imaginer la faible marge de manoeuvre laissée aux éventuels manifestants vendredi.

Devant une foule clairsemée (estimée à quelques dix mille personnes selon les observateurs mais

officiellement à « deux cent mille ») et qui, de toute évidence, aurait mieux aimé avancer le départ en week-end d'une demi-journée que de se trouver là, la cérémonie officielle a été expédiée en une demi-heure montre en main, avec un discours du premier secrétaire de Prague, M. Miroslav Stepan. « Nous ne céderons jamais la subversion », et « la déstabilisation de la société », s'il est lancé. Les dernières notes de l'Internationale distillées par haut-parleurs, car mieux valait ne pas compter sur la foule pour chanter, ont donné le signal du départ.

Pour marquer cette fête nationale, le gouvernement a décrété une amnistie limitée aux délits mineurs, mais qui pourrait s'appliquer à huit délits politiques, selon un membre du VONS, le comité pour la défense des personnes injustement poursuivies. Selon la texte publié par l'agence officielle CTM, cette amnistie concerne également le délit d'émigration illégale passible d'une peine de six mois à dix ans de prison, à condition que l'auteur de ce délit « ne manifeste pas d'hostilité à l'égard du régime socialiste ».

Quelques milliers de prisonniers devraient être libérés au titre de cette amnistie, indique-t-on de source officielle.

SYLVIE KAUFFMANN.

## URSS : devant le Soviet suprême

### Le ministre des finances annonce un budget largement déficitaire pour 1989

MOSCOU  
de notre correspondant

Comme si la liste des difficultés de l'URSS ne devait jamais finir de s'allonger, le ministre soviétique des finances, M. Boris Gostev, vient de révéler que son pays accusait, l'an prochain, un déficit budgétaire de 36 milliards de roubles.

Au cours officiel, cette somme représente 360 milliards de francs, soit environ le tiers du déficit américain. Ce cours n'a qu'un rapport extrêmement lointain avec la valeur réelle de la monnaie soviétique (six fois moindre sur le marché noir). La gravité du problème ressort mieux de la comparaison avec l'ensemble du projet de budget présenté par M. Gostev : 494 milliards de roubles.

Le déficit prévu s'éleva en effet à 7 %. Cela s'explique par une progression beaucoup plus rapide des dépenses que des recettes (11 % contre 3 %), mais le ministre a fait ressortir quatre facteurs dont « l'impact a été négatif sur la situation financière ».

Depuis 1985, d'abord, la baisse des cours du pétrole a fait perdre près de 40 milliards de roubles à l'URSS, qui est le premier producteur mondial. Lancée la même année, la campagne anti-alcool a parallèlement privé l'Etat d'une somme comparable, et la catastrophe de Tchernobyl a coûté 8 milliards en manque à gagner : déplacement de population, travaux de décontamination, etc.

Dernier problème, mais sur lequel le ministre a été avaro de détails, la « situation extrêmement grave dans le domaine social » a conduit à débloquer 18 milliards de roubles de plus qu'il n'était prévu dans le plan quinquennal. Cet effort pourrait notamment avoir répondu aux consignes de M. Gorbatchev d'accroître les programmes de construction de logements : tout indique qu'il a été consenti pour prévenir ou tenter d'empêcher (dans le Haut-

Karabakh notamment) des conflits sociaux et politiques menaçants.

En dehors de ces quatre problèmes, qui ne sont d'ailleurs pas tous conjoncturels, M. Gostev a dénoncé devant le Soviet suprême (le Parlement fédéral) « les subventions massives, les énormes pertes, tout ce qui a été produit par des méthodes de gestion extensives, le parasitisme et la passivité de la politique financière ». Le ministre a, en conséquence, souligné que le déficit ne pourrait être maintenu dans les limites prévues que si étaient prises des mesures « énergiques pour mobiliser les réserves et procéder à des économies draconiennes ».

Outre les réductions d'effectifs dans les appareils administratifs, M. Gostev a, en particulier, cité la nécessité de ne plus couvrir les pertes des vingt-quatre mille entreprises non rentables que ses services ont recensées. Il s'est toutefois gardé d'annoncer leur fermeture immédiate puisque la décision prise à cet égard est de « réorganiser ou même fermer certaines d'entre elles ».

Jusqu'à jeudi, les budgets avaient tous été présentés comme équilibrés ou largement excédentaires. Officiellement, on admet pourtant aujourd'hui que la situation présente n'est en fait pas nouvelle et, mercredi déjà, les *Novelles* de Moscou avaient indiqué que la dette extérieure de l'URSS se montait à 39 milliards de dollars. Les secrets tombent et la réalité est rarement rose.

BERNARD GUETTA.

URSS : nouveau chef du KGB en Arménie. - M. Marus Yezbechian, chef du KGB (police secrète) de la République d'Arménie, a été remplacé par M. Valery Badamiants, a annoncé le journal officiel arménien *Kommunist*.

Le remplacement intervient deux mois après celui du patron de la police secrète de la République voisine d'Azerbaïdjan, auquel a succédé un Russe. - (AFP.)

# Afrique

## ALGÉRIE

### Un appel au président Chadli d'anciens internés politiques, dont Henri Alleg

Une vingtaine d'anciens internés politiques pendant la guerre d'Algérie, dont M. Henri Alleg, ancien directeur d'Alger républicain, qui avait été condamné à dix ans de détention criminelle par la justice française, M. Joseph Audia, veuve de Maurice Audia, et M. Christian Buono, signataire du texte - venant d'adresser au président Chadli Bendjedid une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux extraits.

« Parmi ceux qui signent cette lettre, il n'en est pas un seul qui, au cours de ces longues années de combat pour la cause algérienne, n'ait souffert dans sa chair, dans sa vie, dans sa liberté, dans ses affections les plus profondes... »

« C'est pourquoi, monsieur le président, nous comprenons que vous nous adressiez à vous, qui avez connu la torture, le dénuement, la prison, dans cette Algérie en laquelle nous avions mis tout d'espérer, pour vous dire l'émotion que nous éprouvons aujourd'hui, à mesure que se découvrent à la fois le sinistre et sanglant tableau de la répression et les méthodes utilisées pour la mener... »

« A nouveau ont surgi dans nos mémoires, par la force des images et des mots atrocement évocateurs, le martyre subi par tant de patriotes... »

occupent, mais, se faisant vite « oublier » grâce à de multiples complacités, ont permis à des positions supérieures, tout près de résister... »

« Si par malheur tel devait être le cas, alors de telles atrocités, de telles violations de tous les droits, pourraient se reproduire demain dans d'autres circonstances, et l'on pourrait dire que les tortionnaires d'hier n'ont pas tout à fait perdu leur guerre... »

« Nous voulons croire que cela ne sera pas... »

« Vous avez déclaré que tous ceux qui s'étaient rendus coupables de « dérapages » - reconnus aujourd'hui par les organes de la presse officielle algérienne - seraient punis comme ils le méritent... »

« Permettez-nous cependant, monsieur le président, de rappeler - cela a été vrai en France - que l'on voit bien souvent les tortionnaires et leurs protecteurs, leurs forfaits accomplis et dénoncés, non seulement garder les postes qu'ils occupent... »

« Si s'en prend aussi à deux tabous : la liberté de la presse et la torture. Pour lui, « le changement de terre qu'a connu l'Algérie en ce mois d'octobre 1988 a mis en lumière la perversion structurelle des moyens d'information (et non de la grande majorité des journalistes) qui ont menti sans aucune pause depuis 1962 sur la réalité du pouvoir au sommet et des luttes libres et sourdes qui s'y déroulaient ». Le chroniqueur poursuit : « Depuis 1962, des Algériens ont torturé des Algériens, et là où un seul tortionnaire est en liberté, il n'y a pas de place pour la liberté et la démocratie. » - (AFP.)

## AFRIQUE DU SUD

### Mgr Desmond Tutu critique les résultats des élections municipales

L'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, a critiqué de manière cinglante les élections municipales du mercredi 26 octobre. « Comment peut-il y avoir un mandat valide quand le mandat des peuples à percevoir par des Noirs n'ont pas été dispensés par manque d'intérêt ? », a demandé, jeudi, au Cap, au cours d'une conférence de presse, le prix Nobel de la paix 1984, qui avait appelé, à plusieurs reprises, à l'abandon, la violation de l'état d'urgence. Mgr Tutu est le premier leader de l'opposition parlementaire à réagir aux résultats de ces élections, que le gouvernement a présentées comme un succès (le Monde du 28 octobre).

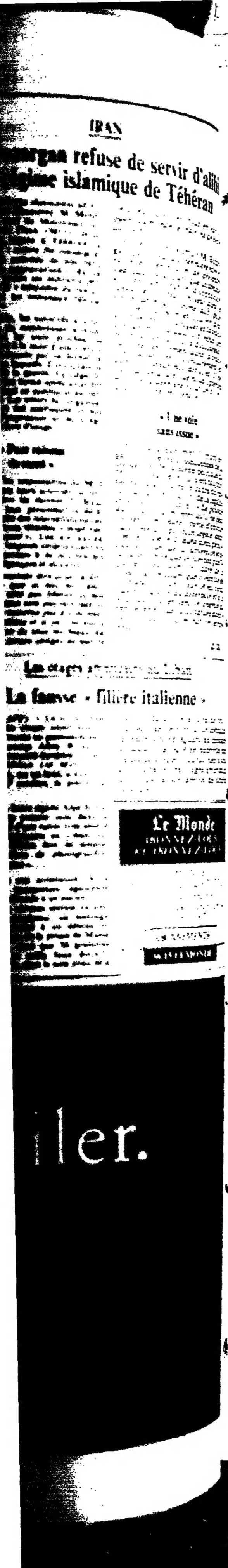
D'autre part, l'Assemblée générale de l'ONU a rejeté les résultats des élections municipales dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité. Le texte soumis à l'Assemblée par les pays africains a recueilli 146 voix. Aucun pays n'a voté contre. Seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont abstenus lors du vote de cette résolution qui rejette aussi tout règlement interne négocié s'appuyant sur des élections basées sur la séparation raciale.

Le représentant américain, M. Patricia Byrne, a estimé que la résolution traitait le problème de la violence en Afrique du Sud « de manière déséquilibrée et partielle ». Elle a, toutefois, indiqué que les Etats-Unis comprennent les raisons ayant conduit au dépôt de ce texte. Washington, pour sa part, a-t-elle dit, s'efforce de convaincre les autorités sud-africaines de lever l'état d'urgence et de libérer tous les prisonniers politiques. - (AFP.)

### Des avocats de Paris solidaires de leurs collègues algériens

Le conseil de l'Ordre des avocats à la cour d'appel de Paris s'inquiète, dans un communiqué, des difficultés rencontrées par les avocats d'Algérie dans l'exercice des droits de la défense à l'occasion des procédures en flagrant délit engagées à la suite des « multiples événements survenus au début du mois ». Il manifeste aux avocats d'Algérie « sa solidarité dans la mission qu'ils accomplissent sans désemparer pour assurer une défense libre et le respect des garanties judiciaires fondamentales ».

« La cause politique algérienne - manque de dignité et d'honneur », écrit un journaliste de *Révolution africaine*. - Un chroniqueur de *Révolution africaine*, hebdomadaire du FLN, M. Abdou-Benissane, s'est, attaché jeudi 27 octobre à la cause politique algérienne, affirmant qu'elle « manque simplement de dignité et d'honneur ».



**Orly Ovest - Annecy direct\* en "jet".** Tél: 05.05.50.05  
\*A partir du 3 novembre.  
Hommes d'affaires, voici enfin Paris Orly-Ovest à 55 minutes de vol d'Annecy avec les 4 liaisons quotidiennes de TAT. Soyez directs, appelez-nous.  
**TAT**  
LA TRAJECTOIRE DES AFFAIRES.

# Politique

## Dans l'attente d'un nouvel arbitrage Le budget de la justice est réservé

Jugé *« insuffisant »* tant par l'opposition de droite que par les députés communistes - et reconnu *« peu excitant »* par le garde des sceaux lui-même, le projet de budget de la justice avait déjà fait l'objet de multiples péripéties. Rejeté une première fois par la commission des finances le 18 octobre (les élus socialistes étaient minoritaires), il avait finalement été adopté quelques jours plus tard, après qu'une nouvelle délibération ait été demandée par le rapporteur général du budget M. Alain Richard. Le rapporteur pour avis du projet à la commission des lois, M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis), avait lui aussi conclu à son rejet, mais n'avait toutefois pas été suivi par la majorité des commissaires.

« La justice n'a pas été considérée par l'actuel gouvernement comme une priorité », constataient avec une belle unanimité les différents orateurs qui se succédaient à la tribune. D'un montant de 15,6 millions de francs (soit une hausse de 6 % par rapport à 1988) les crédits de la justice ne représentaient que 1,21 % du budget général de l'Etat. Une part *« insuffisante »* pour M. Philippe Aubergier (RPR, Yonne), rapporteur spécial de la commission des finances. Des crédits mal répartis selon M. François Asensi, qui, *« par la priorité donnée à l'administration pénitentiaire, prolongent les orientations du gouvernement précédent »* et *« ne rompent pas avec sa politique de « tout-carcéral »*.

Un budget *« peu de chagrin »* pour M. Jean-Paul Virapoullet (UDC-Réunion) qui *« ne met pas fin à l'inadéquation entre les moyens et les besoins »*. Pour M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise), ce projet est *« décevant »*, et la politique de l'emploi *« laisse à désirer »*. « Ce n'est pas avec 27 postes supplémentaires de magistrats que l'on remédiera à l'engorgement des tribunaux », a observé l'orateur du groupe UDF, soulignant également la « diminu-

A la demande du président de la commission des lois, M. Michel Sapin, et avec l'accord du garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, le vote sur le budget de la justice, examiné jeudi 27 octobre, à l'Assemblée nationale, a été « réservé » jusqu'à la fin de la discussion de la loi de finances. C'est la troisième fois depuis le début de la V<sup>e</sup> République qu'une telle procédure est utilisée sur un budget. Cette demande se justifiait, selon M. Sapin, après l'annonce par le garde des sceaux, qu'un « effort significatif » pourrait intervenir en matière de crédits supplémentaires pour la justice, *« avant la fin de la discussion budgétaire »*. Elle répondait surtout à l'incertitude

- entretenue par les communistes sur leur vote. A l'issue de la séance, ceux-ci répétaient toutefois, à l'envi, que *« ce budget, même surpris, n'était pas le pire que l'on ait connu »*, ils avaient décidé de s'abstenir. La réserve n'était donc plus nécessaire. Les socialistes pensaient en revanche que le groupe communiste pourrait voter contre. M. Sapin ajoutait que la demande de réserve permettait au gouvernement et au groupe socialiste de *« reprendre l'initiative »*, sur un budget qui, à l'issue des négociations nouvelles entre le garde des sceaux et le ministre du budget, pourrait finalement se révéler *« beaucoup plus satisfaisant »* qu'on ne l'avait prévu.

Cette procédure de réserve, précisait M. Sapin, ne doit en outre plus apparaître comme « exceptionnelle » du fait de l'absence d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale et pourrait être utilisée à plusieurs reprises dans les discussions budgétaires à venir, notamment vendredi 28 octobre, sur les crédits alloués aux anciens combattants. A l'issue de la deuxième partie de la discussion de la loi de finances, le gouvernement pourrait donc recourir à l'article 49-3 (engagement de responsabilité) pour la faire adopter avec les budgets sur lesquels la réserve a été demandée.

tion continue » des effectifs dans les greffes. Au nom du groupe RPR, M. Pierre Mazzaud (Haut-Savoie) dénonçait à son tour l'absence de revalorisation des primes des magistrats.

### Une conception nouvelle

L'hémicycle s'était bel et bien transformé en un *« bureau des lamentations »*, remarquait M. Jean-Pierre Michel (PS, Hauts-de-Seine). A ce chapitre de reproches, le garde des sceaux allait répondre point par point. Soulignant les « contraintes » liées aux engagements de son prédécesseur qui avait retenu *« l'hypothèse de la croissance de la délinquance et la choix de l'alaouissement de la répression »*, M. Arpaillange précisait que son budget traduisait toutefois *« une conception nouvelle de la justice »*. « Celle-ci n'est pas seulement le bon fonctionnement judiciaire, mais aussi la prise en charge des populations dites « de justice », des individus que la société lui a confiés pour qu'elle contribue à leur réinsertion ». M. Arpaillange a donc choisi de réduire le programme de construction de nouvelles places de

prison de 15 000 à 13 000 *« parce que les prisons n'étant pas une fin en soi, il ne s'agit pas de faire de celles qui seront créées de nouveaux lieux d'exclusion où s'entasseraient le maximum de délinquants au maximum de peine »*. Le programme *« 13 000 »* doit être au contraire, le *« moyen d'une transformation radicale de l'administration pénitentiaire »*. Autre rupture avec la politique de son prédécesseur, M. Arpaillange a renforcé les crédits destinés à l'éducation surveillée (en hausse de 5,7 %), laquelle avait été le parent pauvre du budget pour 1988.

Même présenté comme un budget de « transition » dans l'attente d'une réflexion globale sur l'institution judiciaire qui devrait être menée durant l'année 1989, le projet restait pour de nombreux élus peu convaincant, et ne répondait guère aux « préoccupations » ou aux *« inquiétudes »* exprimées tout au long du débat. Lourde hypothèse sur l'issue du vote des crédits, les députés du groupe communiste entretenaient en outre un flou savant sur leur intention de voter.

D'un ton soudainement affirmé, après quelques dizaines de minutes d'interruption de séance, le garde des sceaux annonça alors qu'il s'engageait à obtenir de son « collè-

gue du budget » des « améliorations substantielles d'ici à la fin de la discussion budgétaire ». Cet effort - *« de quelques centaines de millions de francs »* - porterait essentiellement

sur la rénovation des prisons existantes (20 millions de francs supplémentaires), l'éducation surveillée, les indemnités des magistrats et les greffes. Prenant acte de

### Session de rattrapage

L'AFFAIRE était mal engagée. Dès son arrivée place Vendôme, M. Pierre Arpaillange en était conscient. L'héritage laissé par son prédécesseur - le programme de quinze mille nouvelles places de prison - allait peser lourd. Philosophiquement, son côté « tout-carcéral » ne pouvait évidemment la séduire. Économiquement, il allait bien entendu grever le budget à venir, d'autant que M. Alain Chalon, alors garde des sceaux, s'était adroitement arrangé pour que les charges les plus importantes soient reportées après l'élection présidentielle, les crédits de paiement s'échelonnant jusqu'en 1991. Réduisant ce programme à treize mille places, en modifiant l'équilibre interne (restaurant notablement la place du service public dans ces futures prisons), M. Arpaillange a limité la casse, autant qu'il a pu. Il n'en reste pas moins ces nouvelles prisons comme un boulet.

Le budget de la justice en 1989 a été « bétonné » par son prédécesseur et le garde des sceaux est tout au plus en mesure de s'engager à l'égard d'une opinion dont on pense, à tort ou à raison, qu'elle ne comprendrait pas qu'on renonce à cette inflation carcérale.

Reines en 1987, les prisons restant des enjeux de 1988, au détriment des autres têtes de chapitre du budget. D'où un déséquilibre, qui fait des services judiciaires, des magistrats, de l'éducation surveillée, des fonctionnaires des cours et des tribunaux, des priorités. Mais qu'il faudrait révoquer, des parents pauvres. M. Arpaillange a fait son possible pour arranger les choses. Mais au mois de juillet, lors des arbitrages, il se trouvait, juste après l'affaire de l'éclolement des détenus « policiers », en position de faiblesse pour négocier des rallonges budgétaires et passait de son inexpérience de la

chose politique. Ses services ont donc calculé serré, mettant au point un budget « tendu », mais qui ne jugeant pas *« trop mauvais dans sa structure »*. Pudiquement, M. Gilbert Bonnemaison (PS), rapporteur du budget de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée, qui s'est toujours déclaré hostile à la construction massive de nouveaux établissements pénitentiaires, a parlé d'*« un budget de transition »*, après une période guidée par *« une démolition électorale »*. D'autres, à gauche comme à droite, ont clairement affiché leur déception, le moins des paradoxes de ce débat n'étant pas de voir l'opposition d'aujourd'hui défendre avec vigueur les vertus de la prévention contre la répression.

Des critiques très vives sont aussi venues d'une dizaine de syndicats du monde judiciaire et pénitentiaire, pour une fois unis face aux insuffisances de ce projet de budget. Mais la majorité du budget, jusqu'ici, restait intraitable, considérant qu'il n'était guère rentable d'investir *« à fonds perdus dans la justice »*, et peu soucieux de *« faire des cadeaux »* à un ministre qu'on n'a jusqu'à présent guère aidé.

### Certaines de millions supplémentaires

Affaibli par la grève des gardiens de prison, dont il n'a pu sortir ni eux-mêmes ni avec le concours de M. B. en matière de psychiatrie imposé par Matignon et à qui l'on avait donné plus de moyens pour négocier - le ministre de la justice ne pouvait donc aborder la discussion budgétaire avec sérénité. Très vite, il est apparu que son budget risquait d'être rejeté. La veille de son examen à l'Assemblée, juste après le conseil des ministres du 26 octobre et avant les questions d'actualité à

cet engagement du garde des sceaux, M. Michel Sapin, président de la commission des lois, estima que *« si un effort supplémentaire était fait pour la justice, il fallait qu'il soit jugé en toute connaissance de cause par l'Assemblée »*, et demanda la « réserve » du vote sur ce budget. *« Les communistes font pression sur vous, vous n'avez plus la majorité »*, lança M. Delattre (UDF), précisant toutefois que *« la connaissance de la nature exacte des moyens supplémentaires accordés au garde des sceaux pourrait nous inciter à revoir notre position »*. Quant à M. Pierre Mazzaud (RPR) qui s'étonnait avec virulence de la procédure de réserve employée, il s'entendit rappeler, par M. Sapin, que les deux précédents - le 29 octobre 1973 et le 14 novembre 1978 - concernaient le budget de la jeunesse, des sports et des loisirs, dont le secrétaire d'Etat d'alors n'était autre que... M. Mazzaud !

PASCALLE ROBERT-DIARD.

### Assemblée nationale, une rencontre était organisée, en fin de matinée, avec M. Michel Charasse au ministère du budget.

Orageuse, la discussion tournait pourtant à l'avantage du garde des sceaux, qui s'est battu bec et ongles pour son ministère. Sans arriver à l'Assemblée les poches pleines, il avait pourtant de nouvelles cartouches. Au dernier moment, la négociation avait fini par s'engager. Quelques centaines de millions de francs supplémentaires pourraient, selon le garde des sceaux, arrondir les angles. Sorti du chapeau de M. Michel Sapin, président corcadien de la commission des lois - qui semblait assez content de jouer le « monsieur Bons Offices » - et décidé le matin même de l'examen du budget, le principe de vote réservé était permis de gagner du temps et, peut-être, de l'argent.

L'éducation surveillée pourrait, dès lors, avec une enveloppe supplémentaire d'environ 4 millions de francs, en bénéficier. Mais aussi les greffes (deux cents postes devaient être supprimés) ; les vieilles prisons, dont l'entretien avait été sacrifié pour cause de « programme treize mille » et, enfin, les magistrats, dont les très efficaces pressions pourraient aboutir au dégellement d'une vingtaine de millions de francs affectés aux régimes indemnitaires, que M. Chalon avait commencé à réévaluer mais qui, faute de crédits, était menacé de ne pas l'être.

Enfin, le dossier du mur, dans une atmosphère de psychiatrie parlementaire, où les négociations officielles ont été menées bon train, en usant de l'artifice du vote réservé, le garde des sceaux - qui était au départ en bien mauvaise posture - va-t-il peut-être parvenir à retourner la situation, réussissant paradoxalement, et après bien des embûches, là où on ne l'attendait pas. AGATHE LOGEART.

### La dimension européenne des budgets du tourisme et de l'artisanat

Les députés ont examiné, jeudi 27 octobre, le budget du tourisme et celui du commerce et de l'artisanat. Les votes de ces deux budgets interviendront en même temps que celui du budget de l'aménagement du territoire. Les groupes PS, UDF et UDC devraient voter les crédits du tourisme qui enregistreraient une progression de 15,6 %. Le PCF devrait s'abstenir et le RPR voter contre.

**● TOURISME**  
« Le tourisme joue désormais un rôle essentiel dans la formation de la richesse française », a affirmé le rapporteur, M. Alain Rodet (PS, Haute-Vienne), en rappelant que son chiffre d'affaires s'élevait en 1987, à 390 milliards, soit plus de 7 % du PIB. *« De plus, la progression de ce secteur a été, en moyenne annuelle, supérieure de 1,8 % à celle de l'ensemble de l'économie française »*, s'est-il félicité. Toutefois, M. Rodet s'est inquiété des *« insuffisances »* du tourisme français, notamment par rapport à l'Espagne, à l'Italie ou au États-Unis : *« Notre pays n'occupe que le quatrième rang mondial en termes de recettes touristiques, alors que nous accueillons le plus grand nombre de touristes étrangers »*. D'où la nécessité *« d'amplifier l'évolution »* dessinée par ce budget. M. Francis Geng (UDC, Orne) a, pour sa part, souligné l'importance de l'accent mis sur la promotion : *« Nous nous réjouissons que l'on reconstruise enfin l'utilité d'une « Maison de France », négrière si villipendée »*, a affirmé le rapporteur pour avis qui n'a pas eu de mal à se retrouver dans un budget dont les priorités, a-t-il dit, *« recoupent largement celles des gouvernements précédents »*. « Le gouvernement vous propose un budget dynamique », a affirmé

Les crédits de M. Olivier Stira, ministre délégué chargé du tourisme, représentent 343,5 millions de francs et 0,63 % du budget général. En revanche, les crédits de M. François Doublin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, régressent avec 612,5 millions de francs, ils sont en recul de 6,7 point (0,05 % du budget général).

M. Olivier Stira. Mais au-delà des crédits indispensables pour stimuler ce secteur, le ministre a rappelé que c'est *« tout un état d'esprit qu'il faut changer : jusqu'à présent, le tourisme était considéré dans notre pays comme une activité sympathique, mais subalterne. Il faut expliquer aux Français que c'est une industrie créatrice d'emplois et de devises et qui, en outre, a un sens social et favorise un réaménagement du territoire »*. Le ministre du tourisme s'est également prononcé pour une meilleure prise en compte de la dimension européenne de cette activité : 85 % des touristes qui viennent en France sont européens.


« Les touristes sont les premiers artisans de la construction européenne », a rappelé M. Stira.  
**● COMMERCE ET ARTISANAT**  
Le hasard fait bien les choses, en ces temps de rapprochement des familles radicales : M. François Doublin, ministre radical de gauche, a présenté dans la nuit son budget, sous l'œil attentif du président de séance, M. Adrien Roussel, président des radicaux valaisiens. Pour aider à croquer une nouvelle génération d'entreprises artisanales, *« il faut, en priorité, améliorer la recherche, répandre la qualification et améliorer son niveau moyen »*, a expliqué le ministre. Soucieux de répondre aux orateurs qui avaient

dénoncé la baisse de son budget, M. Doublin a rappelé que, pour en avoir une vue exacte, il fallait ne pas oublier de prendre en compte une partie des fonds gérés par les chambres de métiers (2,5 milliards), le concours des régions dans le cadre des contrats Etat-régions et la participation d'autres ministères. Le ministre s'est montré notamment favorable au développement du compagnonnage européen, à la réhabilitation des métiers d'art et à la promotion des entreprises artisanales à l'exportation *« non par un soutien aux produits, mais par l'encouragement à la constitution des réseaux »*.

Les rapporteurs, MM. Alain Griotteray (UDF, Val-d'Oise) et Jean-Paul Chamet (RPR, Loiret) n'ont pas critiqué la baisse des crédits de ce ministère, estimant que ce qui était important, c'était l'utilisation faite des crédits. « 220 000 apprentis en France, 1 200 000 en Allemagne... ces chiffres parlent d'eux-mêmes », a rappelé M. Jacques Farran (UDF, Pyrénées-Orientales) qui s'est félicité des 6 millions de francs alloués à l'apprentissage. Enfin les députés ont adopté (abstention de la droite, PS pour, PCF contre) un amendement portant de 440 à 444 francs maximum le droit de la taxe pour frais de chambres de métiers. P.S.

EXCLUSIF


N° DE NOVEMBRE  
DUEL DANS SÉLECTION DU  
READER'S DIGEST



BUSH - DUKAKIS

Découvrez aujourd'hui ce que sera le monde demain.

Demain, l'homme le plus puissant du monde sera ou Bush ou Dukakis. Ce qu'ils pensent aujourd'hui de la drogue, de l'économie, de la peine de mort, du désarmement, des relations Est-Ouest, aura une influence décisive sur la marche du monde. Et tout cela, Bush et Dukakis l'ont exposé en exclusivité pour Sélection dans le numéro de novembre. Pour prévoir ce que sera le monde de demain, lisez Sélection aujourd'hui.



Jean-Paul Doucet

# LE DOSSIER CALÉDONIE

Les enjeux de l'après-référendum

LA DÉCOUVERTE

سكذوا من الأصل



# Politique

La « jeune garde » du RPR à « Questions à domicile » sur TF 1

## Le choix du référendum est « truqué », assure M. Alain Juppé

M. Alain Juppé, évoquant les attaques de M. Rocard contre le RPR, a estimé : « J'ai cru, dans un premier temps, que M. Rocard avait craqué — ce qui aurait été compréhensible après tout, car il a été un peu surmené ces derniers temps, et je comprends qu'il soit un peu exaspéré par l'attitude de ses propres amis qui le soutiennent comme la corde soutient le pendu, — mais je ne crois pas que ce soit simplement de l'énerverment ou une perte de contrôle. Je crois que c'est une tactique politique. Il s'est rendu compte que sa grande affaire, ce référendum, cela ne marchait pas. Les gens ne s'y intéressent pas parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi, après le référendum de septembre 1987, après le vote du nouveau statut qui a eu lieu en juillet à l'Assemblée nationale, il faut à nouveau revenir aux urnes. »

« A force d'injurier, parce qu'il n'y a pas d'autre mot, l'opposition, M. Rocard est en train de s'injurier lui-même et d'injurier un peu le passé. En 1972, M. Rocard était secrétaire national du PSU, a présidé, au moment du référendum sur l'Europe, l'abstention, le vote blanc ou le vote nul. »

« Quand M. Rocard assimile la non-participation au scrutin avec des mots aussi forts que « désertion », « lâcheté », « déshonneur », je me dis que le compliment va finir par arriver jusqu'aux oreilles de M. Mitterrand lui-même. »

M. Juppé rappelle que M. Mitterrand avait alors lui aussi refusé l'abstention, et M. Sarkozy ajoute : « Ce n'est pas parce qu'on est gaulliste qu'on est obligé de tomber dans le piège qui nous est tendu. »

M. Juppé juge « inacceptable » de « priver des citoyens français de leur droit de vote dans dix ans », et M. Forben « ne fait pas confiance aux socialistes » après l'attitude qu'ils ont eue en Nouvelle-Calédonie de 1983 à 1986, tandis que M. Barzach trouve « dommage » que le premier ministre aborde cette affaire « dans un esprit de politique politicienne ».

Le secrétaire général du RPR ajoute : « Croyez-vous que nous avons fait le choix de la facilité ? Tout le monde nous tape dessus — nous sommes les vilains petits canards de la classe, — tout simplement parce que nous avons eu le courage de dire, « tout cela est truqué, pipé, le choix est truqué ».

M. Sarkozy affirme : « Une démocratie, c'est une force qui gouverne et une opposition. Toutes les démocraties sont comme cela. Donc, ne faisons pas croire aux Français que notre démocratie serait différente des autres, qu'elle devrait apparaître sans une opposition et qu'il faut un consensus. Ce serait vraiment fausser le jeu politique. »

M. Juppé insiste en disant : « Gouverner par le consensus, ça veut dire ne pas gouverner. » Il ajoute : « Si gouverner au centre ça veut dire ne pas être extrémiste, gouverner avec mesure, avec modération, tous les gouvernements font cela. Il n'y a pas de gouvernement, en France qui ait fait une politique extrémiste. En revanche, si gouverner au centre ou se situer au centre ça veut dire, par une soirée au Parlement, faire les couloirs sans en parler à ses amis... en se tenant soigneusement à l'écart du RPR et de l'UDF et négocier pour monnayer une abstention sur la loi de finances ou un amendement qui vise à abolir la TVA de 33 1/3 à 28 % sur le caviar, sur le diamant, sur la fourrure et sur quelques autres produits de luxe... si c'est cela l'ouverture à gauche, permettez-moi de partir d'un grand éclat de rire. Ce n'est pas cela qui nous intéresse. »

Et M. Sarkozy d'affirmer : « Et est-ce que c'est parce que l'on est battu à une élection, comme nous avons collectivement battu la majorité d'avant, que l'on doit renoncer à ses idées, rejeter tout ce que l'on a aimé et soutenu ? Est-ce que M. Mitterrand, en 1974, après son deuxième échec, est-ce que »

M. Juppé à propos de la situation du commerce extérieur dit : « Bravo pour la France car ce n'est pas au bout de six mois que l'on peut imputer à un gouvernement un bon chiffre du commerce extérieur. » Quant à l'amélioration de l'emploi, M. Barzach fait remarquer que « les mesures prises par le gouvernement Rocard en matière de plan emploi ne seront effectives qu'à partir de janvier 1989 », et M. Sarkozy assure : « La méthode Rocard en ce mois d'octobre, ça a été une grève par jour. »

### La relève

On savait le RPR électoralement vaincu. On le disait démantelé et même défilé. On l'assurait abattu et sans ressort, en proie seulement à ses divisions ou tout absorbé par la querelle des « rénovateurs » et des conservateurs. Ce sont tous ces clichés démolissants que, au cours de l'émission « Questions à domicile », jeudi 27 octobre sur TF 1, il a voulu démentir. Le RPR « new-look » convié par Anne Sinclair et Jean-Marie Colombani s'est, en effet, présenté en équipe pour mieux tenter d'illustrer la jeunesse, le modernisme et le dynamisme.

Autour de M. Alain Juppé, secrétaire général depuis juin dernier, une trinité de jeunes députés, MM. Dominique Perben, maire de Chalon-sur-Saône, hôte de l'émission, Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly, et M. Michèle Barzach, ancien ministre de la santé et de la famille. Tous ont montré, pendant une heure trente minutes, en répondant à des questions parfois tendues, qu'ils n'étaient pas pour autant des néophytes, qu'ils avaient le sens de la formule et de la répartie, qu'ils ne manquaient pas d'humour et qu'ils savaient s'exprimer spontanément, et surtout, qu'ils s'exprimaient en un langage simple et clair.

Proclamant tous leur fidélité à M. Jacques Chirac et leur foi intacte dans son destin national, ils ont pris à leur compte la qualité de « rénovateurs », sans pour autant reprocher à d'autres de s'en prévaloir, préférant toutefois se dire « modernisateurs ».

Pour mieux affirmer leurs convictions et leur volonté d'agir,

ils ont rappelé qu'ils ne concevaient la démocratie que comme une force qui gouverne face à une opposition. Ce fut l'occasion pour M. Juppé de décrire sur un mode cruellement ironique le comportement d'un centriste d'aujourd'hui, dans lequel des esprits malveillants auraient pu reconnaître M. Barrot.

« Opposants heureux, déterminés et sans complexes », selon la profession de foi de M. Sarkozy, ces trois mousquetaires qui — comme les autres — sont quatre, ont défendu avec brio la position du RPR sur le référendum néo-calédonien en rompant des lances avec le juriste Olivier Duhamel, un expert dont ils ont contesté les analyses.

Ils n'ont pas davantage accepté de baisser leur garde devant les assauts de l'invité surprise, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, lorsqu'ils ont refusé de créditer l'actuel gouvernement de certains bons résultats économiques, en rendant obstinément la paternité des bons indices à l'action de M. Chirac, et des mauvais à celle de... M. Rocard !

M. Chirac, qui se consacre — pour le moment — à la gestion électorale et municipale de la capitale, tout en contournant de plus loin le parti qu'il a fondé, peut constater que l'équipe qu'il a mise en place au RPR est bien vivante, et que, à défaut d'être autorisée à préparer la relève, elle s'emploie avec conviction à ranimer une flamme qui était bien vacillante.

ANDRÉ PASSERON.

Jean-Paul Besset

## LE DOSSIER CALÉDONIEN

Les enjeux de l'après-référendum

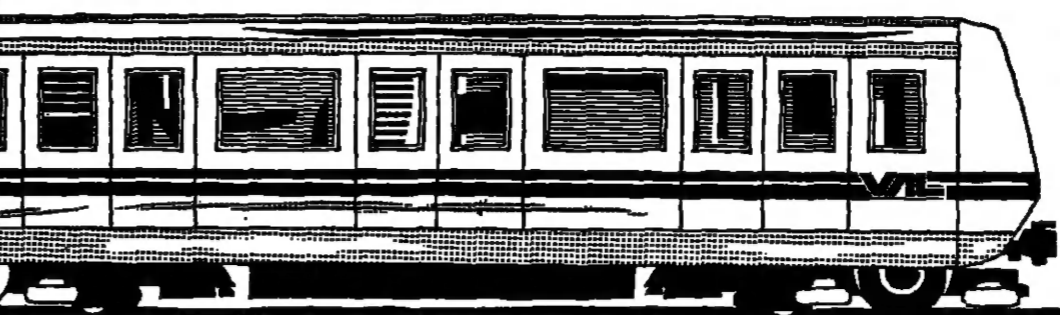
- Que fait la France en Nouvelle-Calédonie ?
- Les Caldoches sont-ils des colons ?
- Les Kanaks sont-ils français ?
- Peut-on encore parler de réalité coloniale en Nouvelle-Calédonie ?
- Qu'est-ce que la France a apporté à la Nouvelle-Calédonie ?
- Le maintien dans la République française constitue-t-il le seul moyen de résoudre pacifiquement les problèmes ?
- L'indépendance kanak est-elle possible ?
- Que veulent les indépendantistes ?

A l'heure où les accords signés à Matignon par Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur ont réussi à écarter le spectre de la guerre civile, ces questions sont toujours posées et l'avenir du « caillou » reste très ouvert. Clair et vivant, ce Dossier calédonien apporte les informations indispensables à tous ceux qui veulent comprendre les enjeux de l'après-référendum.

85 F

LA DÉCOUVERTE

# QUELLES SERONT LES PROCHAINES CAPITALLES REGIONALES A CHOISIR LE VAL?



VAL VEHICULE AUTOMATIQUE LEGER

LILLE, TOULOUSE, STRASBOURG, BORDEAUX ont déjà un métro d'avance.

MATRA TRANSPORT

image

européenne des budgets et de l'artisanat

# Politique

## Fraude électorale

### Des socialistes enquêtent dans le Val-de-Marne

Un tract, actuellement diffusé à Gentilly (Val-de-Marne), dans les circonscriptions de MM. Georges Marchais et Jean-Claude Lefort (PCF), émanant de la section locale du PS et de sympathisants socialistes, dénonce une nouvelle fois la fraude électorale dont il rend responsables des membres du PCF. Il s'agit, selon les auteurs de ce tract, du fruit d'une enquête a posteriori pour retrouver des électeurs qui figurent sur les listes d'émargement et qui n'ont voté, du moins pas dans cette ville.

Des enquêtes se sont rendus à la préfecture de Créteil pour consulter les cahiers d'émargement et les procès-verbaux des votes. Ils les ont photocopiés ainsi que les listes des cartes d'électeur non distribuées. Ces listes, jointes au PV du vote, indiquent les noms des personnes n'ayant pas reçu leur carte d'électeur et ne l'ayant pas retirée le jour du scrutin. En principe, elles ne peuvent avoir voté.

Dans six des douze bureaux de vote de Gentilly, il a été observé une poussée de civisme produite par le retrait d'un certain nombre de cartes d'électeur revenues en mairie sans avoir trouvé leur destinataire initial. Les propriétaires de ces cartes étaient ainsi supposés avoir voté aux législatives.

Les enquêteurs ont alors décidé de retrouver les électeurs en question. Enquête de voisinage, interrogations au minuteur, appels téléphoniques dans les communes où elles étaient nées avant déménagement, ont permis de retrouver une trentaine de personnes ayant quitté la ville dans des délais compris entre six mois et quinze ans. Une fois les personnes localisées, ils les ont appelées pour leur expliquer leur démarche, puis leur ont écrit, en joignant une photocopie du document indiquant qu'elles avaient voté. En retour, ces personnes, à qui l'anonymat était garanti, envoyaient une lettre confirmant souvent qu'elles étaient inscrites sur les listes d'une autre commune et qu'elles avaient été indiquées « frauduleusement comme ayant voté à Gentilly le 12 juin ».

## EN BREF

● Socialistes et centristes adoptent en commission le budget de la défense. — La commission de la défense nationale de l'Assemblée, présidée par M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine), a examiné et adopté, jeudi 27 octobre, le budget de la défense. Les commissaires socialistes et centristes ont voté les crédits du ministère de M. Jean-Pierre Chevènement. Les communistes ont voté contre, tandis que l'UDF et le RPR s'abstenaient. Les commissaires de l'UDC ont estimé que, malgré les insuffisances des dépenses de fonctionnement, ce budget était acceptable, dans la mesure où il respectait les programmes majeurs.

● La commission des sondages met en garde contre les enquêtes sur le taux d'abstention. — La commission des sondages a tiré, jeudi 27 octobre, « l'attention du public sur la prudence avec laquelle il convient d'interpréter les résultats d'enquêtes sur le taux d'abstention » au référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Dans un communiqué, la commission explique que « d'une part, quel que soit le scrutin en perspective, les personnes interrogées hésitent à déclarer qu'elles ont l'intention de ne pas remplir leur devoir électoral ». « D'autre part, au présent cas, rappelle-t-elle, s'agissant d'une abstention qui peut se fonder sur un motif politique, les techniques de redressement utilisées par les instituts cessent d'être pertinentes ».

● M. Alexis Pota succède à Laurent Vergès. — M. Alexis Pota, qui succède à l'Assemblée nationale à Laurent Vergès, après le décès accidentel de celui-ci, est un militant de longue date du Parti communiste réunionnais. Né le 17 juillet 1932, à Saint-Denis de la Réunion, médecin à Saint-Paul, il a entamé sa carrière politique en 1971 à la tête d'une liste pour les élections municipales contre Paul Bernard, ancien sénateur et maire apparenté RPR, décédé. En 1983, grâce au scrutin proportionnel, M. Pota est entré au conseil municipal de Saint-Paul avec dix autres élus communistes. Conseiller régional depuis 1988, il est âgé de cinquante-huit ans.

### M. Charles Millon élu président du conseil régional Rhône-Alpes

LYON de notre bureau régional

M. Charles Millon (UDF-PR), député de l'Ain, a été élu président du conseil régional Rhône-Alpes, jeudi 27 octobre, au troisième tour de scrutin, en remplacement de Charles Béraudier, décédé le 16 octobre. Cette élection d'un homme jeune et connu sur le plan national comme l'un des principaux

lieutenants de M. Raymond Barre marque à coup sûr une relève des générations.

Le nouveau président, dont le premier objectif affirmé est de faire entrer sa région « dans le peloton de tête de l'Europe de 1993 », pourra à cet égard compter pendant trois ans, jusqu'au prochain renouvellement des conseils régionaux, sur une génération d'élus qui, à quelques nuances près et tous partis confondus, entend bien désormais multiplier les atouts économiques, culturels voire touristiques de la seconde région française après l'Ile-de-France.

consigne de vote. Le Parti communiste, en revanche, maintenait le sien pour « ne pas mêler ses suffrages à la voix de M. Durafour », ministre de la fonction publique et démissionnaire du groupe Union Rhône-Alpes (URA, version régionale de l'UDF) depuis le 15 septembre dernier. Le résultat de ce tour décisif était donc le suivant : M. Millon l'emportait avec 71 voix contre 49 à M. Vianès (PS), 13 à M. Marc Bruyère (PCF) et 4 bulletins nuls. M. Alain Mayoud (UDF-PR), député du Rhône connu pour ses positions droitières mais non candidat, recueillait les 14 suffrages du FN.

Pour le renouvellement de l'exécutif régional, le nouveau président a fait ratifier sans difficulté les accords intervenus la semaine précédente au sein de sa majorité, à savoir l'augmentation des membres du bureau de 41 à 52 pour une meilleure représentation géographique et politique, et l'élection d'un sixième vice-président sur 10 émanant du RPR, en l'occurrence M. Denis Bonzy, ancien directeur du cabinet du maire de Grenoble. M. Alain Carignon.

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Le conseil régional compte 37 UDF et app., 31 RPR, 7 div. d., 14 FN, 48 PS, MRG et app., 13 PCF, 1 non-inscrit (M. Michel Durafour).

### Des déceptions à l'espoir

Il confesse : « C'est la Providence » Charles Millon a bien raison de l'évoquer. Après le décès de Charles Béraudier, mort brutalement à la tâche, le voici soudain propulsé dans le confort de fauteuil de président de la région Rhône-Alpes. Clin d'œil comme les aime la politique ! Bras d'honneur à la déveine ! L'espoir conjugué à nouveau au présent ! A quarante-trois ans, le grand Charles remplace donc le petit Charles, son ami qui l'avait fait dauphin. A la tête de la deuxième région de France, le voici devenu grand connétable du pays, titre aussi prestigieux sur les bords du Rhône que de la Seine.

Titre surtout inespéré pour un homme qui, depuis la débâcle de la campagne présidentielle, semblait porter et échanger son cœur barriste. Qui, après avoir beaucoup donné et bataillé sur les terres de province pour connecter les réseaux barristes semblait, depuis, s'être perdu dans le dédale des états d'âmes, des interrogations en tout genre sur l'utilité de la politique, de ses œuvres et de ses pompes.

Voici donc Charles Millon remis en selle, bouillant de belle façon un bail de dix années de vie politique bien remplies et qui, par l'alternance des succès et des déceptions, l'auront finalement parfaitement préparé à l'ambition de cette nouvelle tâche.

Car tout n'a pas toujours été facile dans la carrière de Charles Millon. Enfant du Bugey comme Charles Béraudier et le maire de Lyon François Colloby, originaire d'une famille nombreuse et catholique, c'est déjà à Lyon qu'étudiant, préparant une carrière de conseiller, il commence à tâter de la politique. 1988, l'année selon lui du grand tournant, il fait ses premières armes dans la vie publique en animant le MADEL (Mouvement autonome des étudiants lyonnais) puis le cercle Charles Péguy. Premiers contacts avec Charles Béraudier, première navigation sur les eaux glacées de la politique dans le sillage de l'ancien ministre, député de l'Ain, Marcel Anthoine. Première application aussi de ce catholicisme social dans lequel mieux que dans un libéralisme échoué il se reconnaît complètement.

Mais Charles Millon n'entra vrainement à la politique en 1977 quand il prend la ville de Bellec. Maire, conseiller général, député de l'Ain l'année suivante, Charles Millon est aussi un pragmatique. Il laboure en tous sens, constitue quelques gros bataillons de militants presque considérés comme des Martiens par les notables des Républicains indépendants et RPR en 1980 aux cantonales. Il est l'un des rares jeunes conseillers de l'opposition à résister à la tourmente rose des législatives de 1981.

Décentralisation où déjà il plaide pour les régions, nationalisation où il guerrole aux côtés des Séguin, Noir, d'Aubert, sur tous les grands dossiers de l'après 1981, Charles Millon se trouve en première ligne, se fait

apprécier par son sérieux, son obstination, mais aussi par son esprit d'ouverture. Toutes dispositions qui, naturellement, le rapprocheront de son illustre voisin lyonnais, Raymond Barre.

Mais autant de qualités ne suffisent pas toujours en politique. En 1982, première déception : il laisse échapper la présidence du Parti républicain pour refus d'allégeance totale à M. Giscard d'Estaing. Exit Millon.



Bonjour Léotard et sa « bande » avec laquelle Charles Millon livrera une guerre sourde qui, aujourd'hui encore, n'a pas fini de jouer ses dernières lances. Charles Millon devient la cheville ouvrière d'un barrisme alors prospère, travaille sans rechigner aux côtés de l'ancien premier ministre avec qui se crée une vraie complicité.

Autre mauvais coup de la vie, plus personnel, plus profond : la maladie. Dans l'Ain déjà, certains songent à sa succession. De cette période, Charles Millon a beaucoup retenu, notamment le poids des vraies ambitions. La campagne présidentielle laissera d'autres traces. La grande déception sur le jeu des entourages, mais même s'il doute aujourd'hui de l'avenir de Raymond Barre, leur amitié a survécu. C'est avec son entière bénédiction que Charles Millon s'est lancé dans cette nouvelle aventure. Avec ambition pour une région qui dispose d'un formidable potentiel humain et économique pour préparer le tournant européen de 1993. Avec le désir, aussi, de bouleverser les rigidités partisans afin, par-delà le clivage droite-gauche, d'engager une réflexion commune sur les intérêts supérieurs de la région. Avec le souci, enfin, de marquer à sa façon un renouvellement de la classe politique dans une région où les nouveaux détenteurs du pouvoir se nomment avec lui Alain Carignon, Michel Barnier, Michel Noir, ou encore Bernard Boesnel. Premier à Lyon, Charles Millon n'a pour autant pas l'intention d'abandonner Paris. Son microcosme ne l'a certes jamais passionné mais il est prêt, demain, fort de son nouvel ancrage, à contribuer avec les centristes à la refonte de l'opposition. Chaque chose en son temps. Il faut aussi savoir gérer la providence.

DANIEL CARTON.

# Renault 21 Manager



A partir de

86900\*F

Pour ceux qui vont au bout des choses, voici une voiture dont les équipements ne manquent pas de souffle : • Volant sport trois branches. • Condamnation des portes à distance, deux rétroviseurs réglables de l'intérieur, lève-vitres électriques avant. • Vitres teintées : une caractéristique haut de gamme à l'esthétisme très sûr. • Teintes argent ou tungstène, enjoliveurs de roues Saphir, stripping Renault 21 Manager : c'est tout le plaisir d'une voiture griffée, qui affirme sa différence avec une discrète résolution. • Sellerie spécifique, auto-radio stéréo K7 avec haut-parleurs : le raffinement des sièges et la qualité d'écoute d'un système audio intégré. • Versions GTS, GTX, GTD, Turbo D, Berlina et Nevada, décidément, la Renault 21 Manager, c'est une série qui a du souffle !\* Modèle présenté Renault 21 Manager (version GTS). Millésime 89. Consommations normes UTAC : 5,1 l à 90 km/h - 6,5 l à 120 km/h - 9,0 l en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Diac votre financement.

RENAULT présente

Une série qui a du souffle



سكوا من الأمل

Avant la « mise en demeure » du gouvernement

Le retrait du RU 486 avait suscité des réactions contradictoires

La décision du gouvernement de « mettre en demeure » Roussel-Uclaf de reprendre la distribution de la pilule abortive RU 486...

La décision des laboratoires Roussel-Uclaf suscitait de multiples réactions, tant en France qu'à l'étranger.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) « regrette cette décision », avait indiqué jeudi 27 octobre un de ses porte-parole.

« Cette pilule pourrait être très pratique pour les femmes, et les avantages très prometteurs », a-t-il souligné.

Des observateurs ne manquent pas de rappeler le précédent du procès qui a ruiné les deux principaux fabricants de stérilants aux Etats-Unis.

Trois des six femmes qui appartiennent à un gouvernement ont tenu à s'exprimer.

Le RU 486, qui permet l'avortement grâce à une simple ingestion médicamenteuse, est retiré du marché par le laboratoire Roussel-Uclaf lui-même.

partie de l'opinion. De quelle morale, de quelle religion s'agit-il ?

Enfin, plusieurs spécialistes français considèrent que les conditions draconiennes qui, en France, devaient accompagner la prescription du RU 486...

« Qui est victime de la morale ? » a-t-elle ajouté, les femmes. C'est vieux comme le monde, ça va durer encore...

Le RU 486, qui permet l'avortement grâce à une simple ingestion médicamenteuse, est retiré du marché par le laboratoire Roussel-Uclaf lui-même.

Encore une fois, quelle morale, quelle religion, autorisés à faire souffrir un être humain alors qu'il existe une méthode si efficace et équivalente qui permet d'éviter toute souffrance ?

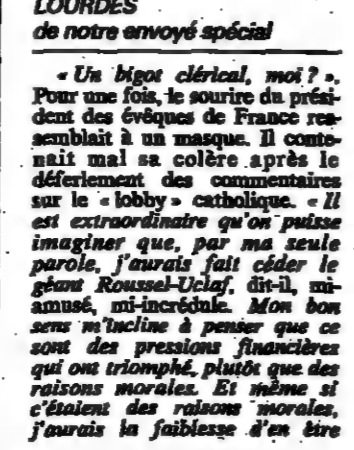
La sainte colère de Mgr Decourtray

L'assemblée plénière des évêques devait achever vendredi 28 octobre, à Lourdes, l'examen de son dossier des évènements les plus importants à l'ordre du jour...

« Un bigot clérical, moi ? ». Pour une fois, le sourire du président des évêques de France ressemblait à un masque.

« Les vieux démons se sont réveillés ». L'alliance du tabac et du gonpillon est de ces légendes qui ont la vie dure, selon le patron des évêques français.

« Les vieux démons se sont réveillés ». L'alliance du tabac et du gonpillon est de ces légendes qui ont la vie dure, selon le patron des évêques français.



« Un bigot clérical, moi ? ». Pour une fois, le sourire du président des évêques de France ressemblait à un masque.

« Les vieux démons se sont réveillés ». L'alliance du tabac et du gonpillon est de ces légendes qui ont la vie dure, selon le patron des évêques français.

« Les vieux démons se sont réveillés ». L'alliance du tabac et du gonpillon est de ces légendes qui ont la vie dure, selon le patron des évêques français.

MÉDECINE Négociations interrompues entre les personnels hospitaliers et les représentants des établissements privés

Les négociations ouvertes, jeudi matin 27 octobre, entre les syndicats et les responsables des cliniques privées, réunis au sein de la Fédération inter-syndicale des établissements d'hospitalisation privés (FIEHP)...

Les responsables de la FIEHP expliquent qu'ils sont prêts à débiter 320 millions de francs pour les salaires des infirmières, mais la CFDT demande que les négociations portent sur toutes les catégories de personnel hospitalier.

Les négociations ont été interrompues, et la CFDT, majoritaire dans ces cliniques, a décidé d'appeler l'ensemble du personnel à mener des actions de protestation y compris des mouvements de grève.

EDUCATION

« Manifestations d'étudiants ». Une « coordination inter-fac » a appelé les étudiants de la région parisienne à se rassembler devant la Sorbonne...

EDUCATION

« Manifestations d'étudiants ». Une « coordination inter-fac » a appelé les étudiants de la région parisienne à se rassembler devant la Sorbonne...

EDUCATION

« Manifestations d'étudiants ». Une « coordination inter-fac » a appelé les étudiants de la région parisienne à se rassembler devant la Sorbonne...

Le programme de M<sup>me</sup> Michèle André secrétaire d'Etat aux droits des femmes

L'emploi du féminin

« Mon action s'inscrira dans la durée, mon style sera plutôt de convaincre... je ne serai donc pas un ministre qui laisse son nom à une loi », a déclaré M<sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes...

« Nous devons aider les femmes qui se retrouvent seules, souvent avec des enfants, sans avoir jamais travaillé ou après avoir interrompu leur vie professionnelle. Pour nous, c'est l'urgence... »

Les priorités que se donne M<sup>me</sup> André se résument en trois points : favoriser l'insertion et la promotion des femmes dans la vie économique, lutter contre toutes les formes d'exclusion...

Les moyens sont modestes puisque le fonds ne permettra d'assurer au total que des prêts d'environ 15 millions de francs...

Aider les chefs d'entreprise

Pour remédier à ces anomalies, M<sup>me</sup> Michèle André se cherche pas à innover (il est vrai que dans ce domaine beaucoup d'expériences ont déjà été tentées)...

Dans le domaine politique, M<sup>me</sup> André, qui déplore la sous-représentation des femmes dans toutes les instances...

POINT DE VUE

Punition

par Josette Dall'Ava-Sentucci présidente de l'Association française des femmes médecins

Le RU 486, qui permet l'avortement grâce à une simple ingestion médicamenteuse, est retiré du marché par le laboratoire Roussel-Uclaf lui-même.

POINT DE VUE

Punition

partie de l'opinion. De quelle morale, de quelle religion s'agit-il ?

« Les vieux démons se sont réveillés ». L'alliance du tabac et du gonpillon est de ces légendes qui ont la vie dure, selon le patron des évêques français.

DÉFENSE

Avec l'espoir d'y intéresser l'Espagne et le Royaume-Uni

La France et l'Italie coproduiront un armement antiaérien

La France et l'Italie construiront en commun un système d'arme de défense antiaérienne, le programme dit ASTER, qui pourrait aussi intéresser d'autres partenaires européens, comme l'Espagne, voire la Grande-Bretagne.

En novembre 1987, la France et l'Italie ont rédigé une déclaration d'intention qui annonçait leur volonté de faire œuvre commune.

LABORSE EN DIRECT LE MONDE DE LA BOURSE Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse BOURSE 36,15 LE MONDE

ULTRA MODERNE SOLITUDE

Société

SCIENCES

« Première » spatiale à Baïkonour

Une navette soviétique sans équipage

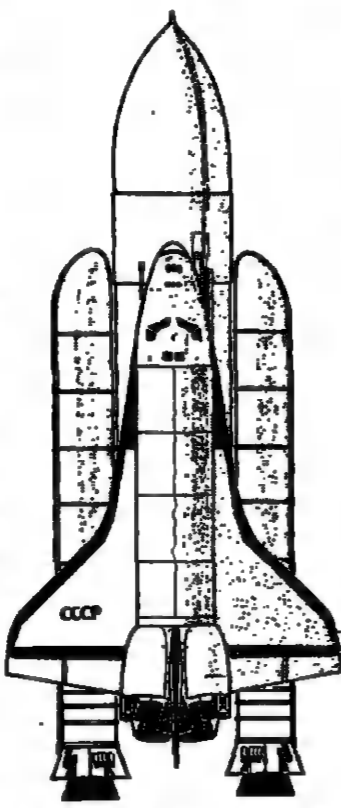
(Suite de la première page)

Dès 1978 Radio-Moscou confirmait que les ingénieurs russes travaillaient à un projet d'engin récupérable (1), légèrement moins performant que la navette américaine, qui « ressemblerait à un avion à ailes delta » et « serait propulsé par trois puissants moteurs fusées ».

Toutefois, la navette soviétique d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui. L'appareil montre que les solutions retenues sont nouvelles. Selon les informations disponibles, au compte-gouttes, par les Soviétiques, la navette Buran — il en existerait deux exemplaires — aurait une longueur d'environ 37 mètres, pour une envergure d'un peu plus de 23 mètres.

A quelques détails près, ces chiffres sont ceux des navettes américaines Discovery, Atlantis et Columbia. Et ce n'est pas le chef des cosmonautes soviétiques, Vladimir Chatalov, ni le président de la société Glavcosmos chargée de commercialiser les activités spatiales soviétiques, Alexandre Douvalov, qui les contestent. Mais le parallèle s'arrête là. Car, si la navette américaine participe à son propre décollage en mettant à feu ses trois moteurs à hydrogène et oxygène liquides (2), la soviétique dépend entièrement pour sa mise en orbite d'Énergie, le fusée soviétique de la porte.

De ce point de vue, elle s'apparente, toutes proportions gardées, au petit avion spatial Hermès, que les



Français ont proposé aux Européens de construire et que le fusée Ariane-5 devrait emporter dans l'espace à la fin des années 90. Dépourvue de moteurs fusées, sauf ceux nécessaires aux manœuvres en orbite, la navette soviétique apparaît donc comme un gros planeur spatial. Mais, et c'est là l'originalité du système, Buran serait équipée, de part

et d'autre de sa dérive arrière, de deux réacteurs atmosphériques escamotables, analogues à ceux qu'utilisent les gros porteurs américains ou les bombardiers stratégiques.

L'avantage d'une telle solution tient à l'approche lors du retour sur Terre. « Un atterrissage plus doux effectué à une vitesse plus réduite », comme l'explique l'ancien cosmonaute Constantin Fokistov. Mais aussi une possibilité de remettre les gaz en cas de mauvaise présentation du véhicule en vue de la piste de 5 000 mètres construite sur le cosmodrome de Tyuratam-Baïkonour et de pouvoir sans doute changer de site d'atterrissage.

Un lanceur surpassant de 2 400 tonnes

La navette soviétique est entièrement dépendante, pour son envol, du lanceur Énergie, dernier-né de l'arsenal soviétique conçu par B. Goubanov. Un type de lanceur surpassant de 2 400 tonnes que la NASA et les militaires américains regardent aujourd'hui de près.

Testé avec succès le 15 mai 1987, Énergie se présente comme un lanceur bi-étage d'un type un peu particulier. Le premier étage est constitué de quatre propulseurs latéraux récupérables de 4 mètres de diamètre et de 40 mètres de haut, qui brûlent un mélange d'oxygène et de kérosène et dérivent une poussée totale d'un peu plus de 3 200 tonnes. Ils sont disposés de part et d'autre d'un corps central de 3 mètres de diamètre, constituant le deuxième étage. Ce dernier ensemble, haut de 60 mètres, marque un progrès dans la technologie soviétique, dans la mesure où il fait appel pour sa pro-

pulsion à quatre moteurs cryogéniques de 148 tonnes de poussée chacun brûlant de l'hydrogène et de l'oxygène liquides (3).

Une première pour l'Union soviétique, qui n'avait pas, pour ses précédents lanceurs, atteint cette technologie de mise au point délicate — les Européens l'ont un temps appris à leurs dépens avec Ariane — mais qui a su, en mai de l'année dernière, transformer avec Énergie son coup d'essai en coup de maître. Si la charge utile factice d'une centaine de tonnes — trois fois plus que la navette américaine — installée au sommet du lanceur n'a pu être actualisée ce jour-là, ce n'est pas tant la faute du lanceur russe, qui semble avoir à cette occasion démontré sa fiabilité (plus de 99 % attendus), que celle d'une défaillance des systèmes de bord (erreur d'orientation) qui ont limité cette « maquette » vers le Pacifique au lieu de le mettre sur orbite.

Ce qui explique peut-être que les Soviétiques aient préféré, pour ce second vol d'Énergie et ce premier tir de la navette Buran, qui revient automatiquement sur Terre, une mission sans équipage. L'amour-propre des cosmonautes soviétiques en aura certainement souffert, mais la sécurité est à ce prix.

JEAN-FRANÇOIS AUGERAU.

- (1) Certains experts estiment que les premières études sur de tels engins remontent à la fin des années 60 ou au tout début des années 70. (2) Mais l'essentiel de la puissance nécessaire au décollage est fournie par deux énormes fusées d'appoint (« boosters ») de presque 1 200 tonnes de poussée chacune. (3) Cela qu'utilisera Ariane-5 aura une poussée d'environ 100 tonnes.

JUSTICE

« Belle du seigneur » en référé

Controverse sur l'inspiratrice d'Albert Cohen

« Un livre extraordinaire, irritant, magnifique, propre à déclencher les passions », écrit Jean Freustié lors de la parution de Belle du seigneur, d'Albert Cohen, sans peut-être imaginer à quel point sa critique était préventive. Deux ans après la mort de l'auteur de Solaï, la justice devait se prononcer, vendredi 28 octobre, sur l'« atteinte à la vie privée » invoquée par sa veuve, Belle Cohen, et sa fille, Myriam Champigny, pour justifier la demande de saisie du livre de Nathalie de Saint-Phélie, intitulé Jane Filion ou la belle d'un seigneur, qui doit paraître le 3 novembre aux éditions Robert Laffont. (Voir « Le Monde des livres » du 23 septembre.)

Selon l'auteur de l'ouvrage trié, Jane Filion, maintenant âgée de quatre-vingt-dix ans, serait l'inspiratrice de l'œuvre de Cohen, qu'elle a connu de 1927 à 1929, la Diane de ses souvenirs de jeunesse. Aude de Solaï et surtout Ariane de Belle du seigneur.

Le 27 octobre, devant M. Jean-Marie Desjardins, juge des référés et vice-président au tribunal de grande instance de Paris, M. Daniel Jacoby, conseil de famille, a soutenu que cette thèse était « mensongère » et que le livre de M<sup>me</sup> de Saint-Phélie était une « imposture », en complète opposition avec les multiples déclarations d'Albert Cohen réaffirmant le caractère purement imaginaire de son œuvre. Pour l'avocat, admettre la version du livre en cause « serait restreindre une création magnifique au récit sans imagination d'une liaison », et, de plus, ce serait une atteinte à la vie privée de l'écrivain de présenter Albert Cohen comme incapable de créer des êtres de pure fiction.

En outre, l'avocat s'est élevé contre le « débailage » des

détails les plus intimes de leur liaison et contre la publication, en annexe de l'ouvrage, du thème astral d'Albert Cohen ainsi qu'une analyse graphologique de son écriture : « Deux éléments de sa personnalité ». Aussi, M. Jacoby demandait la saisie ou tout au moins l'occultation de soixante-quatre passages de l'ouvrage.

M. Paul Lombard, conseil des Editions Robert Laffont, protesta contre « une demande abusive d'une fille qui n'a subi aucun préjudice et d'une femme qui a épousé Cohen vingt-trois ans après sa mort ». Mais s'agit-il vraiment d'un litige portant appréciation judiciaire de la vie privée ? M. Jean-Yves Le Borgne, défenseur de Nathalie de Saint-Phélie, n'en était pas convaincu. Il a toutefois précisé : « Il faut situer le débat là où il est et ne pas s'engager dans des voies hantées littéraires qui n'ont pas leur place ici ». A ses yeux, cette procédure « tirée par les cheveux » trouve son origine dans « une analyse différente d'une thèse jalousement officielle » et la famille de l'écrivain voudrait se réserver le droit d'accorder « une sorte d'autorisation préalable » à toute édition.

« Si l'y a plusieurs éditeurs c'est, comme les journaux, pour qu'il y ait plusieurs points de vue », a insisté M. Le Borgne. « Si cette thèse est contestable, eh bien ! qu'on la conteste, mais le droit moral sur une œuvre ne doit pas conduire à la censure. » Quant au préjudice invoqué, l'avocat ne l'a pas jugé sérieux, en relevant que le fils de l'écrivain n'était âgé que de six ans à l'époque d'une liaison remontant à une soixantaine d'années et « atteinte par la prescription ».

MAURICE PEYROT.

Après l'inculpation de quatorze personnes

Le PDG de deux casinos de la Guadeloupe est placé sous mandat de dépôt

PONTE-A-PITRE de notre correspondant

Interpellé à Paris sur mandat d'arrêter délivré par M. Robert Tchalian, juge d'instruction à Pointe-à-Pitre, puis transféré à la Guadeloupe, M. Paul Karam, un riche commerçant de l'archipel, PDG du casino de Gosier, près de Pointe-à-Pitre, et détenteur à 90 % des parts de la Société des bains de mer exploitant cet établissement de jeux, a été écroué dans la nuit du 25 au 26 octobre sous l'inculpation de « détournement du produit des jeux soumis à prélèvement forcé » et d'abus de biens sociaux. Selon le parquet, M. Karam, qui avait racheté en 1984 pour 1 F symbolique la Société des bains de mer de Gosier, dont le passif s'élevait à 3 millions de francs, a recouvré une fraude portant sur 2 millions à 3 millions de francs pour les années 1984 à 1986.

L'inculpation de M. Karam a été précédée par quatorze autres inculpations pour abus de confiance, escroqueries et malversations visant cinq joueurs et chefs de partie, que-

tre croquiers et cinq cadres de la société. Parmi les joueurs inculpés, figurent des personnalités connues du monde des affaires et des responsables de collectivités locales, dont le directeur général de l'un des sociétés HLM de la Guadeloupe.

Au total, les détournements sont provisoirement estimés à 4 millions ou 5 millions de francs et auraient été réalisés en faisant appel au « barouage », qui consiste à payer des gains fictifs ou supérieurs à leurs montants réels à un joueur complice (le « baron »).

Le réviseur de M<sup>me</sup> Descaud découvert mort. — Jean-Jacques Casanova, mort, et son oncle, le réviseur de M<sup>me</sup> Marcel Descaud, ont été découverts morts, vendredi matin 28 octobre, à Corte (Haute-Corse). Son corps a été retrouvé au pied d'un mur d'où il serait tombé, selon les premiers éléments de l'enquête. Jean-Jacques Casanova avait été pris en charge par Dominique Colonna, l'ancien gardien de but de l'équipe de football, restaurateur à Corte.

Au tribunal de Paris

« Minute » condamné pour diffamation envers M. Fabius

Pour diffamation envers M. Laurent Fabius, actuel président de l'Assemblée nationale, ancien premier ministre, M. Jean-Claude Goudeau, directeur de la publication, et la société éditrice de Minute, ont été condamnés, jeudi 27 octobre, à verser à la partie civile 100 000 francs de dommages et intérêts. Dans un article publié dans son numéro daté du 4 novembre 1987, Minute évoquait l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et établissait une relation entre ces ventes et le mari de Marie Bouthoul, assassiné et présenté comme « l'homme de confiance » de M. Fabius.

Le tribunal a retenu contre le journal et l'auteur de l'article une façon de procéder, « d'abord d'une manière interrogative et par voie d'insinuation puis de façon plus directe », qui confère à l'article son caractère d'infamatoire.

Expulsions locatives

M. Pierre Joxe invite les préfets à la bienveillance

Dans une circulaire à tous les préfets, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, leur demande d'examiner « avec la plus grande bienveillance » les requêtes « en vue de différer l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des décisions judiciaires d'expulsion locative ». Cette mesure est notamment applicable « aux familles et à toute personne de faibles ressources » et en particulier aux personnes « en état de détresse économique susceptibles de bénéficier (...) du revenu minimum d'insertion ».

Alors que la période légale de suspension des expulsions prend effet le 1<sup>er</sup> décembre, M. Joxe demande aux préfets d'accorder un sursis à compter du 1<sup>er</sup> novembre « aux personnes justiciables des nouvelles mesures gouvernementales de lutte contre la pauvreté ». Rappelons qu'à Paris les expulsions sont suspendues depuis le 24 octobre (Le Monde du 27 octobre).

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUE la Turquie du général Evren, des condamnations à mort, des gibets et de la chasse aux Kurdes fasse connaître par la voix de son chef qu'elle entend renoncer à la peine de mort et permettre la libre activité d'un parti communiste, voilà qui en dit moins sur l'évolution de ce pays que cela n'est une description de l'Europe.

Que l'Europe compte, parmi ses critères, la pluralité politique, chacun le constate et le sait. Même si à ce pluralisme est unanime approuvée une exception visant les partis d'inspiration nazie. Même si à cette exception existent des tempéraments qui laissent à certains mouvements le droit de véhiculer une idéologie dont les racines sont soupçonnables.

Il reste que, pour l'Europe, le droit d'adhérer au parti de son choix, ou de le créer s'il fait défaut, est à ce point essentiel qu'il en est un droit de l'homme européen, pour ainsi dire un droit naturel.

Ce n'est donc pas sans cause tirée de sa propre expérience qu'un esprit européen fera, à tort ou à raison, prématurément ou non, du pluralisme politique, mais aussi syndical, le pierre de touche des réformes qui lui sont, régulièrement désormais, annoncées à l'Est.

Comme on observe en météorologie des zones de hautes pressions, l'Europe est une région à haute densité politique où le débat, plus ou moins animé par les partis, ne se limite pas aux périodes électorales. Ou'il y ait lieu de s'en réjouir ou de le déplorer est une autre histoire.

Mais la résolution prise par le général Evren d'abolir la peine de mort, parce que la Turquie est candidate à la CEE, dote l'Europe d'un critère supplémentaire qui n'était pas encore apparu comme tel. Certes, aucun pays de l'Europe de l'Ouest, qu'il soit ou non membre de la CEE, ne connaît, en fait ou en droit, la peine capitale. Certes, le protocole numéro 6 de la Convention des droits de l'homme fait de son abolition une décision à portée européenne. Mais ce n'est en rien une condition sine qua non d'appartenance à la CEE. La France est là pour le témoigner, qui fut si longtemps le mouton noir de l'Europe sur ce terrain.

Ce que le général Evren apporte en un sens à l'Europe, sans l'avoir forcément voulu, c'est un élément supplémentaire de son image telle qu'elle est perçue de l'extérieur : une région sans peine de mort, cette absence étant le résultat d'une volonté politique commune (mais non de l'opinion publique, cela est connu).

Ainsi l'Europe apparaît-elle comme une zone morale où les questions d'éthique pèsent d'un poids déterminant, sinon égal, face aux questions économiques. C'est un divertissant paradoxe que ce supplément d'âme soit donné à l'Europe par l'auteur d'un coup d'Etat militaire qui a d'abord beaucoup usé de la peine capitale.

DANS son dernier numéro, l'hebdomadaire Le Meilleur suggère que le prix Nobel de la paix soit attribué l'année prochaine à la France et à son président. Bien que plus hippique que politique, le journal d'Alain Ayache lance (ou reprend) cette idée afin que soit honorée « la France, berceau des

droits de l'homme, terre d'asile et de liberté ».

Soit dit sans chauvinisme, pourquoi pas ? Il n'est pas contestable que ce pays a toujours fait en sorte (cela va sur de longues périodes) que les droits de l'homme avancent du même pas que les progrès techniques ou économiques.

C'est vrai que le mot de liberté n'y est méconnu par aucun parti ; qu'au-delà des aînés des majorités politiques, s'il existe un consensus, c'est bien, quoi qu'on pense, celui de la dignité humaine. C'est vrai aussi que le discours de l'indignité, où se mêlent « dehors les étrangers », « rétablissons la peine de mort », « que les pauvres se débrouillent », n'est, pour les partis, que le fait d'une minorité.

C'est vrai encore que la France est en paix avec elle-même et avec le reste du monde et que ni les légitimes affrontements partisans ni les incertitudes coalitionnelles ne contredisent ces faits. C'est vrai enfin que la France réussit la gageure d'être le troisième marchand d'armes du monde et, cependant, d'être regardée comme un messager et un acteur de paix.

Europe

Mais n'est-ce pas là tout aussi bien une définition de l'Europe. Sainte-Alliance pour les droits de l'homme autant que cartel de marchands ?

L'EUROPE, dont la France est l'une des mières (en dehors des pôles), fait bien porter le bébé, n'est-elle pas autant que ce pays un symbole de paix intérieure et extérieure ? Vis-à-vis d'elle-même, l'Europe n'a-t-elle pas mis l'épée au fourreau depuis quarante-trois ans, alors que la précédente période de paix (si vite incertaine) n'avait pas dépassé vingt ans, si l'on tient l'annexion par l'Allemagne en 1938 de l'Autriche et des Sudètes pour des actes de guerre ?

En termes d'économie et de dignité humaine, ces deux engendres si fréquemment opposés l'une à l'autre, l'Europe n'est-elle pas exemplaire ? Éloignée autant de la brutale libérale nippo-américaine que du lourd fonctionnarisme de l'Est, soutenant le libre d'entreprise mais se gardant de ce que provoque son pyrolyse, soucieuse de la santé des entreprises mais entendant que ses profits aillent aussi à ceux qui en sont les auteurs obscurs, hostile (même si droite en France) à un Etat croupion mais réjetant le Léviathan que décrit Hobbes en 1651, ne condamnant pas moins les démocraties pour la discrimination raciale qui y persiste que l'Etat autoritaire pour le sujet où il maintient ses citoyens, veillant à sa défense mais dépourvue d'ambitions territoriales, bâtissant son avenir sans méconnaître les mérites et les traces de son passé, relevant sans faillir le défi que repré-

sente l'apparente contradiction des aspirations idéales et des exigences réelles. L'Europe n'est-elle pas cet évident modèle politique qui devrait inspirer les vieux pays autant que les nations neuves, en tout cas ces dernières, tant d'entre elles patageant à la recherche d'un tel modèle ?

L'Europe, à ce titre, ne serait-elle pas un honorable lauréat du prix Nobel de la paix ?

EN fait de « modèle », l'incendie de la salle de cinéma où était projeté le film La Dernière Tentation du Christ n'en a qu'un : les sacages de magasins juifs dans l'Allemagne nazie. En Europe, on ne règle plus les différends idéologiques à coups d'incendies.

La déclaration de Pierre Joxe à ce propos, mercredi, à l'Assemblée nationale, était d'une tenue faisant honneur à celui qui la fait.

LUC TANGORRE une nouvelle fois accusé de viol, c'est un désastre humain où ne paraissent que des perdants. Au premier rang, les victimes de ces viol, bien sûr, qui pourraient soutenir qu'elles n'auraient pas subi ces violences si leur auteur présumé n'avait pas été prématurément libéré.

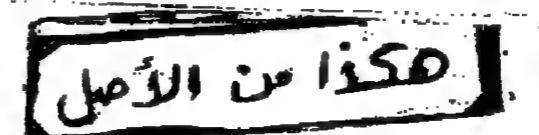
Luc Tangorre n'est pas moins un perdant qui, innocent ou coupable, retourne en prison. Doublement : d'une part en étant accusé de viol, d'autre part en redonnant, par cela seul, du corps à la condamnation prononcée contre lui en 1983 pour le même motif. Pourtant, s'il est coupable aujourd'hui, quel combat intérieur n'a-t-il pas dû connaître avant de succomber à une pulsion qui restaurait le passé et ruinait l'avenir. Mais s'il est innocent quel affreux traquenard, quelle atroce confusion, ont pu le ramener là où il est de nouveau ?

Derniers perdants et non des moindres : ceux qui se sont battus pour lui et avaient obtenu ou décidé sa libération. Compte tenu de la prime à l'accusation, celle-ci paraissant a priori toujours plus plausible que l'innocence, ils devront supporter les lazzis de ceux pour qui veut mieux un innocent en prison qu'un coupable en liberté.

Mais le plus grave c'est évidemment le futur. Il s'écoulera du temps avant que l'on puisse plaider l'innocence d'un inculpé ou d'un condamné sans qu'un ricaner ne serine : « Tangorre / Tangorre ! »

SPECIAL COPAINS CHINOIS. 1. — Après « L'Amateur » consacré à la Chine (« Datong », Le Monde du 15 octobre), M. Dominique Hoizey, qui dirige avec M. Alain Rousseau les Cahiers de civilisation chinoise, envoie la dernière livraison de cette revue. Elle traite des Trois Royaumes qui se partageaient le pays entre 220 et 280. Les animés de la revue sont tous deux professeurs de chinois à l'Institut universitaire du temps libre de Reims. Ce serait les soutenir que de s'abonner, d'autant qu'enseigner le chinois à Reims cela ne doit pas être facile tous les jours. L'abonnement est de 60 francs par an pour quatre numéros : 55, rue Ruanart-de-Brimont, 51100 Reims, tél. 28-40-48-05.

2. — Le petit train de Pékin a-t-il déraillé ?



# Sports

## La préparation des Jeux d'Albertville

### L'Etat en concurrence avec la région

Moins de mille deux cents jours restent à s'écouler avant la date d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville fixés au 8 février 1992. La Savoie olympique, qui attend mille sept cents athlètes et un nombre équivalent d'accompagnateurs et d'entraîneurs, lance les uns après les autres ses programmes de construction d'équipements sportifs qui jalonnent, dans les deux prochains mois, les pentes de la vallée de la Tarentaise et celles du Beaufortain.

GRENOBLE de notre correspondant

**«Tous les travaux d'infrastructure pour les Jeux olympiques seront, à l'exception des routes, terminés au cours de l'hiver 1991»,** a indiqué le 25 octobre le directeur général du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) d'Albertville, M. Jean-Albert Corrand.

Sous les câbles du téléphérique de Bellevard qui s'élève à proximité immédiate du village de Vald'Isère, s'affaillent des bulldozers et des «pelles-araignées». Ces dernières «jardinent» la montagne pour y inscrire le tracé d'une nouvelle piste de descente imaginée par le champion olympique suisse devenu expert de la Fédération internationale de ski, Bernhard Russi.

#### «Seize jours époustouflants»

L'abandon de la piste Oreiller-Killy (O-K) utilisée depuis une vingtaine d'années par les coureurs du critérium de la première neige et son remplacement par le nouvel itinéraire alpin répondent à un double souci : offrir une descente où se succéderont à un rythme très soutenu des difficultés techniques nombreuses et donner à l'événement une vision médiatique beaucoup plus forte que celle que proposait la piste O-K. Quant aux spectateurs, ils pourront, depuis l'air d'arrivée, suivre avec des jumelles 80 % du parcours des descenteurs. Quant à la piste de bobleigh et de luge de La Plagne et aux tremplins de saut de Courchevel, ils devraient pouvoir être mis à la disposition des équipes françaises et étrangères au cours de l'hiver 1989-1990.

Le président du Comité international Olympique, M. Juan Antonio Samaranch, qui avait manifesté il y a quelques mois devant les membres du COJO d'Albertville une certaine impatience, regrettant notamment certaines lenteurs dans l'élaboration des programmes français, s'est montré rassuré lors de la présentation du bilan des travaux olympiques savoyards à Séoul le 13 septembre dernier.

Toutefois, quelques problèmes délicats restent encore à résoudre. C'est notamment le cas pour le village olympique de Brides-les-Bains où une réflexion urbanistique a été engagée par la commune qui doit construire 800 lits nouveaux. Mais c'est surtout le problème des communications à l'intérieur de la vallée de la

Tarentaise qui préoccupe les ingénieurs chargés de cette mission.

Comment en effet transporter des dizaines de milliers de personnes d'un site à l'autre sans perturber gravement les convois prioritaires qui ne cessent de se déplacer entre les douze sites olympiques (1). Doit-on, comme à Grenoble il y a vingt ans, privilégier les transports collectifs au détriment des voitures individuelles avec le risque de voir le nombre des spectateurs se restreindre ? Quelle place accorder aux transports par hélicoptère pour les coureurs et les membres de l'organisation compte tenu des aléas climatiques ? Autant de questions qui restent aujourd'hui encore sans réponse et qui risquent de handicaper le bon déroulement d'une manifestation que Jean-Claude Killy et Michel Barnier, les deux coprésidents du COJO, annoncent comme devant être « seize jours époustouflants ».

Le premier, qui a pris désormais totalement en charge la politique de marketing du COJO en collaboration avec la société International Management Group (IMG) de l'Américain Mark Mac Cormack, avec lequel il travaille depuis ses années glorieuses de 1968, lutte pour réunir la somme de 1,7 milliard de francs représentant les recettes commerciales du COJO, dont le budget s'élève à 3,176 milliards de francs (2). « Il nous manque encore 750 millions de francs », calcule M. Michel Barnier, qui, avec son coéquipier, a signé avec la chaîne de télévision CBS le 24 mai dernier un contrat d'exclusivité pour les Etats-Unis qui lui assurera une rentrée d'argent de 940 millions de francs. Le groupe Pierre de Coubertin réunira au début de 1989 une douzaine d'entreprises françaises et étrangères ayant acquis le droit d'entrée variant entre 110 millions de francs, somme versée par le Crédit lyonnais, et 65 millions de francs, investis par la société de travail temporaire Bis ; quant à IBM-France, l'ensemble des prestations, des prêts d'équipement et des fournitures de services qu'elle apportera représentera une somme d'environ 200 millions de francs.

#### Rendre plus universelle leur image

Le coût d'entrée dans le «club», jugé par certains industriels français «exagérément élevé», prévoit l'utilisation exclusive des anneaux olympiques et de la «flamme» d'Albertville pour ses membres, qui seront d'autre part associés à la manifestation olympique grâce notamment à un «droit d'hospitalité» privilégié sur les sites des compétitions. Un constructeur automobile, une compagnie aérienne, une société d'eaux minérales, une société pétrolière, désireux selon le directeur de la communication du COJO, M. Armand de Redinger, «d'enrichir, d'agrandir et de rendre plus universelle encore leur image», devraient rejoindre ce club très fermé.

Le COJO recherche par ailleurs une trentaine de «fournisseurs» susceptibles de contribuer par des apports en nature ou des

prestations de services au bon fonctionnement de la puissante machine qui se met en route et qui comprendra, outre 400 personnes attachées en permanence à partir de 1991 au COJO, 5 000 à 6 000 bénévoles qui seront formés au cours des mois précédant l'ouverture de Jeux dans un centre installé à Chambéry.

«Sponsor» le plus important des Jeux grâce à une contribution qui s'élève à 660 millions de francs auxquels il faut ajouter la mobilisation d'une «manne» supérieure à trois millions de francs pour la construction d'une voie rapide dans la Tarentaise et la réalisation de nombreuses autres infrastructures et équipements publics, l'Etat entend occuper la place qui lui revient.

La présence importante de ses représentants au sein des instances délibératives du Comité d'organisation des Jeux olympiques mais aussi la désignation, le 20 juillet dernier, d'un délégué interministériel aux JO, M. Jean Glavani, chef de cabinet de M. François Mitterrand de 1981 à 1988, traduisent cette volonté. Le délégué n'est doté d'une structure relativement lourde, forte d'une quinzaine de personnes chargées de coordonner les actions de l'Etat, d'accrocher les processus administratifs et de suivre l'ensemble des dossiers olympiques. M. Glavani se défend toutefois de vouloir mettre en place un «COJO bis» ou un «ministère de la Savoie».

#### Un test significatif

Président RPR du conseil général, M. Michel Barnier, qui faisait figure jusqu'alors, au nom de la décentralisation, de «grand argentier» du département, devra désormais supporter la tutelle de l'Etat sur les Jeux que ne manquera pas d'exercer, lorsque les circonstances l'exigeront, M. Glavani. Ainsi, la désignation du «radio-diffuseur hôte» des Jeux olympiques d'hiver de 1992, qui doit intervenir dans les toutes prochaines semaines, sera un test significatif de l'attitude qu'entend adopter le COJO et, à travers la délégation interministérielle, l'Etat.

Le comité d'organisation, à la lumière des grèves des chaînes publiques qui ont gravement perturbé la retransmission des émissions de Séoul, semble hériter entre TF1 et Antenne 2 aux-quelles se joindrait FR3. Le premier choc entre la délégation interministérielle, soucieuse de préserver ses prérogatives, et le COJO, qui entend agir comme une entreprise moderne et performante, pourrait bien se produire à cette occasion.

CLAUDE FRANCELLON.

(1) Albertville : cérémonie d'ouverture et de clôture, patinage de vitesse et patinage artistique ; les Arves : ski de vitesse ; Brides-les-Bains : village olympique ; Courchevel : saut et combiné nordique ; les Mézères : slalom spécial hommes ; Méribel : ski alpin femmes et hockey sur glace ; Montjoux : centre international de presse et de radio-télévision La Plagne bobleigh et luge ; Pralognan : curling ; les Saisies : biathlon et ski fond ; lesignes : ski artistique ; Val-d'Isère : ski alpin hommes.

(2) Le budget du COJO se décompose de la façon suivante : 2,371 milliards de dépenses de fonctionnement et d'organisation et 813 millions de dépenses d'équipement.

## AUTOMOBILISME : Le Grand Prix du Japon

### Les samouraïs de l'empire Honda



Alain Prost et Ayrton Senna se font face sur le circuit japonais de Suzuka.

Le Grand Prix du Japon, avant-dernière manche du championnat du monde de formule 1 automobile, se courra, le dimanche 30 octobre, sur le circuit de Suzuka. Une victoire assurera au Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) un premier titre de champion du monde des pilotes, mais les deux succès consécutifs d'Alain Prost au Portugal (25 septembre) et en Espagne (2 octobre) ont relancé les chances du Français, qui conserve, en cas d'échec de son coéquipier au Japon, un espoir d'être couronné pour la troisième fois le 13 novembre en Australie.

Le champion du monde des pilotes sera-t-il choisi cette année par Honda Motors ? La firme japonaise, qui a investi cette saison entre 40 et 50 millions de dollars en formule 1, est déjà assurée depuis plusieurs semaines d'un troisième titre mondial des constructeurs avec l'écurie McLaren, après les deux précédemment gagnés avec Williams. Mais le déroulement des derniers grands prix laisse penser que les motoristes nippons seraient pu ménager le suspense jusqu'au Grand Prix du Japon afin que, comme l'an dernier avec le Brésilien Nelson Piquet, le champion du monde des pilotes soit couronné sur le Honda Land, la complexe touristique de la maison qui avec la piste de formule 1 constitue au cœur d'un parc d'attractions.

La «résurrection» dans la péninsule ibérique d'Alain Prost, accablé d'annus mécaniques tout au long de l'été, et le brusque

recul d'Ayrton Senna, sixième au Portugal puis quatrième en Espagne après avoir gagné six des sept précédentes courses, ont semé le doute sur le rôle qu'auraient pu jouer les motoristes japonais dans ce brutal renversement de situation. L'impact médiatique du Grand Prix du Japon, disputé loin des bases traditionnelles de la formule 1 situées en Amérique du Sud et surtout en Europe, aurait, en effet, été bien moindre si le titre de champion du monde des pilotes avait déjà aussi été décerné.

Jean-Marie Balestre, le président de la Fédération internationale automobile (FISA), qui n'est plus à une contradiction près, a lui-même apporté son crédit à cette suspicion en admettant, le 17 octobre, à M. Tadashi Kume, le président de Honda Motors, une solennelle mise en garde afin qu'«un matériel (voiture ou moteur) de qualité égale soit mis à la disposition des deux pilotes du team McLaren». Tout en annonçant dans le même temps : «J'ai fait mes enquêtes. Il n'y a eu aucune collision lors des courses précédentes».

Aucune écurie n'étant à l'abri de problèmes mécaniques ou électroniques avec des moteurs aussi sollicités que ceux de formule 1, il serait illusoire, même pour le pouvoir sportif, de prétendre démontrer une éventuelle machination. D'autant plus que les deux pilotes concernés par ce duel «royal» ont été, il est vrai, par leurs employeurs — se sont efforcés ces derniers jours de couper court à toutes les rumeurs et de donner des explications aussi rationnelles que possible à cette fin de saison déroute.

Ayrton Senna a rappelé qu'il avait connu à Mexico le même

problème qu'au Portugal, où son ordinateur de bord lui indiquait une consommation excessive de carburant. «Ce sont des choses qui arrivent», a-t-il conclu. Avant de s'envoler pour le Japon, Alain Prost a analysé (1) les causes possibles de ses problèmes mécaniques de l'été et les solutions apportées pour les Grands Prix du Portugal et d'Espagne.

«Senna étant très proche des gens de chez Honda avec qui il travaille depuis plus longtemps, ils connaissent très bien les réglages qui lui conviennent, explique le champion français. Ils ont appliqué ces réglages à mon moteur, ce qui m'a permis de conduire est très différent du sien.»

Ces réglages moteurs auraient été raturés plus délicats encore par des importations du châssis. Depuis le Grand Prix d'Allemagne (24 juillet), le Français a utilisé le châssis endommagé par la sortie de route du Brésilien à Monaco. C'est également après le Grand Prix d'Italie, à Monza, où les problèmes se sont accumulés tout au long du week-end jusqu'à son abandon pour une panne de moteur, qu'Alain Prost s'est ouvertement inquiété auprès de Ron Dennis, le directeur de McLaren, d'une différence de traitement entre Senna et lui. Ce «coup de gueule» a porté ses fruits puisqu'il a aussitôt bénéficié d'une coque neuve et n'a plus connu d'ennuis de moteur.

#### «J'ai été trop gentil»

«J'ai été trop gentil», estime Alain Prost, qui regrette un peu de ne pas avoir eu cette réaction plus tôt. Le comportement d'Ayrton Senna, qui a pris des risques insensés en se lançant dans le mur et en bûtonnant pour le doubler de la doubler dans la ligne droite des stands au deuxième tour du Grand Prix du Portugal, a, de plus, profondément choqué le pilote français et modifié ses rapports avec son coéquipier.

Ces péripéties ont eu le mérite de redonner à Alain Prost la motivation et le brio pour le dimanche qu'il avait perdus en milieu de saison. Même pour un troisième titre, il ne se déclare, certes, pas prêt à prendre des «risques inutile», en particulier si la pluie, fréquente en cette saison, venait perturber le Grand Prix du Japon. Désormais, le champion français est surtout perché sur le comportement de son coéquipier. «Si on se retrouvait à Suzuka dans la même situation qu'à Estoril, que ferait-il ? Je crois qu'il est capable de faire l'importe qui pour être champion du monde.»

GERARD ALBOUY.

(1) TF 1 «Sport dimanche soir», le 23 octobre.

## BUDGET : le projet pour 1989

### Les champions contre la masse

LES gouvernements passent, les majorités changent, les ministres se succèdent, mais le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports demeure stable par rapport au budget de l'Etat. Depuis cinq ans, les crédits affectés aux sports restent abondants au chiffre de 0,20 %, quel que soit le grand argentier qui détienne les cordons de la bourse gouvernementale.

Une constante que le président du Comité national olympique (CNOSF) estime pour le moins «frustrante». A peine rentré de Séoul, encore tout imprégné des quelques airs de Marseillaise qui l'ont ravi, M. Nelson Pailion a perdu son «enthousiasme». La lecture du projet de budget pour 1989, une nouvelle fois, obligé le petit hussard à monter en première ligne. «Par rapport au budget de 1988, la progression est de 89 millions soit une augmentation de 4 %, le budget général augmentant lui de 6,5 %», constate le président, qui demande au Parlement d'appor-ter «lors de la discussion budgétaire, au mois de novembre, les améliorations indispensables».

Au chapitre des crédits, le président du CNOSF, qui s'était réjoui de la décision du ministre d'ouvrir au cours de l'année scolaire 1988-1989, une deuxième promotion pour le professeur de sport, s'étonne que «ne figure dans le projet aucune mesure spécifique».

#### Indigne des ambitions de la France

Dans cet ensemble, qu'il juge particulièrement indécent pour le mouvement sportif, le président n'a trouvé qu'une proposition qui lui paraît positive. Il s'agit de l'affectation d'un crédit de 60 millions de francs pour le développement des actions d'aménagement des rythmes de vie de l'enfant. «Nous regrettons que ces crédits

soient prélevés dans le passé sur le Fonds national pour le développement du sport (FNDS). Le prélevement de ce crédit sur le budget de l'Etat va dans le sens des souhaits exprimés par le CNOSF, pour que les crédits du FNDS reviennent à leur vocation première.»

En ce qui concerne les recettes inscrites au FNDS pour l'année 1989, elles s'élèvent à 900 millions de francs au lieu de 1 060 millions en 1988. Une prévision plus réaliste de la part des services du ministère qui estiment les recettes du Loto sportif à 548 millions au lieu des 710 millions inscrits dans le budget de 1988. Malgré un regain d'intérêt pour ce jeu, depuis la nouvelle formule lancée au mois d'août, les rentrées financières pour le mouvement sportif au cours de la présente année ne devraient pas dépasser les 460 millions. Une somme bien éloignée de celle figurant dans le budget de 1988.

Mais le réalisme dans les prévisions se traduit par des amputations dans les aides apportées au sport de masse. «Si les crédits réservés au sport de haut niveau sont identiques à ceux de 1988, en revanche les subventions pour l'aide au sport de masse vont diminuer de plus de 100 millions», note Nelson Pailion. Une perte de 22 % des dépenses autorisées qui risque d'empêcher de nombreuses associations de faire face aux engagements pris l'an dernier.

S. B.

## LES HEURES DU STADE

<b>Automobilisme</b> Grand Prix du Japon de formule 1. - Dimanche 30 octobre à Suzuka. (TF 1 en direct à 4 h 50.)	<b>Hockey sur glace</b> Championnat de France. - 11 <sup>e</sup> journée, samedi 29 octobre.
<b>Basket-ball</b> Championnat de France. - 9 <sup>e</sup> tour aller, samedi 29 octobre.	<b>Judo</b> Championnat d'Europe par équipes. - A Vise (Belgique) jusqu'au 30 octobre.
<b>Boxe</b> Championnat du monde des légers (WBA). - Dimanche 30 octobre à Las-Vegas, entre les Mexicains Julio César Chavez et José-Luis Ramirez. (Canal + à 2 h 40.)	<b>Tennis</b> Open de Paris-Bercy. Jusqu'au 30 octobre (Antenne 2 ; samedi, demi-finale à 14 h 30, FR3 ; dimanche, finale à 14 h 30.)
<b>Football</b> Championnat de France. - 17 <sup>e</sup> journée, samedi 29 octobre.	<b>Voile</b> Grand Prix de Monaco de formule 40. - Jusqu'au 30 octobre.

# ATTENTION

Si votre détaillant  
LOTO voulait fermer  
mardi 1<sup>er</sup> novembre,  
jouez jusqu'au  
lundi 31 octobre  
aux heures habituelles.  
Renseignez-vous.

NATIONAL  
**LOTO**

## Communication

### Un entretien avec M. Patrick Le Lay, PDG de TF1

« Je défendrai la chaîne contre toute atteinte à son intégrité »

TF1 vient d'augmenter ses tarifs moyens de publicité de 17,5 % (25 % pour les heures de grande audience). Une augmentation sans risques.

Avec 47 % de part de marché, la Une occupe une place dominante dans la concurrence entre les chaînes de télévision. Ses dirigeants viennent, grâce à un recours devant le Conseil d'Etat, de mettre en difficulté la CNCL, La 5 et M 6.

M. Robert Maxwell, deuxième actionnaire de la Une. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Patrick Le Lay, qui vient de prendre la présidence de TF1, affirme qu'il ne changera pas de cap et qu'il n'entend pas partager le pouvoir.

Mais le groupe Bouygues, opérateur de la chaîne, doit affronter la foudre de Robert Maxwell et de Bernard Tapie, suivis par un mouvement de spéculation. Mais cette agression n'avait pas de sens. Bouygues est une citadelle imprenable.

« Stabilité sur votre recours, le Conseil d'Etat vient d'annuler pour vice de forme les décisions de la CNCL. Mais il n'a pas jugé illégale l'extension des réseaux de La 5 et M 6. Pour TF1, c'est donc un demi-échec. »

« Le Conseil d'Etat vient de prendre une décision importante que la CNCL s'efforce de minimiser. On ne réagit pas au grand complet l'Assemblée générale du contentieux sous la présidence de M. Marcoux Long pour condamner un simple erreur de procédure. C'est avec solennité que le Conseil d'Etat a jugé illégales les décisions de la CNCL et a ainsi reconnu notre bon droit. »

« Les actionnaires de TF1 ont acheté en 1987 une chaîne nationale pour 6 milliards de francs. Ce prix a été fixé en fonction des espérances de gain de TF1, donc de l'état de la concurrence : deux chaînes publiques et deux petites chaînes privées couvrant 40 % du territoire. Or la CNCL s'est précipitée pour accorder en un an à La 5 et à M 6 des fréquences nouvelles pour couvrir 70 à 80 % du territoire. C'est offrir gratuitement à ces deux chaînes ce que les actionnaires de TF1 ont payé 6 milliards ! La CNCL a ainsi avantageusement outrepassé le prix de la vente de TF1, sans doute parce que les dirigeants de ces deux sociétés sont des experts du lobbying. »

« Voulez-vous empêcher La 5 et M 6 de devenir des chaînes nationales et supprimer ainsi une concurrence gênante ? »

« Je demande seulement qu'on respecte les engagements pris. Les rapports des experts qui ont fixé le prix de TF1 prévoyaient une extension des réseaux de La 5 et de M 6 sur quatre à cinq ans. En la réalisant sur une seule année, la CNCL a changé les règles du jeu. »

« Ces rapports d'expertise sont restés secrets. »

« Il serait normal que l'Etat les publie. J'ajoute que les autorisations de La 5 et de M 6 ont été assorties de cahiers des charges. Or La 5 ne respecte aucun de ses engagements. Aucun pays au monde ne peut tolérer qu'on bafoue ainsi les règles de la concurrence. »

« La CNCL semble prête à redonner immédiatement à La 5 et à M 6 les autorisations de fréquences annulées par le Conseil d'Etat. »

« C'est inadmissible. Il faut que la compétition soit ouverte et que d'autres chaînes puissent se porter candidates sur ces fréquences. Nous ne pouvons que protester et défendre notre fonds de commerce. Je viens d'écrire à M. de Broglie pour lui demander de tirer les conséquences du délit constaté par le Conseil d'Etat. Si les fréquences ont été annulées, les émetteurs doivent s'arrêter. »

« La guerre va donc continuer ? »

« Ce n'est pas une guerre. C'est une question de justice. »

#### « Bouygues est une citadelle imprenable »

« A défaut de guerre, il y a, semble-t-il, quelques agressions sur le capital de Bouygues et sur celui de TF1. »

« Il n'y a pas d'agression sur le capital de TF1 car elle serait illégale. Tout acheteur d'actions doit se déclarer dès qu'il possède 1 % de la chaîne. Or personne ne s'est déclaré. Le cours de l'action monte parce que TF1, qui règne sur 47 % du marché de l'audience, est un placement d'avenir. »

« Les cours des actions Bouygues a connu trois jours de folie en Bourse, déclenchée par les achats de



été majoritairement décidée par le conseil d'administration. Les importants personnages qui y siègent seraient-ils illégitimes ? M. Maxwell a le droit de s'exprimer sur la vie de la société, mais il n'est pas normal qu'il assène publiquement des contre-vérités. Il prétend que Bouygues cherche à gagner de l'argent sur le dos de la chaîne en construisant son futur siège social. C'est faux : le propriétaire sera un groupe d'assureurs qui loueront les locaux à TF1 au prix du marché. Il affirme que des audits ont découvert des relations privilégiées entre la chaîne et des filiales de Bouygues spécialisées dans la production. Or Bouygues ne possède aucune filiale de

production. Ce qui n'est pas le cas de M. Maxwell.

« TF1 est une société complexe qui se bat chaque jour dans un environnement compliqué en gérant des milliers de talents. Mon devoir est de protéger cette société. J'empêcherai désormais qu'il lui soit porté atteinte dans son fonctionnement et dans son intégrité. »

« Les actionnaires ne sont-ils pas en droit d'attendre de votre gestion des bénéfices plus substantiels ? »

« Nos bénéfices seront, cette année encore, modestes. Mais il faut au moins trois ans pour qu'une entreprise retombe sur ses pieds. Si les chaînes publiques n'avaient pas dépassé leurs plafonds de publicité, la Une aurait fait 400 millions de francs de profit. Le Conseil d'Etat a condamné TF1 à une amende de 400 000 F pour un dépassement fictif de vingt-deux secondes de ses quotas de publicité. A 2 et FR 3, elles, ont impunément dépassé leurs quotas de vingt-cinq heures ! »

« Certains de vos actionnaires souhaitent revendiquer un meilleur partage des responsabilités dans la direction de la chaîne... »

« Les actionnaires du tour de table de TF1 ont toujours tendance à confondre leur rôle d'investisseurs et celui de téléspectateurs. Beaucoup ont cru qu'ils allaient utiliser l'antenne à leur profit. Nous n'avons pas le droit de favoriser une société de production parce qu'elle est la filiale d'un de nos actionnaires. Nous devons respecter les lois de la concurrence. Il est normal que des actionnaires nous apportent au sein du conseil d'administration leurs compétences et leur réflexion. Il n'est pas sain qu'ils interviennent dans les programmes. »

« Il faut réorganiser le paysage audiovisuel »

« Le gouvernement ne semble pas prêt à retirer aux chaînes publiques leurs ressources publicitaires. C'est une erreur grave et dangereuse. Plus de profit et meilleur le prix d'achat de la chaîne ? »

« Nous mettrons plus de temps à rentabiliser le capital investi. Mais n'oubliez pas que notre fonds de commerce prend de la valeur. TF1 restera pendant dix ans le leader des médias en France. En fait, il y a une chaîne généraliste de trop, comme le reconnaît le gouvernement. Il faudra bien résoudre ce problème. »

« Les Français reprochent à la télévision privée un manque de diversité dans les programmes et une invasion des écrans par la publicité. »

« Plus qu'un manque de diversité, je crois que les téléspectateurs réagissent au formidable glâchis de programmes. Six films à 20 h 30, c'est absurde. Voilà le résultat de cette concurrence entre cinq chaînes généralistes. Et c'est encore à cause de cette concurrence que La 5 tente d'attirer le chaland en programmant des films érotiques à 20 h 30 sans respect pour les convictions morales des téléspectateurs. »

« Il faut réorganiser le paysage audiovisuel sous le signe d'une meilleure complémentarité. Il y a place en France pour deux ou trois chaînes généralistes et deux chaînes cryptées. TF1 est une grande chaîne populaire qui doit offrir une distraction à tous les publics, un peu à la manière des veillées familiales d'autan. Antenne 2 pourrait, elle aussi, garder cette vocation tandis que FR 3 proposerait des programmes un peu plus difficiles pour satisfaire une autre catégorie de public. Quant aux autres canaux, ils devraient offrir une programmation plus thématique. »

« Sur la publicité, les réactions des Français sont plus nuancées que vous le prétendez. Si j'en crois les sondages, ils jugent les chaînes publiques trop commerciales mais ils ont accepté aujourd'hui la privatisation de TF1. »

« M. Adrien Gossyron, rapporteur de projets de loi sur l'audiovisuel au Sénat, propose de supprimer les concours publicitaires pour la première diffusion des œuvres de fiction et les auteurs socialistes lui emboîtent le pas. »

« C'est une aberration économique. TF1 perdrait 8 millions de francs par écran supprimé. Elle devrait renoncer à diffuser des films et à produire des fictions, ce qui serait une catastrophe pour l'industrie de programme. J'espère que les parlementaires auront la sagesse de ne pas compromettre ainsi tout l'équilibre de l'audiovisuel. »

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### Le lancement de TDF 1 ouvre la course à la télévision par satellite

Il est en orbite. Le satellite TDF 1, décidé en 1979 et programmé pour 1984, a quitté le centre spatial guyanais de Kourou, vendredi 28 octobre 1988, à 3 h 17 (heure de la métropole), sous la coiffe d'un lanceur Ariane-II. Dix-neuf minutes et trente secondes plus tard, TDF 1 se séparait d'Ariane, au terme d'un vol qui se résume en un seul mot : « Normal ». C'est, en effet, le seul adjectif qu'est à prononcer le directeur des opérations au cours des phases successives du vol.

Tout n'est pourtant pas terminé. Samedi, puis lundi, puis mercredi, trois poussées successives du moteur d'apogée circulaire ont permis à 36 000 kilomètres au-dessus de l'équateur. Puis le satellite dérivait pendant quelques semaines pour atteindre sa position définitive, à 19 degrés de longitude ouest. La responsabilité principale passera alors de l'Aérospatiale, qui a construit le corps du satellite, à Alcatel-Espace, réalisateur de la partie électronique. Les répondeurs seront mis en service, des essais de diffusion seront faits, on testera la qualité de la réception sur la vaste zone « arrosée » par TDF 1. Presque toute l'Europe et une partie du Maghreb pourront capter les émissions avec des antennes paraboliques, de 40 centimètres de diamètre, à Londres, à Munich ou Florence, de 1,50 mètre aux limites de la zone. Cela fait quatre cent millions de téléspectateurs potentiels.

C'était la vingt-sixième fois qu'un lanceur Ariane quittait Kourou, la huitième, après la longue interruption qui suivit l'échec du dix-huitième tir, la cinquième fois en cinq mois. Le tir eut lieu exactement à l'heure assignée et sa préparation ne fut entravée par aucun incident sérieux. Arianeespace a un carnet de commandes bien rempli et un calendrier de tirs très serré. Ses clients craignent évidemment l'échec, mais aussi l'incident significatif, qui entraînerait un retard des tirs suivants. La parfaite « chronologie » de ce vingt-sixième lancement est donc importante à leurs yeux.

M. A.

« Ouverture partielle des panneaux solaires de TDF 1 : vingt minutes après le décollage d'Ariane 2, c'est cette annonce qui a suscité le plus d'applaudissements à Paris, où pas moins de cinq ministres (MM. Quilès, Lang, Carrien, de Beaucé et M<sup>me</sup> Tasca), réunis pour la circonstance, ont salué en direct la réussite du lancement de ce premier satellite français de télévision directe. Soulagement normal : la défaillance de ces panneaux solaires a été à l'origine de la perte du satellite jumeau allemand TV-Seat 1, en novembre dernier. »

TDF 1 n'est certes pas encore tiré d'affaires. On ne saura que vers le 15 novembre si son fonctionnement est normal, les premières émissions expérimentales pouvant alors débiter avant Noël, même si la mise en service commerciale attendra le début 1989. Mais sa présence même en orbite met fin à une longue série d'attentes. Ce doit être, le 28 octobre, l'acte de naissance de nouveaux chantiers.

Tout d'abord, il faut savoir quels programmes seront diffusés sur les cinq canaux de ce satellite : la CNCL devra faire son choix parmi les candidats déclarés, une fois le terrain juridique (statut des chaînes cryptées et ébauche des cahiers des charges) déblayé par le ministère de la communication. A côté de la SEPT, chaîne culturelle publique européenne, et peut-être d'une chaîne publique allemande, devraient figurer des chaînes thématiques consacrées à la famille, au sport, voire au téléachat ou à la musique, que préparent Canal Plus, TF1 ou des câblo-opérateurs tels que la Générale des eaux et la Chaîne des médias. Ces chaînes pourront être cryptées à partir de fin 1989, quand les dispositifs de décryptage seront disponibles.

TDF 1 devra ensuite trouver des spectateurs. Pour une réception individuelle, le prix annoncé par les constructeurs tourne autour de 6 000 F (un tiers pour l'antenne, le reste pour le tuner et le décodeur des signaux D2 MAC) pour des matériels que Philips, Thomson, Grundig, Oceanic et Tonna comptent mettre sur le marché dès le premier trimestre 1989.

Enfin, TDF 1 - et son secours attendu TDF 2, si la décision de le lancer est prise - devront affronter la concurrence, qui s'annonce très rude. On estime en effet que, d'ici à trois ans, la capacité de diffusion par satellite sera de cent vingt chaînes au-dessus de l'Europe. Certes, TDF 1 est le plus puissant des satellites actuels, ce qui lui permet d'arroser toute l'Europe et ses quatre cents millions de spectateurs potentiels. Mais plusieurs concurrents ont des ambitions parallèles. Le luxembourgeois Astra sera lancé le 9 décembre prochain par Ariane. Parmi ses seize canaux, huit sont déjà loués : quatre à M. Rupert Murdoch pour son ensemble Sky télévision (une chaîne généraliste, une consacrée aux films, une à l'information et une au sport, en collaboration avec l'Union européenne de radiodiffusion), deux à un consortium scandinave, et deux à la firme britannique WH-Smith, qui compte diffuser ses chaînes Lifestyle (intérêts féminins) et Soccer-Sport (avec des déclinaisons en différentes langues, dont l'actuelle TV-Sport en français).

Plus tard, en 1989, viendront le satellite britannique BSB, avec trois chaînes commerciales, l'allemand TV-Sat 2 (de même technologie que TDF 1) et ses cinq chaînes germanophones, et le scandinave Tele-X. Enfin, à l'horizon 1990 apparaîtront des satellites de moyenne puissance

telles que la série Estelst 2. C'est d'ailleurs cette concurrence potentielle qui fait que les discussions actuelles sur les tarifs de location de TDF 1 prennent en compte un « prix du marché » autour de 35 à 40 millions de francs dans les premières années d'exploitation.

Car le premier atout de TDF 1 dans cette compétition, son antériorité, sera de courte durée. Son succès devra donc aussi reposer sur ses atouts techniques propres, et notamment son rôle de vitrine pour les nouvelles normes de télévision. La norme D2 MAC Paquet qu'utilise TDF 1 (les pouvoirs publics souhaitent d'ailleurs lui trouver un nom plus « commercial » et en tout cas plus symbolique des efforts européens) offre déjà des avantages en termes d'image (meilleure définition, absence de débordement des couleurs) et surtout de son (stéréophonie, multilinguisme). Elle doit surtout servir de passage vers la télévision haute définition, avec d'ici à quelques années des écrans larges et plats, accueillant des images d'une qualité proche du cinéma actuel.

Cette bataille pour la télévision haute définition, essentielle pour l'industrie européenne de l'électronique confrontée à la concurrence japonaise (le Monde du 15 octobre), ne prendra toutefois toute sa signification que si elle est relayée par un effort similaire dans les industries de programmes. C'est dans cette voie que s'engage le projet européen d'Enrêta audiovisuel.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

#### A l'occasion de la discussion du budget au Parlement

#### Préavis de grève dans l'audiovisuel public

Le début du mois de novembre pourrait voir une nouvelle flambée de contestations et de manifestations dans l'audiovisuel public. Plusieurs préavis de grève dans diverses sociétés ont été déposés par les organisations syndicales, afin d'attirer l'attention des parlementaires, qui entameront, le 4 novembre, la discussion du budget de l'audiovisuel à l'Assemblée nationale. Des négociations sont en cours avec le ministre de la communication, où le ministre délégué et M<sup>me</sup> Catherine Tasca devaient recevoir, vendredi 28 octobre, les organisations syndicales.

Cette fois encore, c'est Antenne 2 qui, conformément à ce qui avait été prévu lors de la reprise du travail - après la grève du début du mois d'octobre (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre) - a déposé le premier préavis pour jeudi 4 novembre. RFO (Radio-France Outre-Mer) a suivi. Les syndicats SNJ, SNJ-CGT et SJF-CFDT ont appelé tous les personnels de la société à cesser le travail à partir du lundi 31 octobre à 0 h pour une durée indéterminée, et espèrent voir aboutir les négociations sur le problème des pigistes et les disparités salariales internes et externes des journalistes.

FR 3 n'est pas en reste. Un préavis pour le 4 novembre a été déposé par le SNJ-CGT, qui estime que les « promesses gouvernementales ne sont pas suivies de décisions budgétaires ». Enfin, le SJF-CFDT et le SNJ de Radio-France internationale, qui ont déposé un préavis pour le même jour, protestent vigoureusement contre la répartition des crédits accordés à RFI dans la discussion du budget des affaires étrangères et parlent de « trahison de la parole donnée ».

(Publicité)

## IDATE

10<sup>e</sup> Journées internationales 16, 17 et 18 novembre 1988 - Montpellier

### COMMUNICATIONS : LES ANNÉES 90

avec le concours de la Fondation IDATE : Alcatel NV, Alcatel CIT, CDC, IBM France et de France Télécom

La perspective de 1992 qui focalise les énergies sur la résolution de problèmes quasi immédiats est le point de départ choisi pour amorcer un débat d'idées qui devrait permettre de bien situer les enjeux de la prochaine décennie. Résolument prospectives tout en s'appuyant sur une lecture attentive du présent, ces 10<sup>e</sup> Journées internationales seront l'occasion de confronter les points de vue et d'éclairer les choix qui vont dessiner le futur.

Enjeux, repères et stratégies seront traités avec une approche multimedia (télécommunication, informatique et audiovisuel) et multidisciplinaire (confrontation des points de vue économique, industriel, juridique, sociologique).

#### SESSIONS

##### COMMUNICATION

- Communication, mobilité et espace urbain.
- Le foyer électronique, les équipements.
- Communication, l'émergence d'une culture d'entreprise.
- Technologies de la communication.
- Du bon usage des technologies.
- Géopolitique de la communication.

Avec des intervenants de :

- BRIE (University of California), CCE-DG XIII, CCTT, CERGRENE, Compagnie Bancaire, CNUCED, France Télécom, FUNDESCO, IMEDIA International, LATTS, Matra Communications, MECELEC SA, NHK, SAMARIS, SEDES, SIMPROFRANCE, Ohio State University, Université de Paris VII, Université de Pau...

##### RÉSEAUX

- RNIS : premières applications.
- La maîtrise des réseaux.
- Les premiers pas de la communication large bande.
- Le réseau intelligent, concept et conceptions.
- Nouvelles fonctions, nouveaux réseaux.
- L'offre paneuropéenne de services de télécommunications.

Avec des intervenants de :

- Alcatel CIT, AT & T, BELL-CORE, Cap Gemini Sogeti, CENTRISA, CCE-DG XIII, CNET, CNRS, COGECOM, Communication Media Center, DEC, Face Finanziaria, France Télécom, GEISCO, Laboratoire GLAXCO, IBM France, IDATE, IFC Research, IRIS Media Consult, ISI, Matra Communications, Mission à la Réglementation Générale, OSITEL, Service SA, SEPT, SIP, Videoway...

##### AUDIOVISUEL

- Une nouvelle donne pour la télévision publique.
- Approches paneuropéennes dans l'audiovisuel.
- Le marché mondial des programmes audiovisuels, vers de nouveaux équilibres.
- Télévision et nouveaux téléspectateurs.

Avec des intervenants de :

- AZ, ARD, ASTRA-SES, BBC, CCIS, CNET, CNN International, CNRS, Eureka Productions, Eutelsat, FCR, INA, Institut de Sociologie de Bruxelles, M6, New-York Public Service Commission, AC NIELSEN, Publitalia, RAI, TV Sport...

#### TABLE RONDE

##### L'espace européen en question

avec la participation de représentants de : Alcatel NV, Beta-Taurus, Bright Star Communications Ltd, Canal +, CCE-DG III, ETSI, European Institute for the Media, France Télécom-DAI, IDATE, Institut des Télécommunications-Ecole Polytechnique de Varsovie, Media Europe, Mission à la Réglementation Générale, University of Stirling, WIK Bundespost.

Responsable scientifique : Jacques ARLANDIS

Responsables-inscriptions : Roland CASTANIER

IDATE, bureaux du polygone, F-34000 MONTPELLIER

Téléphone : 33/67 64 16 91 - Télécopie : 33/67 65 57 19 - Télex : 490 290

Monde  
S.A.

Maurice

سكوا من الأصل

# Le Monde SANS VISA

« Détective littéraire, je devais vite m'avouer que la filature de Paul et Virginie n'était qu'une couverture. Un prétexte à d'autres lectures. Et là, Maurice, île sur-littéraire, ne décevra personne. »



## Maurice sans Paul ni Virginie



par Jacques Meunier

Le drôle, dans la phrase de Malcolm de Chazal — « Ce pays cultive la canne à sucre et les préjugés », — est qu'elle participe à son tour du préjugé. Résultat : je suis parti pour l'île Maurice avec un préjugé surréaliste. Bien sûr, ce genre d'attitude met à la trappe bien des informations utiles aux voyageurs. J'oublierai très vite que Maurice, aux confins de l'océan Indien, fait 45 lieues de circonférence. Je confondrai bêtement les alizés du sud-est avec les cyclones du sud-ouest et j'ignorai longtemps le nombre de ses habitants : environ un million, soit l'une des plus fortes densités du monde après Hongkong et le Bangladesh. Pourquoi vouloir douter a priori de ce qui est écrit dans les guides touristiques et les encyclopédies ? Il suffit d'être pris dans un embouteillage entre Port-Louis, la capitale, et Curepipe, sur le plateau central, pour comprendre que l'on n'est pas dans une île déserte ! L'île Maurice cultive la canne à sucre, c'est vrai. Dès la sortie de l'aéroport de Plaisance, les



champs de canne défilent de chaque côté du taxi. « L'île Maurice est une mine de sucre à ciel ouvert », vous affirmez-t-on. « La moitié de l'île a une vocation sucrière, et la moitié de cette moitié appartient à quatorze familles... », vous glissez-on à l'oreille, au cas où vous confondriez performance économique — Maurice produit presque 1 tonne de sucre par personne et par an — et réalité sociale. Ensuite, le mieux sera d'aller piquer une tête dans les eaux bleues du lagon. Un vieux réflexe anti-exotique vous fera préférer

les filas aux palmiers m'as-tu-tu. Le filas, que l'on trouve sur la côte en quantité (et — à deux plus discrètes — dans le palais de Paul-Jean Toulet), n'est pas facile à décrire : imaginez un arbre en berne avec des cheveux d'aspargus. Baudelaire les appelle « arbres à musique ». Ils ajoutent aux pique-niques ensolés un zeste de mélancolie. M. Victor Charlier, voyageur du dix-neuvième siècle, affirme : « Le filas est plus beau, plus triste, que le cyprès. Un célèbre entre le ciel et la terre un hymen perpétuel, et il n'y a pas, on le sent bien en vieillissant, d'arbre

meilleur pour couvrir un tombeau. » Vous frissonnez ? Vous voilà cependant de plain-pied dans Paul et Virginie. Tout y est : l'hymen et le tombeau, ne manque que le naufrage... Les jugements sur le roman classique de Bernardin de Saint-Pierre, qui se déroule au nord de l'île et qui a fait pleurer plusieurs générations de cœurs sensibles, sont à présent d'une extraordinaire sévérité. Albert Camus, par exemple, en parle comme d'un « ouvrage proprement affligeant », et Etienne, universitaire et critique à la dent dure, le signale comme l'un des livres « les plus médiocres et les plus lus de la littérature française ». Vu de l'île Maurice, en srotant un cock-

tail d'ananas et de rhum, ce drame édifiant n'en mérite pas tant. Entre ce Paul — terriblement impubère — et cette Virginie — farouchement vierge, — l'affaire ne pouvait pas marcher. Reste que ce mélo préromantique, avec son strip-tease refusé, ressemble par quelque côté à l'île qui lui sert de décor. Bernardin de Saint-Pierre lui a taillé un mythe sur mesure. Il a su en faire un roman universel, car la mort et le sexe, problèmes de base de toute colonie de peuplement, s'y trouvent symboliquement inscrits.

### Tourtereaux tourmentés

Mon bonheur sera de découvrir, par hasard, un hommage inattendu aux tourtereaux tourmentés : enfoui dans les bougainvilliers, à l'entrée d'un lotissement à loyers modérés, un panneau indique simplement « Cité ouvrière Paul-et-Virginie ». Je vous épargnerai le pèlerinage sur les lieux du livre. Cela a été vingt mille fois fait. D'ailleurs, incapable de retrouver le tombeau de Virginie, (les Mauriciens, indépendants depuis vingt ans, ont désormais honte de la supercherie), n'ayant vu qu'à la jumelle la passe des Citronniers (lieu exact de l'épave du *Saint-Géran*) et traversé le village de Crève-Cœur au grand galop, mes impressions sont des plus sombres et des plus floues. Non, détective littéraire, je devais vite m'avouer à moi-même que la filature de Paul et Virginie n'était qu'une couverture. Un prétexte à d'autres lectures. Et là, franchement, l'île Maurice ne décevra personne ! Maurice (ex-île des Cygnes, ex-île de France) est une île sur-littéraire. Cela étonne d'autant plus que les hommes n'y vivent que depuis deux cent cinquante

ans et que le babélisme ambiant (on y parle une dizaine de langues — dont l'anglais, le français et le créole — et les religions s'y diversifient en trente cultes différents) ne favorisait pas la naissance d'une littérature locale. Sur quel lectorat s'appuyer lorsque l'on se trouve devant un public polyglotte, indifférent et morcelé ? Et les éditeurs peuvent-ils matériellement disposer de tous les caractères d'imprimerie qu'une telle entreprise exige ?

La meilleure réponse à ces deux questions se trouve dans les bibliothèques. Au dernier recensement, la littérature mauricienne comprenait deux cent vingt-cinq auteurs et plus de sept cent ouvrages. Les sociétés littéraires se sont multipliées depuis 1803, et il suffit de citer les noms de Robert Edward Hart, de Malcolm de Chazal, de Loys et André Masson, de Jean Fanchette, Edouard Maunick ou Marie-Thérèse Humbert pour comprendre qu'il ne s'agit pas d'auteurs médiocres. Sans parler des auteurs d'expression anglaise (comme Shaktantala Hawolder, Anand Mulloo, Deepchand Becharry), d'expression hindie (comme Abhimanyu Umthou), ou de langue ourdoue (dont A. W. Fouadun, traducteur de *Paul et Virginie*), ou de ceux qui publient en marathi, en télégou ou en tamoul.

### Peuple arc-en-ciel

La fierté multi-ethnique des Mauriciens, leur propension à chanter les vertus du peuple « arc-en-ciel », ou du « sang pluriel » ne doit pas cacher les clivages et les antagonismes toujours présents. Du Blanc au « Mozambique », en passant par le mulâtre, le *sinua*, le *malbar*, le roux, le *ti fey* et le *gris fey*, le concept de Mauricien moyen, parfaite synthèse de tous les composants, relève de l'absurde. (Lire la suite page 17.)

### Carnet de route

● Comment y aller ? Air France assure la liaison de Paris à l'île Maurice cinq fois par semaine. Les mercredi, samedi et dimanche, les vols sont équipés d'une classe « Air France Le Club », intermédiaire entre la première classe et la classe économique. Ce service, au départ de Paris, coûte 17 850 F aller et retour, et 17 810 F à partir de Nice. Air Mauritius propose trois vols hebdomadaires, dont un sans escale à partir d'Orly-Sud, qui ne dure que onze heures. Comme Air France au travers de Jet Tours et Jumbo, Air Mauritius pratique des tarifs « vacances » en basse saison qui sont très intéressants. Les mois d'octobre, novembre et décembre sont réputés les meilleurs dans l'île Maurice. Janvier, février et mars sont excellents pour la pêche. Les cyclones, de mauvaise réputation, ne sévissent que tous les trois ou quatre ans. ● Où loger ? Le voyage littéraire n'est pas incompatible avec la plongée sous-marine, le farniente et la gastronomie. L'île Maurice développe une politique touristique originale qui joue de l'inversion nord-sud des saisons. Les Français, avec trois heures de

décalage horaire, s'y retrouvent dans un milieu fraternel et francophone. Les chaînes d'hôtels se disputent les sites les mieux placés. Personnellement, j'ai expérimenté le Beachcomber Club, qui réunit le Méridien de Paradis et le Brabant), le Royal Palm et le Trou aux biches. Cela permet d'échanger votre location pour deux nuits, au choix, en fonction des disponibilités. Ma préférence ira au Paradis, qui affiche dans ses allées intérieures des gousches originales de Malcolm de Chazal ! Jet Tours propose des forfaits de huit à dix jours. Les prix vont de 10 450 F à 23 220 F en demi-pension, voyage compris, selon la saison et l'hôtel choisi (renseignements auprès de Jet Tours, tél. : 47-05-01-85). Pour les individualistes forcés (et surtout fortunés), il y a des possibilités de location de lofts, de bungalows et d'appartements en résidence, à partir de 500 F par jour. Il en coûte de 12 000 F à 17 000 F par jour pour occuper une maison coloniale, de six à huit lits, tout confort, avec piscine, yacht et domestiques... L'office du tourisme mauricien publie chaque année une grille des tarifs hôteliers. Renseignements :

bureau de l'information de l'île Maurice, 41, rue Yby, 92200 Neuilly, tél. : 46-40-37-44.

### ● Que lire ?

Pour s'orienter dans l'étonnante bibliographie des auteurs locaux, il faut consulter le beau travail de Jean-Georges Prosper, *Histoire de la littérature mauricienne de langue française* (Éditions de l'océan Indien, l'île Maurice). Malcolm de Chazal fera partie, bien sûr, de votre bagage. Les titres les plus accessibles sont *Sans pitié* (collection « l'imaginaire » Gallimard) et *Sans magie* (Lachenaël et Ritter éditions). Sur place, avec un peu de chance et une poignée de roupies, achetez aussi *Potrusmok* (éditions de la Table ovale). De nombreux voyageurs sont passés par l'île Maurice. Le mieux est d'en choisir deux d'époques différentes, histoire de découvrir ce qui perdure : Bernardin de Saint-Pierre a écrit un très célèbre *Voyage à l'île de France, 1768-1770* (La Découverte éditions), et Gérard Durrill, deux siècles plus tard, un petit livre savant et hétéroclite : *Golden Bets and Pink Pigeons* (Fontana-Collins). La guide publié par les éditions Jeune Afrique est pratique et bien écrit. *L'île Maurice : son peuple, ses cultures* (éditions Aro-en-ciel), est une tentative estimable d'approche différente du tourisme.

## EXPLORATOR EXPEDITIONS

Du Sahara au Tibet, de l'Éthiopie à l'Amazonie, du Yémen au Guatemala, du Mali au Groënland...

### CENT ITINÉRAIRES INÉDITS

BRICHOURE 1988. GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE  
EXPLORATOR 16, PLACE DE LA MARÉCHALE THOISSAND  
TÉL. (1) 42.88.88.84

Nom, Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

# LA TABLE

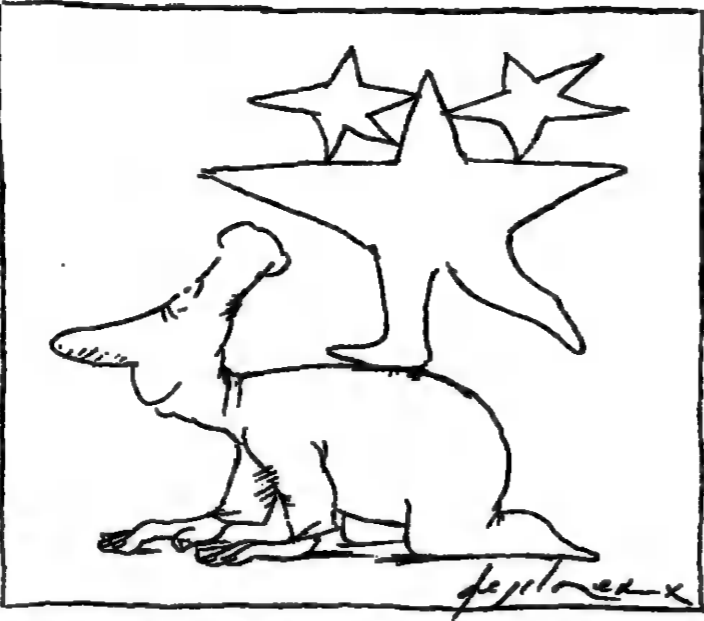
## « Point ne leurre »

**TRADITION et Qualité :** ce n'est pas une chaîne au sens « hôtelier » du mot. Pas même tout à fait un groupement. Disons une amicale union de restaurateurs (soixante-dix environ, à travers le monde) et ayant de leur métier cet amour impliquant à la fois sagesse, rigueur, recherche de la qualité. Ne nous égarons point alors d'y trouver Paul Douce et Lasserre, Wynans (du *Coucou chez Sol de Bruxelles*) et Witzmann (de *L'Aubergine de Munich*), etc... naturellement *La Tour d'Argent*.

Car la cuisine, la vraie, c'est cela : qualité du produit, qualité de ses accommodements, et surtout, n'en déplaise aux sots, tradition.

Ici, je veux dire à *La Tour d'Argent* (n'oublions pas la devise dont elle s'honore : « Point ne leurre »), la tradition n'est point seulement le célèbre canard (il en est à son 75000<sup>e</sup> exemplaire), mais bien d'autres plats que Manuel Martinez, son nouveau chef, a su conserver, les conjuguant à ses surprises improvisations.

Les canards de *La Tour d'Argent* viennent d'un élevage proche, les marais vendéens, et de Challans (autrefois on disait « canards nantais » parce que expédiés depuis la gare de Nantes). Marais alimentés



en eau par les canaux descendant de la Loire et du lac de Grand-Lieu, c'est ce que ce diable de Claude Terrail appelle une « nourriture trois étoiles ». Manuel Martinez se sent à présent parfaitement à l'aise, dans l'ombre du Grand Frédéric, « inventeur » dudit canard il va y avoir un siècle bientôt. Tout autant qu'avec le foie gras des Trois Empereurs, le homard Lagardère, et... ses plats « à lui », car, ainsi que le disait Jean Cocteau, « la tradition est un mouvement perpétuel ».

N'est-ce pas ce qui conduit Claude Terrail à se remettre perpétuellement en question ? A faire creuser, sous la première, une seconde cave aux prestigieuses bouteilles, interprètes combien vedettes du spectacle son et lumière ? Ou encore de faire installer, sur le toit, un « jardin secret », qui sera, le printemps revenu, un supplément au programme ? Si j'écris « programme », c'est justement parce que, surtout le soir, leur visage grave caressé de lumières dans l'ombre de la salle, sur le petit théâtre de *La Tour*, les canardiers font de la préparation du canard à la presse un véritable spectacle.

Ce spectacle, les membres de Tradition et Qualité l'auront sans doute eu, l'autre dimanche, à la suite de leur annuelle réunion plénière. Manuel Martinez et Claude Terrail leur ont offert un « menu Cocteau ». Et par ce que l'auteur des *Enfants terribles* disait aussi de la tradition : « Elle avance, elle change, elle vit », le menu, après la « parade » des amuse-bouche, proposait, entre autres, un homard Diaghilev, des côtes d'agneau Anna de Noailles, la salade Petrouchka et la poire « A l'amie Colette », avec bien entendu des aiguillettes de caneton *Tour d'Argent* à la gelée de porto.

Car, si la qualité doit demeurer intangible, la tradition, vivante, doit — c'est encore un mot de Jean Cocteau — « se maintenir à la manière de l'époque ».

LA REYNIÈRE.

## MIETTRES

• Un nouveau « pur malt ». — Plus exactement une nouvelle bouteille, le single malt de Balvenie Founder's Reserve. Dix ans de vieillissement, partie en fûts ayant contenu du whisky, partie en fûts ayant contenu du vin. Une merveille pour les connaisseurs.

• Associations pour le respect des traditions fromagères françaises. — L'ARTIF qui anime Marie-Anne Carrin réclame justement des pouvoirs publics la défense et la promotion des fromages traditionnels opposés à ceux, de plus en plus nombreux, de fabrication industrielle et portant le même nom.

• Unis 7. — Sept restaurateurs alsaciens (*Le Crocodile* et *Büheliesel*

à Strasbourg, *L'Ecriveuse* à Brunath, *L'Auberge du Cheval Blanc* à Lembach, le *Caré* à Martenheim, le *Parc à Obernai* et *L'Auberge du Kochersberg* à Landersheim) viennent de s'associer pour créer la carte Unis 7 permettant à leurs clients porteurs de ladite carte (prix : 150 F par an) le prélevement automatique sur le compte bancaire du titulaire ou le paiement mensuel, la possibilité de commander par téléphone des spécialités régionales, un service traiteur, etc.

• Michelin. — Un lecteur me fait souvenir qu'en 1955 on pouvait lire dans ce guide célèbre : « Pas de

publicités payées dans ce guide. » Et plus loin, vis-à-vis de la page Biarritz : « Pour être inscrit au guide Michelin, pas de piston, pas de pot-de-vin. » Et il se demandait pourquoi ces phrases ont été supprimées.

• Lecteurs pas contents. — De l'*Hôtel du Commerce* à Castellane : à la carte une « trilogie des mers en profiteroles », mais un service inexistant. De *Bofinger* dont ils critiquent et la cuisine et le service.

• Jacques Herbin. — Nous l'avons connu chef (et bon cuisinier) au *Vieux Berlin*, il est présent au Sulky, le restaurant de l'hippodrome de Vincennes.

PS. — « Qualité et Tradition », ce pourrait être la devise du *Fouquet's*. Et l'on peut se réjouir de ce que l'Association pour la sauvegarde culturelle de Paris, que préside Maurice Cazanove, de l'Institut, vienne d'obtenir de M. Jack Lang, ministre de la culture, la sauvegarde de cette maison au titre nouveau de la protection des lieux de mémoire. Les nombreux lecteurs de *Monde* qui, à la suite de mon SOS, ont écrit au comité s'en réjouiront les premiers. Et puisque Tradition et Qualité il y a, cette association s'honorerait d'accueillir dans son sein le *Fouquet's*.

## SEMAINE GOURMANDE

### Guy Savoy

Ce n'est pas une découverte mais, à l'occasion de sa nouvelle carte d'automne, comment ne pas saluer en Guy Savoy un cuisinier de qualité, bien dans sa peau. Et bien dans son cadre en cette nouvelle maison (les anciens tristes Bernardins heureusement transformés), à l'accueil souriant, au service exemplaire et à la superbe cuisine.

Des classiques (comme le foie gras de canard, le saumon fumé aux blinis au genièvre, le turbot grillé sur sa peau, le rôti de bœuf poivrade) et des trouvailles (tels le crème de lentilles et langoustines, les filets de rougets poêlés jus au foie, le pigeon breton « poché grillé » et son gâteau d'abord au jus). Avec aussi les excellents fromages de Dubois (rue de Tocqueville) ajoutés aux Saint-Marcellin expédiés de Lyon par La Mère Richard. Avec — je l'oublie — en amuse-bouche, un service de petites bouchées merveilleuses, servies une à une. Avec enfin des desserts (ils peuvent, bonne initiative, être servis en demi-portion et plusieurs services). La carte des vins est « en situation ». Pour moi, le Saint-Joseph 1986 de M. Grippe accompagne aussi bien les escargots en crustacées que les pommes boulangères et côpes et les fromages. Plusieurs menus et la carte (compter 500 F, mais il s'agit d'une fête !).

• GUY SAVOY, 18, rue Troyon, 75001 Paris. Tél. : 43-80-38-22. Fermé samedi et dimanche. Salon 30 couverts. Volantier. Carte bleue.

Cyrrél. Avec son jeune mari, Jean-Claude Delour, cette élève de Christiane Messia propose ici carte et menus (130 F au déjeuner et 230 F au dîner) : une cuisine de sagesse et d'imagination.

Chiffonnade de haddock cru citron vert (89 F), saumon norvégien fumé crème au paprika (75 F), duo de foies gras frais (oie et canard) avec un verre de Montbazillac (82 F), croutin rôti avec œuf de caille à cheval (46 F), site de rais crème de menthe (75 F), choucroute de poissons astragolé et son verre de bière (75 F), ris de veau aux morilles (104 F), rognon de veau moutarde de Meaux (92 F), faux filet grillé et sa couverture de cressons poêlés (75 F), etc. Honoraires fromages. Beaux desserts de famille. Honorés carte des vins. Service souriant de Cécile. A la carte compter 200-250 F.

• LE BEUDANT, 97, rue des Dames, 75017 Paris. Tél. : 43-87-11-20. Fermé le lundi. Salon 424 couverts. Parkings : rues Laboulay et Villiers (mais attention, ce dernier inexplicablement est fermé à 22 heures !). Carte bleue. Chiens acceptés.

• ARISTIDE, 121, rue de Flandre, 75017 Paris. Tél. : 47-63-17-83. Fermé le dimanche. L.R.

**SUISSE LA BONNE ADRESSE**

ALSAISSE  
**HOTEL VICTORIA**  
R. HAEBERLI, PROPRIÉTAIRE

100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chambres avec radio, TV, ligne téléph. direct. Service 24 h sur 24. Bar, et salles de conférence de 10 à 60 places. 46, av. de la Gare - tél. 1961/21/30-67-71 - Tél. 28844 R. HAEBERLI, PROPRIÉTAIRE

**RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE**

COTE D'AZUR  
MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES ÉTÉ - HIVER  
Demandez notre catalogue photos Agence Amante BP 175 06505 MENTON CEDEX Tél. : 93-57-69-69.

MEGÈVE/MONT-D'ARBOIS  
près du tron n° 2 du golf à vendre APPARTEMENT magnifique 2 pièces 50 m<sup>2</sup>, terrasse + jardin + garage + cave + casier à skis. Cuisine équipée. Prix : 950 000 F. Tél. : (16) 50-93-67-31.

**ÉGYPTE EDEN le spécialiste**

Bénéficiez de l'expérience et du savoir-faire de notre équipe Franco-Egyptienne à Paris, au Caire, à Louxor... en place depuis plus de dix ans.

• **VOLS DIRECTS**  
Pour Louxor et Le Caire, afin d'arriver en forme et consacrer plus de temps à vos découvertes.

• **PRESTATIONS DE PREMIER CHOIX**  
- Bateaux luxueux flambant neufs pour une croisière de confort.  
- Hôtels tels le Méridien, le Sheraton, l'Hyatt.  
- Guides conférenciers de haut niveau.

• **QUALITÉ/PRIX**  
Grâce à notre volume d'achat et notre réputation, nous avons pu négocier des conditions tarifaires exceptionnelles.

• **CROISIÈRES**  
- Croisière Haute-Égypte, 9 jours, 5 640 F.  
- Croisière Des Dieux, 9 jours, 5 980 F.  
- Le Fleuve Dieu, 9 jours, 8 405 F.  
- Croisière pharaonique, 12 jours, 10 510 F.

**TERRES EXOTIQUES**  
Nous vous proposons aussi notre « cocktail de terres exotiques » :  
- Océan Indien, L'île Maurice ou Seychelles, 7 345 F.  
- Cuba, la perle des Caraïbes, 6 995 F.  
- Thaïlande, circuit évasion Thal, 4 035 F.

Renseignements et demande de brochure :  
**(1) 42-96-88-11**  
et dans toutes les agences de voyages.

M M<sup>m</sup>  
Adresse .....  
Code postal .....  
Ville .....

Pour recevoir le catalogue renvoyer ce coupon à EDEN, 11, rue Molière, 75001 Paris. LICA 1420

## VACANCES-VOYAGES

**HÔTELS**

**Campagne**  
CHAUMONT-SUR-THARONNE  
**HOTEL\*\*\* RESTAURANT\*\*\*\* LA CROIX BLANCHE**  
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE  
Tél. 54-88-55-12  
Relais gastronomique.

**Côte d'Azur**  
NICE  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*424N  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-63-56 - Tél. 478-418.  
TELECOPIÉ : 93-16-17-99.

**Montagne**  
05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc régional, site classé, Stat. village. Piste, font. Plus les comas, 2800 m.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
**GRILL ET CHAMBRES-STUDIO**  
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.  
Spécial Noël 12 j. 2500 F.

**Provence**  
**DROME PROVENCALE**  
4 heures de Paris par TGV (Montélimar). Site except. Micro climat. Idéal repos, promenades, sports. Cais à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque. Club grand confort. Séminaires. Prix d'hiver.  
**AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES**  
26110 NYONS. Tél. 75-26-12-89.

**Paris**  
SORBONNE  
**HOTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

**Haie**  
VENISE  
**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES\*\*\***  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.  
Réservation : 41-52-33-333 VENISE.  
Télex : 411150 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonio, télécopieur : 041-520 37 21.

**Suisse**  
LEYSIN 1400 m. Alpes Vaudoises  
**HOTEL SYLVANA\*\*\***  
Skis au pied de la porte. Situation panoramique. Chambres tout confort. Pens. compl. dès 75 FS (env. 310 FF). Fax. BONTEL. CB-1254 LEYSIN. Tél. 19-41/25/34-15-36.

**SAINT-MORITZ (ENGADINE)**  
**KULM-HOTEL**  
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif. CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51 Fax 82/3 27 38, Tx./RS 21 72.

**ZERMATT**  
**PARKHOTEL BEAU-SITE\*\*\*\***  
Moderne. Piscine. Sauna. Arrangements spéciaux  
Tél. 1941/29/67 12 71  
CH 3520 ZERMATT TX 472 116.

**TOURISME**  
**HOME D'ENFANTS A LA MONTAGNE**  
(Vaux-Doubé, alt. 900 m., pres. frontière suisse). Vacances Toussaint, Noël, Pâques, Yves et Liliane accueillent vos enfants dans ancienne ferme du XVII<sup>e</sup> s. confortab., rénovée, câbles 2 ou 4 avec a. de la. Située au milieu des pâturages et forêts. Capacité volontairement limitée à 15 enf. Ambiance familiale et chaleureuse. Activités : tennis, ski de fond, jeux collectifs, fabrication pain, peinture sur bois.  
1450 F TOUSSAINT (semaine)  
1690 F NOËL, FÂQUES (soit de fond).  
Tél. (16) 81-38-12-51.

## Aux quatre coins de France

**Vins et alcools**

CHAMPAGNE de qualité.  
Cuvée du Récepteur brut  
Millésime 1982. Tarif sur demande.  
Vente en bottles de 60 cl. Direct de la propriété. Champagne de Récepteur Dabot, F & C 13 rue Alexandre à VITTEL, 51200 SPENAY - Tél. : 36-68-40-37.

MERCUREY A.O.C. Vente directe  
propre  
12 bouteilles 1984 : 460 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE. - Tél. 36-47-13-94.  
Louis Mercurey, viticulteur, 71600 MERCUREY.

GRANDS VINS DE JURANÇON  
**CHATEAU DE ROUSSE**  
Direct. du propriétaire au consommateur. Qualité et millésime en son et moelleux.  
J. LABAT-LABONNETTE, 64100 JURANÇON. Tarif sur demande.

SAUTERNES 1<sup>er</sup> GRAND CRU  
CHATEAU LA TOUR BRANCO  
BOMMES 33210 LANGON  
Tél. : 56-63-61-55  
Tarifs sur demande. Vente directe  
Nouveaux millésimes en vente 1986

**CHYPRE**

PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Cet hiver, découvrez Chypre et, sous son fidèle soleil, les merveilleux trésors du passé : ruines et mosaïques gréco-romaines, fresques byzantines, églises gothiques et citadelles imprenables de l'époque des Lusignan... Un voyage fascinant à travers le temps.

Le confort des hôtels, le raffinement de la gastronomie et la gentillesse légendaire du peuple chypriote, contribueront aussi à rendre votre séjour inoubliable.

Reservations  
chez votre agence de voyage  
ou directement à CHYPRE  
PARC DE TOURISME DE CHYPRE  
PARC DE TOURISME DE CHYPRE  
TEL. (16) 44 44 44 (4 lignes) 24 heures  
11, rue de Valenciennes, Paris

**CHYPRE**  
LE PAYSANCIER A 4 PAGES DE CHYPRE  
VOYAGEZ AVEC LES ANGES DE CHYPRE APARTIS 78

...rice sans P

...des années de...  
...de la...  
...de la...

Big Ben Tours

سكوا من الأصيل



Maurice sans Paul ni Virginie

(Suite de la page 15.)

Le Mauricien est un « citoyen réciproque », pour reprendre la belle expression d'un instituteur d'origine samoué qui, tous en douteur, sans trapper les mots, ajoute : « Les écrivains mauriciens ont fait d'un handicap une vertu : comme si, à défaut d'autochtones, la tâche leur revenait de combler un vide mythologique... »

Monde complet, l'île — par sa taille — semble grossir les rapports entre les hommes et entre les choses. Elle les favorise aussi. Notez d'ailleurs comment Bernardin de Saint-Pierre, qui y séjourna deux ans et quatre mois, mit en relief le jeu des harmonies dans ses Etudes de la nature ; comment Baudelaire, qui y fit une brève escale de dix-neuf jours, en tira des poèmes où correspondent les sons, les parfums, les couleurs ; comment Malcolm de Chazal, enfin, natif de là-bas, y perfectionna, à partir de simples sensations, son don de « triple vue ». L'auteur de Sens plastique, de Sens magique et de Petrusmok, avoue : « Je suis sûr que je n'aurais pu produire mes œuvres ailleurs qu'à l'île Maurice. Le corps de ce pays et le corps de mon esprit font un. Le mythe est vital chez moi ici même, à cause des inter-échanges. »

Voici peut-être le secret le mieux gardé de l'île Maurice : rien n'échappe au tout. Vous êtes au centre d'un vortex naturel et culturel, un tourbillon d'impressions, un ordre généralisé. Cela peut paraître prétentieux et grandiloquent de la part

d'un simple curieux venu d'Europe, mais après Bernardin de Saint-Pierre, Baudelaire et Malcolm de Chazal, tout est permis. D'autant que bien d'autres surprises vous attendent...

Ainsi, vous apprendrez que le dodo — Raphis cucullatus — oiseau dodu qui avait disparu à volée et qui disparut vers l'an 1710 (dans la marmite des Hollandais), n'a laissé qu'un seul vestige : un squelette, opportunément retrouvé à l'endroit même où l'on traçait la piste centrale du terrain d'aviation. Vous courez au musée pour en voir la réplique en plâtre et vous vous cassez le nez sur un avis énigmatique : « Le musée est fermé en raison des pluies. » Resto donc à rentrer à l'hôtel en promettant de relire un jour Alice au pays des merveilles, où vous retrouverez le plus célèbre dodo de la littérature.

Darwin aussi

Darwin, qui passa dans l'île en mai 1836, rata, lui aussi, le dodo. Cela ne l'empêcha pas d'aller au théâtre, de s'étonner du nombre des librairies, de ramener quelques théories sur les formations volcaniques, d'examiner des coraux et des blocs de lave, et de s'exclamer : « Comme je serais heureux de passer ma vie ici ! ». Il signale la présence de huit cents Indiens, condamnés de droit commun, et termine son séjour par une promenade assez cocasse : « Le capitaine Lloyd possède un éléphant, il le met à notre disposition pour que nous puissions faire un voyage à la mode indienne. Le fait qui me surprend le plus, c'est que cet animal ne fasse aucun bruit en marchant. Cet éléphant est le seul qui se trouve actuellement dans l'île, mais on dit qu'on va en faire venir d'autres. »

Aujourd'hui, les Indiens représentent 70 % de la population, et, malgré mon ardeur à visiter les zoos, je n'y ai pas rencontré le moindre éléphant. D'où je conclus que le transfert des technologies ne suit pas forcément les migrations.

A. W. Owadally, le conservateur des forêts, qui connaît toutes ces histoires et bien d'autres encore, est prêt à répondre « à toutes mes questions et à tous mes desirs ». Formule de politesse que j'ai l'impolitesse de prendre au pied de la lettre. C'est simple : je veux voir quelque chose d'unique ! « Pas de problème. » Un clin d'œil au chauffeur, et la jeep démarre, fait une boucle de 100 mètres dans le jardin botanique de Carepipe, et s'arrête net devant un palmier. « Voilà ! », me dit-il, triomphant.

Voilà quoi ? « Ce palmier, là devant vous ! C'est le Hyophorbe Americana. Il fait 6 mètres de haut et 14 centimètres de diamètre. » Devant ma mine déçoute et mon peu d'empressement à sortir l'appareil photo, il précise : « Vous voulez quelque chose d'unique ? Eh bien, cet Hyophorbe Americana est, à ma connaissance, le dernier exemplaire qui existe au monde ! - Inutile de le dire : il le soigne comme un bébé, et je l'ai photographié. »

Le cœur du poète

Plus tard, alors que nous roulons dans la forêt de Maccabé, dernier refuge de la faune et de la flore autochtones, A. W. Owadally, qui a deviné l'axe imprévis de mon voyage, me conseille : « Vous devriez vous intéresser au cœur de notre grand poète R. E. Hart. Vous savez, celui qui avait une maison de corail sur la plage de Souillac et qui fut l'ami de Malcolm de Chazal et de Georges Duhamel... »

Renseignement pris, l'affaire vaut la peine : le poète est mort d'une thrombose, et, peut-être parce qu'il avait écrit Epitaphe pour un cœur, on conserva le sien dans le formol. Ce cœur passa de main en main. On suggéra finalement de le placer dans une urne à l'entrée de la mairie de Port-Louis, mais l'idée ne fit pas l'unanimité. Alors, pour plus de sécurité, on l'a coulé dans un bloc de plastique. Owadally m'avait dit : « Si vous réussissez à le voir, songez

à ce vers du poète : Se taire et, seul, dans l'infini, s'ensevelir. »

Monsieur le conservateur des forêts, dont il faut louer la curiosité, la culture et l'humour, me suggère aussi d'aller faire un tour à la Montagne longue. Là est née une science incertaine et hautement poétique : la sauvegarde, ou l'art de percevoir les navires à grande distance. MM. Feillafé et Bottineau, qui mirent au point cette technique, s'illustrèrent en novembre 1810, car ils signalèrent l'arrivée imminente d'une escadre anglaise. Personne ne les crut. Conséquence historique : deux jours après, l'île de France était investie par les Anglais et devint l'île Maurice.

Le procédé de MM. Feillafé et Bottineau n'a jamais été révélé, mais plutôt que de s'en moquer — ne faudrait-il pas vérifier si, dans certaines conditions physiques, la lumière ne peut se déplacer selon une ligne courbe ? Comme saint-Brandan poursuivant des mirages pour retrouver l'Amérique, nos deux inventeurs n'auraient-ils pas, sans le savoir, utilisé un certain type d'anomalie ?

Voilà. Je n'ai pas parlé du jardin des Pamplemousses, de la pêche au gros, des danseurs de séga ou des tumulus de pierre volcanique. J'ai snobé les terres de couleur de Chamarel. Je n'ai rien dit des salles de cinéma à l'abandon que l'on reconstruit en fabriques, et des videoclubs qui, dans les plus petits villages, s'installent à côté du temple hindou, de la mosquée et de l'église. Je n'ai même pas eu le temps de glisser un mot assassin sur ces battues au cerf avec leurs chasseurs perchés dans des miradors. J'ai raté l'occasion de citer les slogans anti-apartheid écrits, ici et là, en langue créole.

J'ai même négligé Mark Twain, Joseph Conrad ou Max-Pol Fouchet, qui sont tous passés par là avant moi. J'ai sacrifié mon poète mauricien préféré, Jean Erenne. Je n'ai pas su glisser un mot sur l'histoire cosmopolite de l'île et sur les illusions successives de l'économie : « On a d'abord antillisé l'île, on



Il voulait ensuite l'hawaïiser, et maintenant on voudrait la singapouriser », m'avait pourtant courageusement confié Pradeep Daby, journaliste au Deff...

18 h 45, il reprenait un thé, et, vers 19 h 45, un café. A 20 heures, il commandait une soupe et un plat (il adorait les brèdes, plantes cuites à l'étouffée, et le rougail, sauce où mijotent du poisson salé, des queues d'oignon ou de la viande salée). Après une autre glace et un autre café, il repartait en taxi à 20 h 45.

Curieux bonhomme. Avec ses lunettes et son chapeau, avec son pendule pour détecter le pétrole et ses passes magnétiques pour guérir les migraines, il a toujours été tenu pour un faroucé et un excentrique : alors, pourquoi, aujourd'hui, alors qu'il est mort en octobre 1981, ne peut-on faire un pas dans l'île Maurice sans penser à lui ?

JACQUES MEUNIER.

quatre coins de France

CHATEAU DE ROUE
MAYAC

HYPRE
MAXIMUM DE SOLEIL
CHYPRE

Pour vos vacances de neige découvrez la Finlande et la Laponie
Vacances en auberge, à la ferme, en hôtel, randonnée à ski, safari en scooter des neiges, pêche à travers la glace...
Des vacances exotiques dans une nature authentique.
1 SEMAINE AU DÉPART DE PARIS
L'auberge de URTHONHOVI 4930 F
La ferme de l'éleveur de rennes à partir de 6290 F
L'hôtel OUNASVAARA à partir de 6940 F

à pied, en 4x4 et sous les étoiles SAHARA - KENYA
Maroc, Mali, Turquie, etc...
Doc. 50, av. des Ternes 75017 Paris - 43.42.45.45
NOMADE

VOLS RÉGULIERS QUOTIDIENS L'AMÉRIQUE DU NORD AUX COURS LES PLUS BAS
2690 F PARIS-NEW YORK - A/R
4290 F PARIS-LOS ANGELES - A/R
ANY WAY
6, rue du Tréport 75004 PARIS. 40.27.80.40
VISAGES DU MONDE 43.29.63.10.

324 F. Un week-end en Angleterre avec votre voiture.
Avec Big Ben Tours, profitez de cette offre exceptionnelle : une croisière en les cars géants de P & O European Ferries et une nuit d'hôtel en Angleterre (à Londres ou dans les auberges-pubs à la campagne) à partir de 324 F seulement par personne.
Contactez votre agence de voyage ou Big Ben Tours. Tél : 42.66.40.17.
Big Ben Tours
P&O European Ferries (France) S.A.

CUBA. LES CARAÏBES PLEIN SOLEIL.
Magia
8 JOURS A PARTIR DE 5210 F.
La magie de vivre à 26°. Venez vous dorser toute l'année au soleil de Varadero, à Ancon ou sur les rivages vierges de Cayo Largo, en plein cœur des Caraïbes. Ouvrez votre cœur au charme des gens, à la chaleur de la Salsa dans les fêtes populaires et dans les nuits féériques du Cabaret Tropicana. Percez les mystères de la culture noire. Allez à la rencontre du passé dans les rues pavées des vieilles villes coloniales. Venez découvrir la magie d'une vie nouvelle.
Laissez-vous envoûter ! Plein soleil. A Cuba.
OFFICE DE TOURISME DE CUBA, 24, Rue du Quatre Septembre, 75002, Paris. Téléphone: (1) 47 42 54 15. Telex: 213 709.

# JEUX

## échecs

N° 1304

POUR LE PLAISIR

(3<sup>e</sup> Coupe du monde, Noyahat, octobre 1988)

Blanc : M. TAL  
Noir : J. SPELMAH  
Défaite : Pto.

1. f4  
2. f4  
3. Cc3  
4. Rf2  
5. Cc3  
6. f4  
7. f4  
8. f4  
9. f4  
10. Cc3  
11. Cc3  
12. f4  
13. f4  
14. f4  
15. f4  
16. f4  
17. f4

Ch6; 11. dx65, Fx65; 12. e4, 46; 13. e5, Fx65; 14. axb6, Fx65; 15. Td4!  
b) Après 7. dx65, dx65; 8. Dx68, Txd8; 9. Fd3, b6; 10. Tt-d1, Cx6 (et non 10... Fd7; 11. Cc5, Cx8; 12. Cx7, Cx7; 13. f4! comme dans la partie Gufeld-Kata Raschvili de Gori, 1971); 11. Txd8, Cx8; 12. Td1, Fb7 les Noirs n'ont rien à craindre. L'avance du pion équivaut au système Benoni, à l'instar de la trente-deuxième partie du match Karpov-Korchnoi de Baguio, 1978.  
c) On 7... Fg4; 8. Cd2, Fx62; 9. Dx62, Cx6; 10. Cx4, Cx7; 11. e4, a6; 12. a5, Cd7; 13. Cx4, Cx5; 14. e5, Dg7; 15. Ff4, Td8; 16. Td1, e5; 17. dx66, Td6; 18. Dd3 et les Blancs ont mieux (Tukmakov-Georgades, Decin, 1977) on 7... e6; 8. Fg5!  
d) D'autres possibilités sont 8. Cd2 et 8. Ff4.  
e) Le blocage des pions de l'aile - D comprise par 9. e4 est ici une règle générale mais l'ancien champion du monde poursuit imperturbablement son encerclement de la case e5, attendant peut-être la suite 9... a6; 10. a4 ou aussi l'attaque 9... b5.  
f) Les Noirs estiment qu'ils n'ont pas besoin de préparer l'avance du pion h.  
g) Et non 10. Fxb5 à cause de 10... Ch5! avec gain d'une pièce.

### NOTES

a) Un moment important dans le système classique de la « défense Firo », les deux variantes principales des Noirs étant 6... Fg4 et 6... c6. De nombreuses idées ont été essayées avec plus ou moins de bonheur par les Noirs; certaines ont été éliminées comme Cc7, D7 à cause de 7. f5, Cc8; 8. Ff4 ou 6... Cx7; 7. Td1, e5; 8. e5 ou encore 6... e7; 7. dx65! dx65; 8. Dx68, Txd8; 9. Cx65, Cx64; 10. Cx64, Fx65; 11. Fg5! On trouve dans la partie Spelman-Nunn (Birmingham, 1976) le coup curieux 6... e6, avec la suite 7. f5, Cf-d7; 8. Fg5, f6; 9. Fd3, Fx65; 10. Cg5,

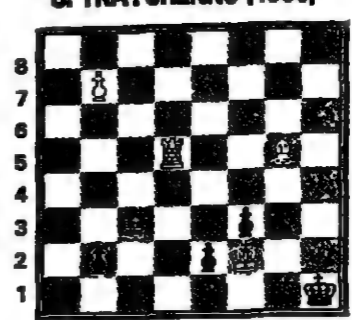
h) Léger avantage aux Blancs qui peuvent déjà une pression sur le pion a7.  
i) Si 13... Ch5; 14. Fg5!  
j) Les Noirs ont du mal à trouver un plan satisfaisant et vont tenter d'alléger la pression par l'échange des F de cases blanches.  
k) Si 19... b6; 20. Cx4, Cx64 (20... Ch5; 21. Fb2, Fx62; 22. e3, Td-c3, Td-b3; 23. Cx66!); 21. Cx64 menaçant 22. Fx66 et la défense 21... g5 représente un grave affaiblissement. D'ailleurs pourquoi les Noirs chasseraient-ils ce C qui ne menace rien, du moins en apparence?  
l) Un peu passif, 19... e4 est antipositionnel et crée la case d4 mais sans aucun doute mieux.  
m) Les manœuvres de la D noire (Dd6-Dd7-Dd6) n'ont abouti qu'à renforcer la pression des Blancs sur la case e7.  
n) Après 22. Cx3, la position des Noirs reste désastreuse mais le style de Tal est unique, concilie la beauté du geste, l'efficacité et le plaisir.  
o) Si 22... Ch5; 23. Txd7!  
p) La beauté du coup intermédiaire.  
q) Avec la menace imparabre 26. Fd6 (à 25... Td8; 26. Txd7!).

r) Menaçant mat par 27. Fx67+!; 28. Rf2, Cxd5 (26... Dxd5); 27. Fx67+!  
s) Si 27... Td6; 28. Tt3+, Ff6; 29. Fx76+, Cx76; 30. Dx16+ etc.  
t) On 29... Fx67; 30. Tt7+, Rb8; 31. Dx66 on 29... Cx67; 30. Tt6; 32. Dx66.  
u) Fin de la combinaison qui a duré onze coups: les Blancs ont récupéré le C sacrifié et obtenu une position de mat, outre deux pions de plus!

n° 1301. Nous leur adressons toutes nos excuses. Le diagramme était incomplet. Il convient d'ajouter un pion noir en h 5, après quoi la solution publiée est correcte.

### ÉTUDE N° 1304

S. TKATCHENKO (1986)



BLANCS (4) : Rf2, Td5, Fg5, Fv7.  
NOIRS (5) : Rh1, Fc3, P62, e2, f3.  
Les Blancs jouent et font mat.

### SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1303

V. BRON, 1927.  
(Blancs : R63, T65, Fb8, P45, et F4. Noirs : Rb4, P4, d7, e7, h2).  
1. Ff6+, Rg4! (et non 1... e6 à cause de 2. Tg8!); 2. e6, Rg6 (si 2... h1=D : 3. Tg5+, Rg4; 4. Tg1+); 3. Td5! (si 3... e6, h1=D : 4. e6=D, Dd1+ et 6... Dx68); 4. Rxb5; 4. e7, h1=D : 5. e8=D+, Rg4; 6. Dg6+, Rb3; 7. Dc5+, Rg2; 8. Dg4+, Rb2 (si 8... Rf1 : 9. Dd2+, Rg1; 9. Df2 mat); 9. Rb2 et les Blancs gagnent.  
\* De nombreux lecteurs n'ont pu trouver la solution de l'étude de M. Platov

## bridge

N° 1302

LES DAMES DE VENISE

Si les Américains et les Françaises étaient parmi les favoris aux Olympiades de Venise, les outsiders étaient nombreux, comme, par exemple, les Néerlandaises. Observons Marijke Van der Pas dans cette donne du dernier championnat d'Europe. Tandis que les Françaises avaient chuté le contrat de 3 SA qui était infaisable, elle avait réussi la manche à Cœur malgré la mauvaise répartition des atouts.

Ann : N. don. N.-S. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
Cœur Schip. Bordenave V. des Pas  
- 1 ♠ passe 1 ♠  
contre passe 2 ♠ 3 ♠  
passe 3 ♠ passe 4 ♠

Ouest ayant entamé le 7 de Pique, comment Marijke Van der Pas, en Sud, a-t-elle gagné QUATRE COEURS contre toute la défense?  
(Le contre d'Ouest pour indiquer un bon soutien dans les deux autres couleurs était... courtois.)  
Réponse :  
Si le Valet de Cœur n'est pas quatrième, le contrat est sur table. La déclarante a donc commencé par tirer le Roi et l'As de Cœur, mais Ouest n'ayant plus fourni, il fallait essayer de faire quand même dix levées. De quelle façon?  
Saut si Dame Valet de Carreau sont secs, la solution la plus simple est d'ouvrir la coupe à Trèfle afin d'essayer de couper deux Trèfles avec les deux derniers petits atouts de Sud (« coup en passant »). Ainsi, après l'As de Cœur, Marijke joue le 2 de Trèfle, puis, quand elle reprend la main, elle continue Trèfle; ensuite elle utilise les reprises de l'As de Pique et de l'As de Carreau pour couper deux fois Trèfle. On notera qu'il ne servirait à rien qu'Est

prenne chaque fois à Trèfle (avec Roi Dame) pour jouer atout car le 10 de Trèfle s'affaiblirait.  
**Rectification Interdite**  
Le jeu de défense exige une connaissance approfondie de la technique comme le prouve cette donne où le Hongrois Szappanos, qui était en Est, a fait chuter un petit chien au cours d'un festival à Tokyo il y a deux ans.

Ann : S. don. Tons vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
1 ♠ passe 2 ♠  
2 SA passe 3 ♠  
3 ♠ passe 6 ♠  
6 SA passe passe contre...

Ouest ayant entamé le 7 de Carreau, le déclarant fit la Dame et le Roi de Carreau, puis joua le 4 de Trèfle pour le Roi sec du mort. Comment Szappanos a-t-il fait chuter ce PETIT CHELEM A SANS ATOU?  
Note sur les enchères  
L'annonce de « 3 Trèfles » sur « 2 SA » était un relais conventionnel pour que Sud décrive sa distribution.  
PHILIPPE BRUGNON  
COURRIER DES LECTEURS  
Un grand festival (n° 1288)  
Un lecteur, J. Larbouillat, pose plusieurs questions intéressantes au sujet de cette donne dont le célèbre Terence Reese était l'un des participants.  
« 1) Ne pourrait-on pas, sur l'ouverture de Carreau, dire Carreau (ou G. ♦ ♦ D 9 4 ♠ V 2 ♠ V 2 ♠ V 2 ♠ V 2) au lieu de faire un coin ridicule et même tragique ?  
« 2) Une défense à 5 Carreaux châtée de deux contras (300)

n'aurait-elle pas mieux valu que de laisser jouer 4 Cœurs et marquer 620 ?  
« 3) Ouest n'aurait-il pu dû entamer le Valet de Carreau pour inciter son partenaire à prendre immédiatement avec l'As et à rejouer Carreau ?  
1) Le SA comic, s'il a le grave inconvénient de créer systématiquement un doute chez le partenaire, a l'avantage de faire une distinction entre l'intervention à 1 SA (avec la main d'Ouest) et celle de 2 Carreaux (avec une levée de défense en plus).  
2) Une défense à 5 Carreaux serait une tragique... crème renversée si le contrat de 4 Cœurs et infaisable.  
3) L'entame du Valet de Carreau en Ouest risquerait d'être la seule façon d'inciter Est à ne pas continuer Carreau après avoir pris de l'As car elle peut faire croire que le déclarant a R, D de Carreau...

## scrabble

N° 305

Vous jerkiez ?  
Eh bien twistez maintenant !

Notre Carnet de bal publié dans la chronique 291 était, rappelons-le, incomplet, puisqu'il ne comprenait que les danses périméditerranéennes. En voici d'autres, issues d'horizons plus lointains, dégustées tout d'abord sous la parure de leur anagramme. AACDRSS-AAK MRUZ-BNOOST-AA B EHN-ACLOPSY-AG REGE-BEJINU-MAR OUTE-BEJKRR-EIRS TTV.  
Le GOPAK ou HOPAK est une danse masculine ukrainienne au rythme vif et spectaculaire. La CSARDAS est la danse nationale de Hongrie. La POLKA, polonaise par l'étymologie, est tchèque d'origine. Le SLOW britannique est l'abréviation de slow fox-trot, danse censée imiter une variété de trot équin, lui-même voisin du trot de renard. En franchissant l'Atlantique, on trouve le BOSTON, valse lente curieuse-

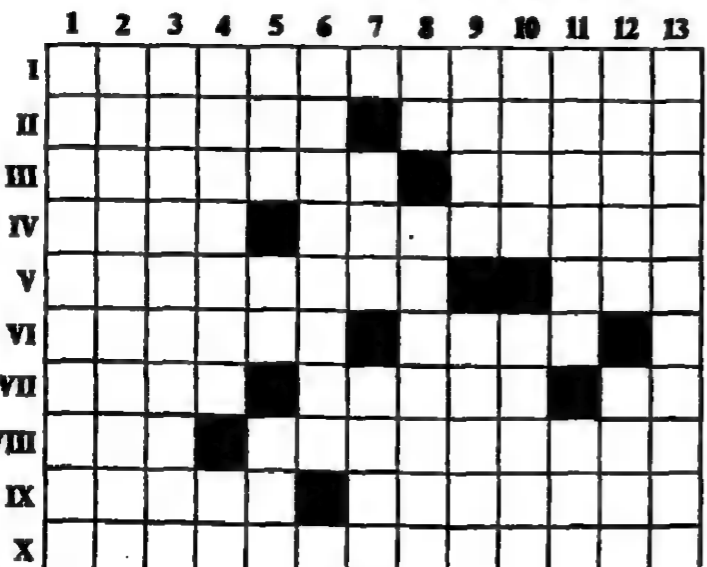
ment appelée aussi valse anglaise. Rien à voir (ni à écouter) avec le ROCK (rock and roll, balancer et rouler), le TWIST (se tordre) et le JERK (secouer). Avant d'exporter ses revolutions, Cuba nous avait gratifié de l'HABANERA (danse de La Havane), la RUMBA, la CONGA, le MAMBO et la SALSA (danse où l'on met la sauce ?). De la Jamaïque viennent le CALYPSO, autrefois fredonné par les esclaves noirs, et dont le rapport avec la nymphe Calypso n'est pas clair, et le REGGAE; de la Martinique la BIGUINE, et de la Polynésie le TAMOURE. Peu de ces noms génèrent des vers : assez curieusement, les coryphées du Petit Larousse illustré, qui vous font JERKER depuis 1981, ne vous autoriseront à TWISTER qu'à partir de la Saint-Sylvestre de cette année.  
MICHEL CHARLEMAGNE.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	ACEIKLR	BACK	E7	30
2	EIL+EGRU	REGULIER	7A	62
3	AFHIRUV	VII	6D	37
4	AHEU+AER	RAUCHERA	9E	48
5	ENIGTVZ	TONNEZ	8J	55
6	ABLIQST	TABLIONS (a)	M2	80
7	DEOQSVW	OYBS	11E	38
8	DOW+EFMU	WURM (b)	A5	42
9	DEFO+AEI	FÉODALE	I1	74
10	EIINPTX	INFIXE	1G	57
11	PT+ERUY?	TYPHU(S)	12B	49
12	E+ENOQST	NOYÈS	C10	38
13	AAGIMRS	RÉSINAÏ (c)	14F	76
14	AACDMNT	MORDANÇAT	K7	76
15	BEILQU	TIQUE	15K	39
16	BLR+ESU?	EILOU(I)RAS	3F	63
17	EELPST	JEPS	2B	36
18	LT+DEMOT	MET	3A	21
19	DLOT+A	TAO	4B	19
20				
21				
Total				953

Marathon de Paris  
19 mars 1988  
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.  
Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O. Les colonnes par un numéro de 1 à 15.  
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.  
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

## mots croisés

N° 532



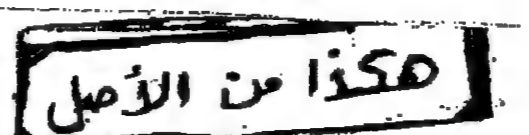
Horizontalement  
I. Forment la race stylés. - II. Sera bientôt l'objet de vos préoccupations. Ça bouge, là-bas ! - III. Activité malheureusement l'attention. Marquages. - IV. En un sens c'est pour toujours, en l'autre ça n'est pas vrai. Se remuait en tous sens. - V. Habitera. Doubié, c'est à éviter. - VI. Font tenir les accords. Les grognards y sont. - VII. Tout le monde y est allé. Fit des traits. A prendre au mot. - VIII. Pas très net. En tourné, des pages ! - IX. Se nourrit. Mûs sur pied. - X. Après l'effort, parfois.  
Verticalement  
I. Donne quelque chose à entendre. - II. Il est hors de question de ne pas les connaître. - III. Ils sont gonflés ! - IV. Très en-dessous du lot. Doubié, c'est un affreux parasite. - V. Saint. Article. Se met en terre ou dans son semblable. - VI. Vient d'un cœur généreux. - VII. Ce qu'on lui dit à l'étranger. C'est pour son dada. - VIII. Au calme. Beau comme un ange. - IX. C'est le plus fort qui fait le meilleur. Il n'a pas goûté. 0. Se souvient. Personne n'a envie de visiter un endroit pareil. - X. Prend feu. Eut sa part de paradis. - XI. Il était d'or, ou cousu d'or. Arrêtées. - XII. REMPLISSANT UN RÔLE NOURRICIER.  
SOLUTION DU N° 531  
Horizontalement  
I. Péricultrice. - II. Organe. Ioulas. - III. Uguine. Gentille. - IV. Léonidas. Ca. - V. An. Flûte. Puy. - VI. Li. Miel. Salle. - VII. Pason. Li. - VIII. Liça. Iodisme. - IX. Erécit. Ihen. - X. Ressemblent.  
Verticalement  
I. Poussier. - II. Urgent. Ita. - III. Eigne. Pers. - IV. Rani. Mares. - V. Instigée. - 6. Ca. Iles. Im. - VII. Gatuloise. - 8. Lient. Nâ. - 9. Tontes. Dia. - 10. Ruis. Alibi. - 11. Il. Plissé. - 12. Calcul. Men. - 13. Essayèrent.  
FRANÇOIS DORLET.

## anacroisés

N° 533

Horizontalement  
1. ABEEISTU. - 2. EILRTUV. - 3. ADEEFINT. - 4. AACFINIL. 5. AEGINNSU (+1). - 6. AEGINSU (+1). - 7. ACEILMMU. - 8. ILLNOSU. - 9. AEEGNRTU. - 10. DEEERSST (+2). - 11. EILLNRY. - 12. AEEHLQU. - 13. CEILSTUV. - 14. EEIOPRV. - 15. DEEIPRU (+1). - 16. AACDENR (+2). - 17. EELMNOOT. - 18. EEIRSST (+3). - 19. ADEEINOR (+1).  
Verticalement  
20. ABEEFIT. - 21. BEIRRTU (+1). - 22. AALORSU. - 23. CEEHOPPS. - 24. ABELTU (+1). - 25. ACELNSY. - 26. ADEILLRS (+1). - 27. INORSSST. - 28. ACEBRT (+3). - 29. BEIMQOSU (+3). - 30. EGGLELU. - 31. AACBGLRV. - 32. CEILLRU. - 33. AEINRRV (+1). - 34. CEILLNU. - 35. EEINMU. - 36. AEIORSS (+3). - 37. ACEBLLX (+1). - 38. EEEMLX.

Les anacroisés sont des mots croisés dans lesquels les définitions sont mélangées par les lettres de mots à trouver.  
Les chiffres qui suivent certaines définitions correspondent au nombre de lettres de l'anagramme possible, mais indiqués sur la grille.  
Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans le grand dictionnaire du Petit Larousse illustré de l'année. (Les sous-entendus ne sont pas admis).  
SOLUTION DU N° 532  
I. CHILIEN. - 2. SARCLE (RACLES). - 3. AUTOMNE. - 4. EPEAUTRE. - 5. SYSTEME. - 6. SYPHON. - 7. TOMBAT. - 8. FACTEURS (CACTEURS, FACTURES). - 9. NUTRITIF. - 10. LISTEE (ELITES, LITEES). - 11. SEMESTRE. - 12. ARENES. - 13. SENATEUR (ETERNUAS). - 14. IGUANES (USINAGE). - 15. CURSUS. - 16. SEDUCTEUR. - 17. INHIBERA (HIBERNAL). - 18. BEGUETA. - 19. SYNTHESE. - 20. SUCCOMBE. - 21. HULLIONS. - 22. ITALIQUE. - 23. VERTIGE. - 24. TRESSES. - 25. IMMATURE (EMMURAIT). - 26. RUCHES. - 27. IONISAS. - 28. EMETTRE (REMETTRE). - 29. IRENISME (MINIERES). - 30. AFFENAGE. - 31. APOSTA. - 32. ETUDIANT. - 33. CLOSEAU (ECOULAS). - 34. CASSETIN (CASTINES). - 35. UNCINEE. - 36. LUNETTES. - 37. RETOURS (ROTURES, TORSEUR). - 38. SENSEE. - 39. MURETTE (METTEUR). - 40. DEPENSEE. - 41. SURPRISE.  
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHELOUGUET.



# Culture THÉÂTRE

« Une visite inopportune » de Copi et « Fin de partie » de Beckett

« Les Enfants du soleil », par Philippe Caubère

## Deux aperçus du dernier jour

Reprise de la dernière pièce de Copi, « Une visite inopportune », et de « Fin de partie » de Samuel Beckett.

Deux façons de mourir et de rire.

Michel Duchaussoy et ses camarades jouent de nouveau « Une visite inopportune », la pièce que Copi avait écrite avant de mourir, et dont les répétitions avaient cessé l'été dernier.

Ce n'est plus la même pièce, tout a fait, tant elle est devenue plus belle encore, plus tragique, plus risée, plus remuante. Il s'est passé une chose qui a cours habituellement : quand une belle pièce nerveuse, une vraie création, est jouée quelque temps, puis est interrompue, puis, trois ou quatre mois après, est rejouée, elle y gagne sensiblement.

Elle a « reposé », dans les deux ans de mort, voilà la raison. Bouscat, que l'écriture avait bien lorsqu'il se fûlmutait pas à l'égale, a employé les deux sens dans une phrase : « A la nuit qu'il fallut passer en présence des ennemis, il ne reposa plus paisiblement. Le premier reposa » à la scène de « l'allongement », comme « dans les stades, les jockeys reposent les étalons », et le second à la scène de « changer en miel par l'effet d'une variation de la substance », comme « Mme Helvétius laissait reposer douze heures la tête de ses tartes aux pommes ».

Une visite inopportune a reposé. Elle reste bien sûr la vie, le dernier jour, dans sa chambre d'hôpital, d'un acteur qui meurt du SIDA. Mais l'énergie de cet acteur est devenue plus évidente. Il secoue, provoque, encourage, tout ce qui lui tombe sous le poignet. Il y a chez Copi une très grande discrétion devant ce sujet-bataillon, sujet-gâteau, qu'est la mort. Au moyen d'écartés de dialogue, Copi fait basculer cette comédie-farce de la mort vers une fête de l'amitié, et on premier lieu de l'amitié qui attache les hommes.

Car la pièce est là : dans le lien amical, fraternel, de l'acteur



Pierre Vernier, Michel Duchaussoy et Gérard Lartigau

Cyrille, condamné, et de son copain Hubert, et dans l'effluve de charme et de cruauté par quoi ce vieux couple entreprend d'intercepter de la chair fraîche, un grand dadaï de jeune homme qui se retrouve là, dans sa chambre. Mais Copi, inmensément, divinement, fait danser les fils de son illusion, opéra, grand-guignol, cirque, tragédie. Tout cela d'une touche si légère...

Tous les acteurs, conduits par Lavelli, sont admirables, Michel Duchaussoy invente un lenteur, un détachement, comme s'il traversait déjà la banquise, mais son agacement garde une jeunesse de vert, d'œil. Dans le rôle du vieil ami, Pierre Vernier (il remplace Jean-Claude Jay qui joue Réveille-toi Philadelphie dans la grande salle de la Colline) est merveilleux de subtilité, d'élégance.

Catherine Hiegel reste une infirmière de choc, brusque, folingue, généreuse. Gérard Lartigau, professeur prêt à partir soigner le SIDA en Afrique, survolté, sait tenir son monde.

Dans sa gaieté et sa modestie, « Une visite inopportune » est une

pièce immense. Elle provoque le rire. Elle ratisse la déserte. C'est très rare, un sommet de théâtre comme celui-là.

Quant à Michel Aumont, qui joue Clov, c'est le contraire : il est un monstre de maîtrise, de savoir-faire. Il a pris le parti de « bischir » entièrement le texte, de le dire de face, de front, simplement, clairement, comme une évidence. Le résultat est que la pièce est, là aussi, réalisée : Clov semble prendre sur lui toutes les paroles du texte, il semble en faire quelque chose comme une protestation froide, réfléchie, contre sa condition de domestique.

La pièce de Beckett se trouve alors bornée à cette situation d'un théâtre comme toute bourgeoisie : un proprio un peu gêné qui geint, et un domestique qui rumine sa rancœur. C'est une dénaturation et une réduction de la pièce de Beckett, tout à fait comparables à la dénaturation et à la réduction qu'ont récemment opérés Pierre Dax et Denise Genes sur les Chaises de Ionesco.

Comme Ionesco, Beckett a lancé son théâtre dans des années encore tout à fait marquées par la guerre, les occupations, les camps. Le désarroi restait entier.

Beckett définissait très bien son théâtre lorsqu'il disait que le monde était « gâché » et « confus ». « Ce n'est pas moi qui ai inventé cette confusion, disait-il. Elle est tout autour de nous. Notre seule chance est de la laisser entrer. Notre seule chance est d'ouvrir les yeux, et de voir le gâché. Ce n'est pas un gâché qui se puisse comprendre ».

Oni, mais, aujourd'hui, trente ans après la création de *Fin de partie*, Michel Aumont donne l'impression nette d'avoir tout compris, donne aussi l'impression qu'il n'y a ni confusion ni gâché, et Roland Bertin propose un Hamm qui pleurniche sur ses misères personnelles.

Le théâtre des années 50 a-t-il perdu ses voix, a-t-il perdu la vie, en quittant l'univers dévasté qui lui avait donné naissance ?

MICHEL CURNOT.  
« Une visite inopportune », Théâtre de la Colline, 20 h 30.  
« Fin de partie », Comédie-Française, 21 heures.

## Le fil d'Ariane

Spectacle après spectacle, Philippe Caubère, seul en scène, poursuit son feuilleton autobiographique.

Max, Bruno, Violaine, Ferdinand, Clémence et, bien sûr, Ariane, Ariane Mnouchkine, la maman aimée contestée de ces *Enfants du soleil* comme dans un feuilleton ou une bande dessinée, on retrouve ces silhouettes désormais familières, tapées derrière celle de Philippe Caubère. Et il suit les croquer, d'un geste, d'une intonation, les dessiner sur l'espace. Le trait est aussi sûr, aussi juste que celui d'un caricaturiste qui se contenterait de quelques lignes lancées sur la page blanche.

Curieuse entreprise que celle de Philippe Caubère, ancien comédien d'Ariane Mnouchkine. Depuis son tout premier spectacle, *Le Drame du diable*, en 1981, il poursuit son chemin estropié, solitaire, étonnant. Il a choisi de raconter sa vie sur scène, et, comme sa vie est théâtre, ses spectacles ont la bonne odeur des planches et des coulisses. Dans *l'Enfance du diable*, il racontait son adolescence. Dans *Ariane ou l'Age d'or*, ses années d'apprentissage théâtral. On retrouve *l'Age d'or* dans les *Enfants du soleil*, mais Philippe Caubère-Ferdinand cadre cette fois en gros plan son apprentissage amoureux, sa passion

pour Clémence, une petite jongleuse indécise, partagée entre deux amours.  
Il assure, Caubère, soutenu par son public, fidèle au rendez-vous, fasciné sans doute par la performance d'acteur et par le côté « grand théâtre » par le petit bout de la loge. Mais, et c'est là où Caubère sait faire mouche, ses petites histoires personnelles ont, bien sûr, quelque chose à voir avec celles de chacun : joies enfantines du voyage, solitude, attente, jaloux, grandeur et misère de la vie en collectivité. Il brosse, passe du coq à l'âne, d'un personnage à l'autre, dérape de l'observation d'un détail quotidien au délire pur...  
Il peut jouer le balourd en équilibre précaire sur un fil ou l'angoisse d'Ariane à la recherche de ses petits dans un aéroport, on y croit. A lui tout seul, il est la troupe du Théâtre du Soleil en voyage. Il ne craint parfois ni la paillardise ni la scotologie — non sans lui donner — et s'en tire par une pirouette digne d'un bateleur du Pont-Neuf, en inventant un autre personnage, toujours là pour s'effusquer de tant d'audace.  
Jusqu'à quand ce don Quichotte va-t-il se battre avec ses ombres ?  
ODILE QUIROT.

\* Au Théâtre Hébertot, les *Enfants du soleil*, en alternance avec *Ariane ou l'Age d'or*.

## « L'Ex-femme de ma vie » au Splendid

Balasko aux portes du théâtre

« L'Ex-femme de ma vie », de Josiane Balasko, est un spectacle drolatique, drôle, glisse insensiblement vers le noir. Birkin et Lhermitte sont superbes.

*Bummy bar et Nuit d'ivresse*, les deux premières pièces écrites par Josiane Balasko, avaient atteint leur cible : le rire. Par divertissement, ensemble bédouin de perles précieuses, elles permettaient seulement, et c'est déjà beaucoup, de régler un bon coup dans la « grande tradition » du Splendid.

Avec *L'Ex-femme de ma vie*, Balasko ne reme rien de cette tradition. D'abord parce que sa pièce est présentée dans la salle surchauffée du Splendid Saint-Martin, comme à l'accoutumée, parce que, aussi, le spectacle commence avec vingt grosses minutes de retard après qu'on a installé un public en surcroît sur des chaises d'appart en milieu des allées. Parce que, enfin, on y retrouve l'habileté diabolique de son auteur à isoler du vocabulaire le plus quotidien, le plus partagé, les mots les plus incongrus, les expressions les plus détonantes pour confectionner un verbe résolument « balaskien » et immanquablement drôle.

De café-théâtre encore, le brouillon de la mise en scène, signée par l'auteur, l'économie des accessoires et d'un décor qui paraît sur le point de s'écrouler chaque fois qu'un comédien passe une porte, l'insignifiance des lumières, des costumes et de la musique. Autant d'observations qui, ailleurs, condamneraient le spectacle à l'oubli de la réprobation critique. Mais au Splendid, ces récriminations sont occultées par une sorte d'atmosphère moins légère qu'il n'y paraît.

Josiane Balasko a indéniablement choisi, comme l'on dit sur les circuits automobiles, de passer la surmultipliée. Au-delà du rire, elle s'en est allée chercher dans sa mémoire, et donc dans la sienne, ses petites et grandes émotions qui ont agité la génération des enfants de mai 1968, grèves érudites, illusions communistes sur fond de musique plamante et de drogues douces, remise en cause du couple traditionnel. Elles sont représentées ici sous forme de *flash-back* qui, pour être souvent maladroits dans la forme et le fond, ne sont plus seulement drôles mais attendrissants et quelquefois même saisissants. Ce parti pris modifie considérablement le regard, l'attention que Josiane Balasko veut que l'on porte à ses personnages.

Là où elle et ses camarades nous avaient habitués à nous moquer, finalement tranquillement, d'un certain nombre de personnages tous

plus ou moins imbéciles, encourageant, comme c'est le risque au café-théâtre, un certain sectarisme néo-poujadiste « anti-tout » (personnel politique, flics, cadres, femmes, pédés, militaires, fonctionnaires, impôts, le tout en vrac et à la mitrailleuse), elle met en scène quatre individus qui en valent la peine. Un écrivain qui, sous de multiples pseudonymes, publie à la va-vue des ouvrages méconnus lui permettant d'accourir sa vraie passion : les femmes ; son ex-femme, peinte minable, que son amant vient de laisser tomber sans un mot, alors qu'elle est enceinte de sept mois ; le copain psy de cette dernière et la petite amie du moment du premier, mécano dans une station-service. Les liens des uns et des autres, même s'ils sont encore assez ténu, sont assez finement tissés pour que la trame de la pièce capte l'attention. Certaines scènes sont même soigneusement élaborées, et forcent le public à ravaler ses rires.

Le spectateur au creux de sa main  
D'autant que Josiane Balasko a élargi pour l'occasion la famille du Splendid à trois comédiens, dont ce sont les premiers pas dans ce répertoire. Nous oublierons vite Cécile Asselort (la mécano), dont la spontanéité ne parvient jamais à effacer les bâillonnages. Daniel Berlioz (le psy), qui est passé par le Café de la gare, a très vite choisi le théâtre et fréquenté, essentiellement avec Marcel Maréchal, les grands textes classiques et modernes. Etant aussi metteur en scène, il trouve en lui les ressources pour faire passer un rôle un peu vite écrit, et sans faire saisir la différence entre pathétique et grotesque. Il n'est pas le dernier à hisser la pièce vers cet ailleurs plus sombre qu'a voulu dessiner Josiane Balasko, un ailleurs où la solitude et le fait de vieillir pourraient empêcher d'aimer et d'être aimé.  
Mais l'indiscutable bonne idée de cette mise en scène est de confier le rôle-titre à Jane Birkin. Le cinéma nous avait déjà convaincus de son aptitude à faire d'Asselort ici avec Thierry Lhermitte, dont c'est après tout — après surtout cette idée idiote des castings qui ont voulu le transformer en « french lover » forcément fade — la spécialité et le talent, elle fait merveille. S'appuyant sur son compagnon qui, tout le long du spectacle lui donne tout, glorieusement, elle tient le spectateur au creux de sa main, le tirant tantôt vers le divertissement plus réjouissant, tantôt vers quelque chose de plus dérangeant avec toute la force de sa fragilité, de son impressionnante complexité. On ne sait jamais avec elle si le rire prendra le pas sur les larmes. C'était le parti, le pari de Josiane Balasko. Pari pris, pari tenu.  
OLIVIER SCHMITT.

\* Théâtre du Splendid Saint-Martin. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-21-92.

## « Lulu », par Peter Zadek, à l'Opéra-Comique

### Une femme allemande

Pour trois représentations, le Festival d'Automne accueille la « Lulu » de Wedekind par Zadek. Histoire d'une fille qui ne connaissait d'autres lois que celles de la survie.

Le Festival d'Automne invite à l'Opéra-Comique la *Lulu* de Wedekind, mise en scène par Peter Zadek, le scénario de la scène allemande, le grand scénario de la scène allemande. (Le Monde du 22 septembre).

Subversive, « Lulu » n'est pas moins que lui. Elle n'est pas fatale ni destructrice, ni changeante selon le désir des autres, mais nouvelle avec insolence et si tout autour, les hommes ne peuvent pas suivre, elle n'y est pour rien. Qu'elle se fasse exploiter, qu'elle s'offre ou se vende, rien au fond. Elle semble indéchirable. Pourtant, dans son parcours — de la maison de son protecteur qu'elle tue après avoir séduit son fils, jusqu'à Londres où elle meurt sous le couteau de Jack l'Éventreur, en passant par Paris où elle a été se réfugier dans une maison de jeu-bordel — elle s'informe dans un cercle de plus en plus étroit de plus en plus étanche.

Si Peter Zadek a pu se permettre cette descente aux enfers sans tomber dans la surdité, c'est qu'il a su choisir ses interprètes — des forces de la nature — et sa Lulu, Suzanne Lothar, qui répond exactement au sous-titre de la première partie de la pièce : l'esprit de la terre.

« Depuis trente ans, dit-il, je rêvais à Lulu, mais je ne trouvais pas l'actrice, ou si je la trouvais, l'affaire ne se faisait pas. Je connaissais Suzanne Lothar, je l'ai connue enfant, elle est la fille d'une comédienne célèbre qui a joué avec moi. Je me souvenais d'une adolescence lourde et silencieuse. Un jour, elle m'a confié qu'elle voulait devenir actrice et suivre des cours. Je lui ai

dit « bonne chance ». Mais quelques temps plus tard, je l'ai vue dans un film. Elle était relativement extraordinaire, c'est-à-dire maladroite, mais avec une présence tellement vitale, animale... Je l'ai retrouvée chez des amis, et je me suis dit que Lulu était là.

« Il faut préciser, j'ai choisi la première version du texte — qui n'avait jamais été mise. Wedekind l'a écrite, dit-on à Paris, alors qu'il était vainement amoureux de Lou Andrus Salomé. Peu importe. C'était en tout cas presque à la même époque que *l'Éveil du printemps*. Les deux pièces sont assez proches. Plus tard, Wedekind a affiné, civilisé le personnage. Dans cette version, Lulu est une enfant. Pas une femme-enfant, pas une Lolita, mais une femme avec l'imagination, la fantasia d'une petite fille qui, sans attendre, prend ce qu'elle désire. Wedekind n'explique jamais le pourquoi de son comportement, n'en donne aucune justification, c'est ce que j'aime.

### Survivre et continuer

« Je n'ai pas été plus violent que lui... Je n'ai rien changé, si ce n'est l'époque. J'ai transposé l'action dans l'après-guerre. C'est le moment où je suis revenu en Allemagne. J'en étais parti à cinq ans, pour l'Angleterre. Mon expérience des femmes allemandes date de ce retour. J'ai été frappé par leur détermination à survivre dans un monde absolument détruit. Survivre et continuer. Pour moi, la femme allemande, c'est Scarlett O'Hara, c'est Mme Corrago, c'est Hildegunde Koefl, qui a dû se déguiser en homme pour ne pas se faire violer dans les rues, qui a épousé un officier juif américain pour partir aux États-Unis... D'ailleurs, j'aime les années 50, parce que ce sont celles de ma jeunesse.

« Lulu possède la même détermination à vivre en dépit de tous les

obstacles. Et sa vie n'est pas facile. Elle s'est toujours fait exploiter par son père — vrai ou faux, on n'en sait rien en tout cas, il se conduisait comme son maquerelle et touche avec elle, ce qui ne la traumatisait aucunement. L'acteur qui joue le père est un vrai comique, quelqu'un de simple, avec qui tout semble normal... Son second « père », tout aussi incestueux, est Schoen. On ne sait pas exactement qui il est. Sa personnalité varie selon les versions. Ici, il est directeur de journal. En tout cas, c'est un grand bourgeois morphomane, trop bourgeois pour transgresser ses tabous, ce qui lui permettrait pourtant de garder Lulu.

« Elle ne veut pas le blesser mais a besoin d'autre chose. La nation est pleine de ses amants, elle embarque le fils de Schoen, Alwa (su cours d'une scène de bouffe extraordinairement érotique et triviale). Schoen veut se débarrasser de cet animal qu'il ne peut plus tenir. Il lui demande de se suicider. C'est bien mal la connaître. Elle le tue. Elle tue ce qui l'empêche de manger.

« Dans la seconde version, elle va en prison, est sauvée par la comtesse Geschwitz qui l'aime. La scène de son retour est belle et j'ai pensé l'ajouter, mais finalement, ça ne va pas. Lulu s'échappe sans même aller en prison, ça correspond mieux à cette version du personnage. La Geschwitz, telle que je la vois, n'est pas une grande dame perverse, mais une pauvre lesbienne frustrée, laide, dévouée, très prussienne. Elle aussi est destinée à survivre, à vivre, au dépit de tout, cet amour impossible à la Werther.

« Comme elle, dans sa fuite, Lulu se trouve amenée à se servir de son imagination. Elle cherche sa solution et tout le monde lui dit : « Il n'y en a pas. Tu es et tu resteras une prostituée, vouée à la déchéance. »

« Dans la scène où elle séduit Alwa, elle lui dit en manière de plaisanterie qu'elle va rencontrer un éventreur... Elle rêve d'une mort éclatante. A Londres, cet homme qui la

poignarde est ou n'est pas Jack l'Éventreur. Pour elle en tout cas, il est cette figure de légende... Pourquoi l'Éventreur a-t-il marqué les esprits plus que l'Anglais de Boston, par exemple ? Parce qu'on ne connaît aucune raison à ses meurtres.

« Ce qui m'intéresse, ce sont les agissements auxquels on ne peut trouver aucun motif, dans pour lesquels toutes les explications sont aussi valables. Je ne suis pas pédagogue. Je suis seulement capable de communiquer des « peut-être » qui, j'espère, déclenchent l'imagination. En ce moment, je répète le *Marchand de Venise* au Burg Theater de Vienne. Je ne veux pas inventer les pourquoi de Shylock, c'est une autre réalité que je cherche. Je ne veux pas m'arrêter à : « Je suis juif et je suis comme vous ». En tant que juif, ça ne m'est pas facile.

### La ville de mes débuts

« Je monte le *Marchand de Venise* pour la troisième fois, j'espère parvenir à ce que je veux. Quand *Lulu* aura terminé sa carrière à Hambourg, je pense reprendre la production à Disseldorf. En décembre 1989, avec Suzanne Lothar et des conditions angéles, je vais probablement monter la pièce à Londres, la ville de mes débuts. Je n'y ai rien fait professionnellement depuis trente ans. Ce sera un événement pour moi, et ce sera drôle de lancer *Lulu* dans cette société où la censure de la morale victorienne est toujours présente. D'ailleurs aucune société ne peut supporter la force anarchique de personnages comme Lulu ou Jack l'Éventreur. J'aime les situations limites.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

\* Opéra-Comique, les 28 et 29 à 19 heures, le 30 à 15 heures.

Culture

CINÉMA

« Mon ami le traître » de José Giovanni
En un combat douteux

« 3 novembre 1944 : à cette époque il était difficile d'être jeune. On veut bien le croire : Georges Galtieri (Thierry Frémont), petit voyou qui a servi dans la police allemande...

Cinéma méditerranéen à Montpellier

La ville de Montpellier, la fédération des œuvres laïques de l'Hérault et le ciné-club Jean-Vigo, fêtent du 28 octobre au 6 novembre, le dixième anniversaire des Rencontres avec le cinéma méditerranéen de Montpellier.

Le programme comprend près de quatre-vingt films représentant les cinémas du bassin méditerranéen. Cinéma italien avec des hommages à Federico Fellini et Dino Risai...

L'édition annuelle des Actes des rencontres regroupe en une importante brochure illustrée des entretiens exclusifs réalisés avec les invités venus d'Albanie, d'Algérie, d'Égypte, de Grèce, d'Israël, du Liban, de Syrie et de Tunisie.

CERGY-PONTOISE THEATRE DES ARTS du 4 au 27 novembre

HELENE DELAVAUZ CHANTE «LA REPUBLICAINE» LOC. 30 30 33 33

NICOMÈDE de Pierre Corneille

Mise en scène de Françoise Seigner à la Comédie-Française. Les vrais chefs-d'œuvre ne se bornent pas à éclairer le passé, leur vertu s'étend à des situations que...

À partir du 5 novembre Réservation - Tél. 40-15-00-15 de 14 heures à 18 heures

DANSE

Reprise de « Raymonda » à l'Opéra
Cracks en liberté

Une intégrale fastidieuse, mais l'occasion d'admirer les solistes et le corps de ballet, et de découvrir des talents nouveaux.

Raymonda, dans la version Noverre créée au Palais-Garnier en 1833, reste un des somnifères les plus puissants qu'on puisse trouver en vente libre.

On ne reviendra pas sur ses défauts : longueur (trois heures et demie, deux entractes compris), intérêt psychologique nul, dramaturgie mal fichue, musique de Glazounov peu inspirée, chorégraphie de Nouvres (celle des ensembles et des rôles masculins) lourde, compliquée, tortillie.

MICHEL BRAUDEAU.

de supporter de revoir Raymonda, c'est tout dire.

Parcours sans faute pour Manuel Legris et Laurent Hilaire dans le rôle de Jean de Brienne, le preux chevalier fiancé de Raymonda.

Le quatuor des amis de Raymonda (Henriette, Clémence, Béatrice et Bernard) a une grande importance dans ce ballet. On y a ajouté l'abbatage de la somptueuse Marie-Claude Pietragalla.

Mais le plaisir serait encore plus vil de voir tout dans la version « digeste » (une heure) de Raymonda, que le Palais-Garnier a si affichée qu'une fois, l'an dernier.

SYLVIE DE NUSSAC.

Opéra de Paris, jusqu'au 17 novembre.

ARTS

Degottex au Musée de Bourg
Le poids du silence

Repères 1955-1985 : tel est le titre de l'exposition Jean Degottex au Musée de Bourg. Une quarantaine d'œuvres qui jalonnent le parcours d'un artiste exigeant.

Ce n'est pas pour rien que Degottex, sec, austère et lumineux, ressemble à quelque moine pèlerin rapportant les enseignements d'un Orient lointain : ses œuvres témoignent pour la vie intérieure, le recueillement.

Le conservateur de Bourg, Marie-Françoise Poirat, a conçu un accrochage qui donne à chaque tableau son champ de respiration et permet de saisir, en une quarantaine de pièces - de 1955, l'année de la rencontre avec André Breton, à 1985 - un lent processus de dépeuplement.

Le vent souffle sur les premières formulations de signes et les boucals, comme si elles appartenaient encore à l'ordre du regard. Puis les calligraphies tendent à se réduire à l'inscription d'un seul geste nerveux, un concentré d'énergie, et ne retiennent plus alors que de l'espace mental.

JEAN-JACQUES LERRANT.

Musée de Bourg, Bourg-en-Bresse : jusqu'au 27 novembre.

(1) L'exposition est coproduite par le Musée d'Evreux et celui de Bourg.

LETTRES

Pour son roman « Oscar et Lucinda »

L'Australien Peter Carey reçoit le Booker Prize 1988

Le Booker Prize 1988, le prix littéraire britannique le plus important - d'un montant de 15 000 livres sterling - est allé, le mercredi 16 octobre, à un presque inconnu, le romancier australien Peter Carey.

Le jury, présidé par Michel Foot, ancien leader du Parti travailliste, n'a fait attendre que 80 minutes - un record ! - les invités en tenue de soirée, parmi lesquels les six finalistes : Peter Carey, naturellement, pour Oscar et Lucinda (1) (éditions Faber) ; David Lodge pour Nice Work (Secker and Warburg) ; Bruce Chatwin pour Utz (Cape), curieuse histoire d'un collectionneur de porcelaines qui finit un roman de détective ; Penelope Fitzgerald pour The Beginning of Spring (Collins) ;

EN BREF

Le Grand Prix de la francophonie de l'Académie française est attribué à M. Jacques Rabemananjara. L'écrivain et homme politique malgache Jacques Rabemananjara a été nommé lauréat du Grand Prix de la francophonie 1988, doté de 400 000 F, attribué par l'Académie française, grâce à des fonds canadiens.

[Né en 1913, Jacques Rabemananjara a joué un rôle très actif dans le mouvement de la ségrégation, en menant de front une carrière de poète, de dramaturge et d'homme politique. En 1940, il publie un recueil de vers Sur les marches du soir. Les Deux malgaches (1942) seront sa première pièce en vers. Depuis français en 1946, il est devenu le premier secrétaire du Mouvement démocratique de la rénovation nationale. Condamné à la prison perpétuelle après la révolte nationaliste de 1947, il passe une dizaine d'années en détention. Il écrit durant son incarcération plusieurs œuvres, notamment Antea, Lamba et Rites millénaires. A l'indépendance, il est élu député, puis il devient ministre de 1960 à 1971, notamment des affaires étrangères.]

De la comédie chrétienne Christophe Lesalle. - Christophe Lesalle, fils de Jacques Lesalle, directeur du Théâtre national de Strasbourg, est mort le mardi 25 octobre à Abidjan. Il était âgé de vingt-huit ans. En tournée africaine avec le Centre dramatique de Bourgogne, Christophe Lesalle, qui devait jouer dans le Malade imaginaire de Molière, pris d'un malaise, s'est noyé dans la piscine de l'hôtel où était logée la troupe.

La vingt-cinquième rencontre de Belgrade

Exil et littérature

La 25e rencontre des écrivains s'est tenue à Belgrade, en octobre, pour l'anniversaire de la capitale yougoslave, sur le thème « Exil et littérature ».

Comment résoudre le problème linguistique qui se pose à l'auteur contraint de quitter sa terre natale ? Doit-il rester fidèle à sa langue maternelle ou adopter celle de sa nouvelle patrie ? Le poète ou le romancier, sûr fragile s'il en est, est obligé de choisir.

Selon Joseph Brodski, prix Nobel de littérature, qui vit aujourd'hui aux États-Unis, il conviendrait de dédramatiser la situation de l'écrivain exilé, car « le sort d'un auteur qui a quitté son pays n'est pas comparable à celui du fugitif afghan ou kurde en quête d'un asile, sans parler du travailleur immigré poussé par le maître à chercher du travail dans un ailleurs plus clément. Banni par les autorités au parti de son propre gré, l'écrivain privé de sa patrie demeure un privilégié dans la mesure où cette rupture lui permet d'élargir son expérience par la

confrontation avec une nouvelle réalité ».

Les participants au débat de Belgrade ont pu dialoguer, par satellite interposé, avec un autre exilé soviétique, l'écrivain Vassili Aksenov, qui, lui, se trouvait aux États-Unis. Après avoir écouté la confession de Hualing Nieh-enge, romancière chinoise rescapée de toutes les guerres et révolutions qui ont essaimé depuis plus d'un demi-siècle son pays, Aksenov a exprimé l'espoir que, dans un proche avenir, les créateurs du monde entier pourraient librement travailler dans le lieu de leur choix, sans pour autant s'arracher de leur vraie patrie.

Des écrivains serbo-croates et français ont exprimé leur préoccupation quant à l'exil intérieur des Roumains qui assistent, impuissants, à la destruction de leurs villages et de leur patrimoine culturel par Ceausescu. A la clôture de cette réunion, organisée par l'Association des écrivains de Serbie, un accord a été signé avec l'Union des écrivains israéliens (Belgrade n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël) prévoyant des visites d'auteurs, un programme de traductions et l'échange de bibliographies et publications.

EDGAR REICHMANN.

Le génie de la Bastille

Depuis quatre ans, les artistes installés dans le quartier de la Bastille ouvrent leurs ateliers au public à l'automne, le temps d'un week-end. Ils étaient à peine une trentaine à l'origine. Cette année, cent trois ateliers révèlent leur intimité. A deux artistes au moins par lieu, cela fait une foule d'artistes de toutes nationalités à découvrir : peintres, sculpteurs, graveurs ou photographes. Douze galeries et huit théâtres sont aussi de la partie.

La fête commence vendredi 28 octobre à 18 heures et reprendra tous les jours jusqu'au 1er novembre de 14 à 20 heures. Informations, dossiers d'artistes, catalogue et plan (indispensable) au 71, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

Pour finir : une vente d'œuvres donnée par les artistes de la Bastille au bénéfice de Médecins sans frontières, mercredi 2 novembre, à 20 h 30, à l'ENSCI, 49-51, boulevard Richard-Lenoir.

SAINT GEORGES Loc. 48.78.63.47 et agences JACQUES BALUTIN et DANIEL PREVOST Drôle de couple Comédie de NEIL SIMON Adaptation : ALBERT HUSSON Mise en scène : JEAN-LUC MOREAU « Désopilant... » (F. PASCAUD, TÉLÉRAMA) « On rit sans réserve... » (V. REBEIX, FRANCE-SOIR) « Un inénarrable drôle de couple... » (PARIS-MATCH)

A PARTIR DU 27 OCTOBRE THEATRE FRANZ KAFKA MICHAËL LONSDALE BERNADETTE LE SACHÉ - EDITH SCOB PREMIERES FIANÇAILLES DE FRANZ K PARIS VILLETTE 42.02.02.68

Rendez-vous CRETEIL Harmon des Arts Jusqu'au 30 novembre PHILIPPE AVRON DOM JUAN 2000 du 8 au 11 décembre BENNO BESSON / BERTOLT BRECHT HOMME POUR HOMME 48991888

سكنا من الأصيل



Radio-télévision

Dimanche 30 octobre

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans dimanche-matin. Signification des symboles: P Signal dans « Le Monde radio-télévision »; C Film à créer; O Ou peut voir; N Ne pas manquer; M et M+ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 28 octobre

TF 1

20.40 Variétés: Avis de recherche. Émission présentée par Patrick Sabatier. Invité: Patrick Sébastien. 22.35 Magazine: Demandes à l'ame!

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

A 2

20.35 Feuilleton: La Belle Anglaise. De Jacques Bénard, avec Daniel Covaldi, Catherine Rich, Pierre Tournade. 21.30 Opération draps au blanc (suite).

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

FR 3

20.30 Feuilleton: Tomblion. Proposé par Pierre Grimblat et réalisé par Joël Dayan. Avec Fabienne Babe, Johan Leyron. (4<sup>e</sup> épisode). 21.30 Magazine: Thésaurisé. De Georges Perron et Remy. 22.30 Documentaire: L'histoire de Nadir, un novice océanographique.

20.30 Feuilleton: Tomblion. Proposé par Pierre Grimblat et réalisé par Joël Dayan. Avec Fabienne Babe, Johan Leyron. (4<sup>e</sup> épisode). 21.30 Magazine: Thésaurisé. De Georges Perron et Remy. 22.30 Documentaire: L'histoire de Nadir, un novice océanographique.

Samedi 29 octobre

TF 1

13.00 Journal. 13.15 Magazine: Reportages. La raison du plus fort. Laurence Grafin, Jean-Marc Pillay, Jacques Peitier et Robert Roussy. 13.30 La Une est à vous. 13.55 Série: Max Fournier. 14.45 La Une est à vous (suite).

13.00 Journal. 13.15 Magazine: Reportages. La raison du plus fort. Laurence Grafin, Jean-Marc Pillay, Jacques Peitier et Robert Roussy. 13.30 La Une est à vous. 13.55 Série: Max Fournier. 14.45 La Une est à vous (suite).

A 2

13.00 Journal et Météo. 13.20 Magazine: L'assiette anglaise. Présenté par Bernard Rupp. 14.10 Magazine: Aventure passion. Opération draps au blanc.

13.00 Journal et Météo. 13.20 Magazine: L'assiette anglaise. Présenté par Bernard Rupp. 14.10 Magazine: Aventure passion. Opération draps au blanc.

FR 3

13.00 Magazine: 12-14. 14.00 Espace: Des cadres et des entreprises. 14.15 Espace 3: Entrepreneurs. 14.45 Espace 3: La parole est aux entrepreneurs.

13.00 Magazine: 12-14. 14.00 Espace: Des cadres et des entreprises. 14.15 Espace 3: Entrepreneurs. 14.45 Espace 3: La parole est aux entrepreneurs.

GLOBE OCTOBRE VOUS AVEZ UN MOIS POUR EN FAIRE LE TOUR

Aujourd'hui 15h30 sur FR3 L'ANTENNE EST A NOUS Gagnez une superbe télévision couleur Conseil General

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

23.30 Documentaire: Les océans de feu. De Steven Carver, avec Gregory Harrison, Billy Dee. 23.50 Documentaire: Obavango, les trésors du Kalahari.

TF 1

4.50 Automobile. Grand Prix du Japon. en direct. 6.45 Météo. 6.45 Bonjour la France. 7.30 Journal Europe. 7.30 Automobile. Rétour du Grand Prix du Japon.

M 6

20.35 Feuilleton: Dynamite. Un procès surprenant. 21.30 Série: Clair de lune. Au pied du mur. 22.30 Documentaire: Charnes. 23.00 Journal. 23.15 Série: Feuilleton de fer et séduction.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Hommage à Nina Frank. 21.30 Documentaire: Charnes. 22.30 Documentaire: Charnes. 23.00 Journal. 23.15 Série: Feuilleton de fer et séduction.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 12 octobre à Stuttgart): Symphonie n° 96 en ré mineur de Haydn; Symphonie n° 2 en ré mineur de 36; Beethoven; Enigma.

A 2

8.30 Magazine: Cible-son. Présenté par Marie Tesson et Bibiana Rogier. Non, non, non et non; Alex; Quick; Fleuple; Barnabulle. 8.55 Point sur l'opération draps au blanc.

FR 3

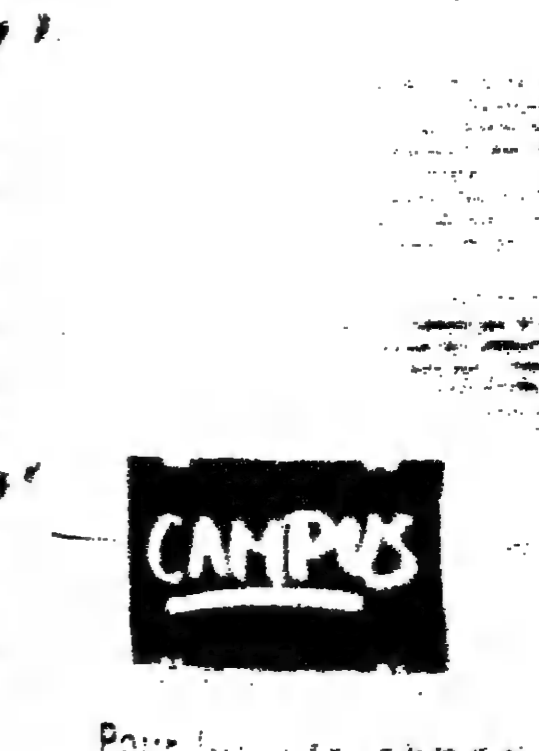
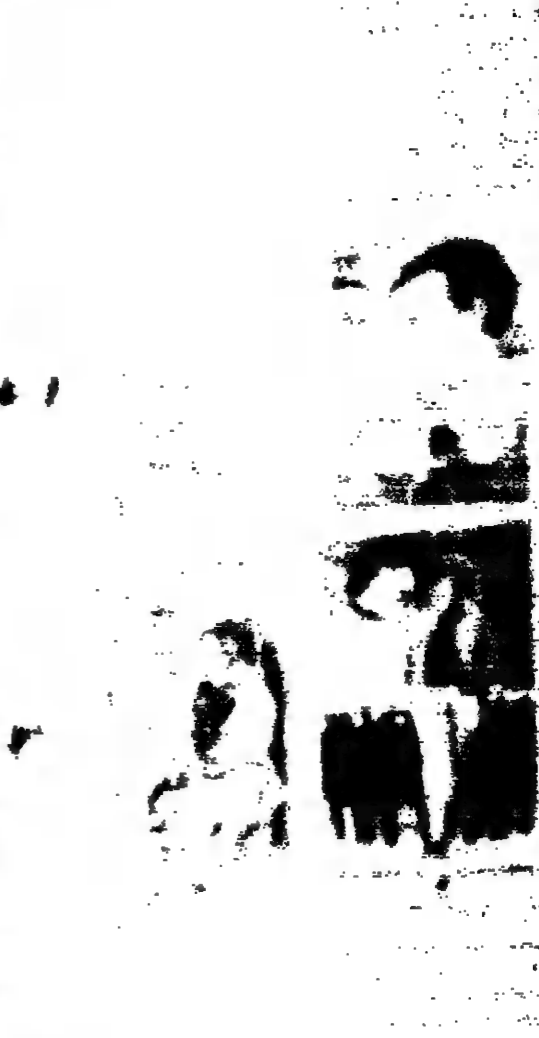
7.00 Magazine: Sports 3 (rediff.). 8.02 Amuse 3. Mickey, Donald et Cie; Les Gumbis; Les merveilleuses de la nature; Petit ours brun; Raconte-moi la Bible.

LA 5

6.30 Le Journal permanent. 7.30 Les aventures du petit lion. 7.55 Vacances de vacances. 8.15 Les Robinsons. 8.40 Fie et les Robinsons.

Audience TV du 27 octobre 1988 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with columns: HORAIRES, PROGRAMME, TF 1, A 2, FR 3, CANAL +, LA 5, M 6. Rows show audience percentages for various programs at different times.



FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de création radiophonique. Krontchouk, Khlebnikov. 22.35 Musique: Le concert, Musique et chants traditionnels de Mongolie. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné les 2 et 3 octobre 1986, à Chicago): Concerto pour trois violons et orchestre en la majeur, de Vivaldi; Sérénade pour flûte, harpe et orchestre à cordes op. 35; Histoires; Queen City pour cor anglais, trompette et orchestre à cordes, de Copland; Concertino de camera pour saxophone alto, de Igor Stravinsky; op. 5 en ut mineur op. 67, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. Georg Solti; sol: Richard Graef (flûte); György Szabó (cor anglais); William Scarlett (trompette); Burr Lane (saxophone); Edward Druzinsky (harpe); Blair Milton (violin); Charles Pickett (violin); Laura Hamilton (violin); 23.05 Musique: Les musiques de Mongolie. 0.30 Archéologie dans le passé. Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 54, de Schubert; Symphonie en ut mineur D 944, de Schubert, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, Walter Friesing, piano.

سكوا عن الأصل

# Informations « services »

## PHILATÉLIE

### Le programme de Monaco

L'Office des émissions de timbres-poste de Monaco a procédé à la mise en vente de la seconde partie de son programme philatélique annuel, d'un montant total de 93 F. En deux étapes.

**LE 8 SEPTEMBRE.** Émission d'un bloc de quatre timbres en l'honneur des Jeux olympiques de Séoul, les quatre valeurs, 2 F, 3 F, 5 F et 7 F, représentent les nouvelles disciplines inscrites au programme olympique féminin ou

l'olivier (valeur totale du bloc : 18 F).

Le programme philatélique monégasque se termine par une série d'hommages divers : Antoine Le Nain, dont on fête le 400<sup>e</sup> anniversaire de la naissance (5 F) ; Giorgio de Chirico (5 F) ; Pierre de Marivaux (3 F) ; Lord Byron (3 F) ; le XIV<sup>e</sup> Festival international du cirque de Monte-Carlo (2 F) ; le XXII<sup>e</sup> Concours international de bouquets (avec reproduc-



en démonstration : tennis, ping-pong, voile-470 et cyclisme.

La série « Monte-Carlo et Monaco à la Belle Époque de 1870 à 1925 », gravée par Caslav Slania d'après des œuvres d'Hubert Clérissi, s'enrichit de deux nouvelles valeurs, la suite de Monte-Carlo à 6 F et la gare de Monaco à 7 F.

Le Congrès-auditorium de Monte-Carlo fête son dixième anniversaire avec deux timbres triangulaires à 2 F et 3 F (disponibles par paires uniquement).

**LE 20 OCTOBRE.** La Croix-Rouge monégasque a choisi d'illustrer la vie légendaire de Sainte-Dévote, sainte patronne de la Principauté par deux timbres à 4 F et 5 F.

Le bloc de « Quatre Saisons » est consacré, cette année, aux saisons de

tions de fuchsias, iris, roses et pétunias, le tout pour 3 F) ; les activités industrielles de la principauté, le prêt-à-porter dans la maille représenté par Bettina et La Squadra (3 F) ; Noël (2 F).

P. J.

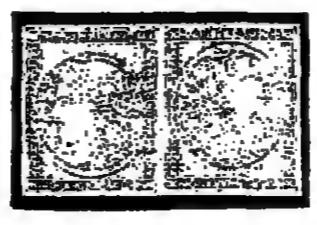
Office des émissions de timbres-poste, MC 98030, Monaco Cedex. Tél. : 93-30-47-73. Les timbres monégasques sont aussi distribués par les « Points-Philatélie » en France.

Pour en savoir plus sur la philatélie monégasque en général : Union philatélique de Monaco, 49, rue Plati, 98000 Monaco.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Cassanat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-06.

### En filigrane

Decoris, cinquante ans de timbres. Le Monde des philatélistes vient d'éditer une brochure de quarante-quatre pages - dont douze en couleurs - signée Bernard Gormier, qui retrace la carrière de créateur de timbres d'Albert Decoris. Tous les timbres, émis ou non émis, dessinés ou gravés par l'artiste dédicé le 1<sup>er</sup> janvier dernier, y sont reproduits. Soit plus de cinquante timbres type pour la France et les pays d'expression française, de 1935 à 1985, les années 1940, 1942 et 1945 étant les seules à ne pas en compter portant sa signature (Maître Albert Decoris, sa vie, son œuvre philatélique, 125 F, frais de port inclus, auprès du Monde des philatélistes, 24, rue Cassanat, 75009 Paris).



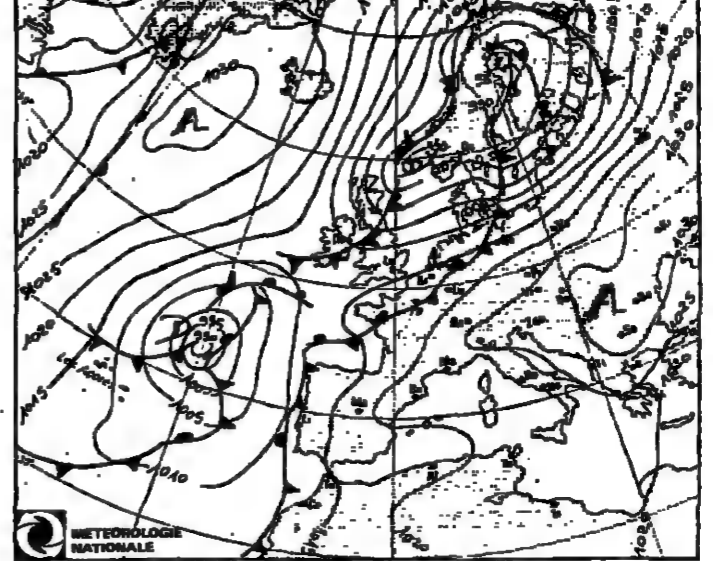
**Hommage à Roland Garros.** Le Monde des philatélistes réédite les premières manifestations aériennes du Maine-et-Loire, de 1908 à 1914, rend un hommage particulier à Roland Garros. Cette plaquette de quarante pages est vendue 40 francs au profit de la société philatélique de Cholet (renseignements, commandes : Pierre Saulgrain, 2, rue Cordou-Dany, 31200 Toulouse).

**Le Monde des philatélistes de novembre.** Le numéro de novembre du Monde des philatélistes vient de paraître. Au sommaire de ses cent vingt pages : un « spécial littérature », avec un entretien de M<sup>me</sup> Maurice Rheims, et l'Académie française illustrée par les timbres ; l'histoire postale de l'île de Robinson Crusoe (Juan-Fernandez) ; Baume-les-Dames, qui devient Baume-les-Citoyennes, Saint-Denis, Francisca, La Révolution française entraîne une révolution toponymique, dont les conséquences postales sont très appréciées des philatélistes. A. Legay fait le point sur cette question (Le Monde des philatélistes, 15 F en kiosque).

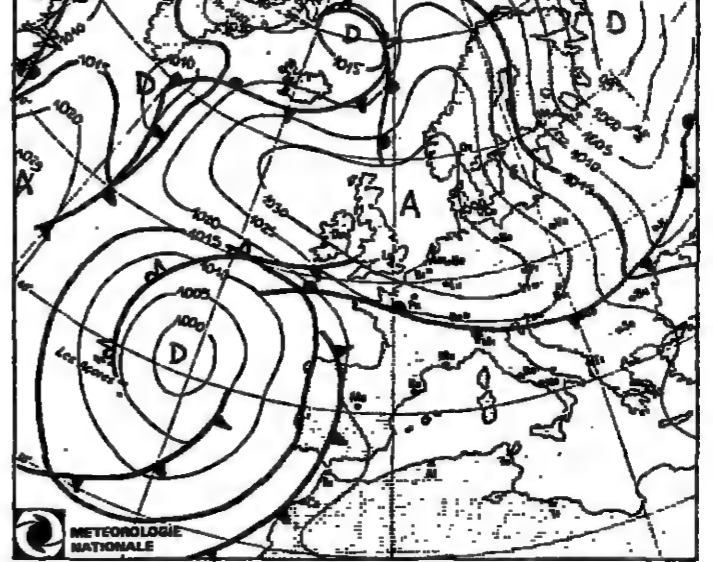
**Vente de prestige.** Hamer's organise une vente aux enchères très bon marché, les 2 et 3 novembre à l'hôtel Bellevue-au-Lac, à Zürich (Suisse). Au programme, de la Russie, des colonies françaises (expertisées par Roger Calves) et une vente générale où la France se taille une belle part. Parmi quelques lots, noter, par exem-

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 28 OCTOBRE 1988 A 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE A 0 HEURE TU



Évolution probable de temps en France entre le vendredi 28 octobre à 0 heure et le dimanche 30 octobre à 24 heures TU.

La dépression centrée au large du Portugal continuera sur la France de l'air doux, tandis que de l'air froid en provenance d'Europe du Nord envahit progressivement le Nord et le Nord-Est de la France. Le conflit entre ces deux masses d'air génèrera sur la moitié nord de notre pays un temps très nuageux et passagèrement pluvieux.

**Samedi :** nuages et ondées éparses au nord, soleil au sud.

La moitié nord du pays connaîtra un temps le plus souvent très nuageux. Quelques ondées pourront même se produire le matin de la Bretagne à l'Alsace, au nord de l'Alsace au Pas-de-Calais. Elles se limiteront dans l'après-midi au nord-est de la France tandis que des éclaircies apparaîtront de la Bretagne et des Pays de Loire au Centre et au sud de la Bourgogne.

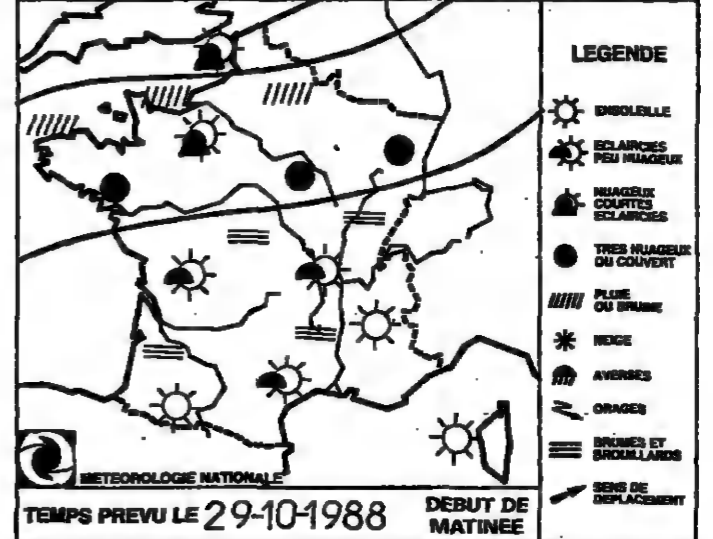
Les régions de la moitié sud se réveilleront sous les brumes et les brouillards. Généralement peu tenaces, ils feront place en matinée à un soleil gêné.

Le vent d'est soufflera assez fort près de la Manche (40 à 50 km/h). Ailleurs il sera faible à modéré de secteur nord-est sur les régions de la moitié nord, sud-est, sur la moitié sud.

**Dimanche :** temps sec, toujours gris au nord et ensoléillé au sud.

De la Bretagne et des Pays de Loire au Centre, au Nord, à l'Alsace et à la Franche-Comté, nombreux nuages en perspective. On pourra tout de même espérer quelques éclaircies dans l'après-midi, plus belles du sud de la Bretagne au Pays de la Loire.

Le reste du territoire bénéficiera d'une journée bien ensoléillée malgré quelques brouillards locaux au levé du jour et au voile de nuages élevés dans l'après-midi du Poitou-Charentes à l'Aquitaine. Le vent d'est sera généralement faible.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés		le 28-10-1988	
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-10-1988 à 6 heures TU et le 28-10-1988 à 6 heures TU			
FRANCE			
ALGER	23 11 D	TOULOUSE	21 17 B
BARCELONE	21 15 N	FOYRIS-ETRE	22 23 D
BORDEAUX	20 12 N	ÉTRANGER	
BREST	19 11 P	ALGER	20 17 D
CARH	16 12 B	AMSTERDAM	18 10 N
CHERBOURG	15 10 D	ATHÈNES	11 9 P
CLEMONT-FERR	21 12 N	BANGKOK	25 26 C
DIJON	20 9 B	BARCELONE	22 13 C
LILLE	17 8 B	BERLIN	10 -4 D
LYONS	20 12 N	BELGRADE	10 -4 D
MANDELALBA	19 15 N	BRUXELLES	18 9 N
NANCY	20 13 P	LE CAIRE	25 17 D
NANTES	17 10 B	COPENHAGUE	15 10 A
PARIS-MAY	18 10 B	DAKAR	20 19 N
PARIS-MONT	17 10 B	DELHI	32 19 D
PERPIGNAN	19 12 N	DIJON	24 14 D
RENNES	18 12 B	GENÈVE	19 7 N
STRASBOURG	20 10 C	HONGKONG	24 21 P
		ISTANBUL	18 7 C
		JERUSALEM	23 12 D
		LEKHWIBE	21 16 A
		LONDRES	17 10 A
		LUXEMBOURG	20 15 N
		MADEIRA	18 11 P
		MADRID	20 7 D
		MARRAKECH	20 15 N
		MEXICO	27 11 B
		NEW-YORK	11 6 D
		OSLO	5 2 C
		PARIS-MONT	26 11 N
		PEROU	16 4 D
		RIO-DE-JANEIRO	24 19 C
		ROME	21 12 D
		SINGAPOUR	30 25 C
		STOCKHOLM	9 5 P
		SYDNEY	20 17 C
		TOKYO	21 13 C
		TUNIS	26 13 D
		VALENCIE	18 5 C
		VIENNE	16 9 C
			7 0 D

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

## CAMPUS

### Pour les stratèges de la communication

Les réseaux informatiques tiennent une place de plus en plus grande dans la stratégie des grandes entreprises et des administrations. D'où le besoin d'une formation de haut niveau sur la gestion de ces réseaux susceptible à la fois de donner aux techniciens de la communication une vision d'ensemble du management des entreprises et aux hommes d'état-major une maîtrise de ces systèmes.

C'est de ce constat qu'est né le projet Theseus, mis au point par des établissements de formation (École nationale supérieure des Télécommunications, Ecoles des mines, INSEAD), le CIBIA (organisme interministériel pour l'informatique et la bureautique) et le Club informatique des grandes entreprises (CIGREF). Theseus, qui sera logé au centre scientifique de Sophia Antipolis, près de Nice, donnera une formation intensive d'un an, débouchant sur un « MBA Stratégie Réseaux », à des cadres ayant déjà eu une activité professionnelle. Il s'adressera aussi bien à des gestionnaires qu'à des ingénieurs informaticiens. Le programme comprendra des enseignements de base (en stratégie et management des organisations ; technologie de l'information ; économie et environnement réglementaire) et des enseignements complémentaires (sécurité ; techniques de négociation et d'expression).

Ayant une vocation internationale, Theseus travaille avec le MIT et le Politecnico de Milan. Il souhaite accueillir plus d'étudiants étrangers que d'étudiants français. Très soucieux de préserver sa « neutralité » à l'égard aussi bien de France Télécom que des grands constructeurs informatiques, il est géré par un groupement d'intérêt économique (GIE) réunissant, à parité, des établissements de formation et des entreprises (banques, industries, sociétés de service...). Les cours, qui débuteront à la rentrée 1989, seront donnés en français et en anglais. Prix de la scolarité : 150 000 F.

- Salon des langues**  
Le premier Salon international des langues en RFA aura lieu, du 16 au 20 novembre, à Francfort. Il est ouvert notamment aux étudiants, aux professeurs et aux traducteurs professionnels.  
Maison Almdorf, Alexander Dahnstrasse, 12 D-6500 Mainz 26. Tél. : 49 6131-81044.
- Mythe et Révolution**  
Le Centre de recherche sur l'imaginaire et l'institut de sociologie de l'université des sciences
- sociétés de Grenoble organisent, les 25 et 26 novembre, un colloque sur « Mythe et Révolution ».  
(Vive Chelsea, CEPB Palais de l'université, place de Verdun, 38000 Grenoble. Tél. : 76-54-00-04.)
- Droit de la télématique**  
Sciences-Po Rhône-Alpes organise, le jeudi 24 novembre, un séminaire sur le thème : « Le droit de la télématique ».  
(Institut d'études politiques de Grenoble, BP 45, 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex. Tél. : 76-82-60-13.)

## 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

### Les services ouverts ou fermés

**Presse.** - Les quotidiens paraissent normalement le mardi 1<sup>er</sup> novembre.

**Banques.** - Fermées le lundi 31 octobre et le mardi 1<sup>er</sup> novembre.

**Postes.** - Les bureaux de poste seront fermés le lundi 31 octobre à partir de 12 heures (mais la distribution du courrier sera assurée). Le mardi 1<sup>er</sup> novembre, pas de distribution de courrier à domicile. Les bureaux de poste seront fermés, sauf ceux assurant le service des dimanches et jours fériés.

**SNCF.** - Service réduit des dimanches et jours fériés sur les lignes de banlieue.

**RATP.** - Service réduit des dimanches et jours fériés.

**Grands magasins.** - Fermés à l'exception du Bazar de l'Hôtel de Ville (ouvert de 13 h 30 à 18 h 30) et de la Samaritaine (ouvert de 10 heures à 19 h 30). Ils seront tous ouverts le 31 octobre et le 2 novembre aux heures habituelles.

**Sécurité sociale.** - Les centres de la région parisienne seront fermés au public du lundi 31 octobre, à 15 heures, au mercredi 2 novembre, aux heures habituelles.

**Allocations familiales.** - Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du lundi 31 octobre, à 12 heures, au mercredi 2 novembre, aux heures habituelles.

**Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.** - Les centres d'information de Paris et de la région parisienne seront fermés du lundi 31 octobre, à 14 h 30, au mercredi 2 novembre, aux heures habituelles.

**Hôtel national des Invalides.** - Le musée de l'Armée, celui des plans-reliefs et du cibage et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés. Mais l'accès à l'église Saint-Louis des Invalides sera libre pour permettre aux fidèles d'assister aux offices de 9 h 30 et de 11 heures.

**Inséisme de France.** - Le château de Chamilly ainsi que le domaine et l'abbaye de Chaalis seront ouverts le 1<sup>er</sup> novembre aux heures habituelles.

**Musées.** - Le Musée d'Orsay sera ouvert aux heures habituelles.

**Bibliothèque nationale.** - Fermée du dimanche 30 octobre au mercredi 2 novembre inclus.

Prolongation jusqu'au 15 novembre

**voiture 205 GTI,**  
**voiture 309 GTI,**  
**voiture 205 (berline 3 ou 5 portes)**

en livraison immédiate\*  
avec l'intérieur en CUIR  
**GRATUIT**

**NEUBAUER**

\* après les options désirées ; offre valable sur les berlines 3 et 5 portes. Offer disponible en 3 colors et 3 colors.

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine: Banque, CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES, Ingénieur "PROJETS-PROCESS", Ingénieur "ASSURANCE QUALITE", etc.

PROFESSEUR DE COMMERCE INTERNATIONAL pour enseignement BTS CI

CHERCHE UNE PERSONNE pour GABRIEL VINCENZI

L'AGENDA Galeries de peinture

KOLLER - ROCHER-RUSTIN Dessins - Peintures

Traiteur G. COUSIN

automobiles ventes de 5 à 7 C.V.

EGOR 8, rue de Bari - 75008 PARIS

Le Carnet du Monde

Naissances - Olivier STROH et Frédérique STROH, née Four, sont très heureux de faire part de la naissance de Léa, le 23 octobre 1988.

Philippe GALIBERT et Annie-Christine, née Jeanin, lient à Alexandre le plaisir d'annoncer la naissance de Paul, Océan, le 13 octobre 1988.

Décès - Lyon. M. Jean Cibert, Le docteur et M. Jacques Blanc, leurs enfants et petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès, survenu le 20 octobre 1988, du professeur Jean CIBERT, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Le président et les membres de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) ont le tristesse de faire part du décès de M. Alain CONORT, enseignant-chercheur, survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de quarante-six ans.

Anniversaires - A la mémoire de François ALLEAUME, mort le 29 octobre 1987.

Estelle JACOBS, décédée à New-York, le 29 septembre 1988.

Services religieux - Nous apprécions la mort de Claude SYLARD.

Adjoint au maire de Lille, Claude Sylard est décédé dans la nuit du 26 au 27 octobre des suites d'une longue maladie. Il était âgé de quarante-quatre ans.

La professeur Charles-Pierre Guillebeau, administrateur de l'université de Paris-IV-Sorbonne.

M. Marcel TROCMÉ, secrétaire général honoraire de la Caisse des dépôts et consignations, membre du conseil de l'Université au titre des personnalités extérieures.

Remerciements - M. Marcel Abitbol, Ses enfants, Les familles Abitbol, Azoulay, Reboul, Ouaknine, Rainy, Chriqui, Amar, Ceylan, dans l'impossibilité où ils sont de répondre à tous les messages reçus, remercient avec une profonde émotion tous ceux qui leur ont témoigné amitié, affection et compassion à l'occasion du décès survenu le 15 octobre 1988 de Marcel ABITBOL, directeur général de la société Deco-France.

Chaire MERLEAU-PONTY-CONDOMINAS et Georges CONDOMINAS les prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Services religieux - Tous ceux qui ont connu et aimé M. Georges WEG, née Michèle Daquesne, se réuniront à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux pour célébrer le premier anniversaire de son décès accidentel.

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Tokio KUMAGAL, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères, 75002 Paris, le mercredi 2 novembre 1988, à 18 h 15.

Soutenances de thèses - Université Paris-IV : le jeudi 10 novembre, à 14 h 15, salle des Actes, centre administratif, M. Valérie Guth : « Tentation et doute religieux chez Kierkegaard ».

Université Paris-V : le samedi 12 novembre, à 14 h 30, CREPIF, 24, rue de Poissy, 75015 Paris. M. Myriam Monzani : « La ZAC Citroën-Cévennes, un des plus grands aménagements parisiens ».

Université Paris-IV : le lundi 14 novembre, à 14 h 30, CREPIF, 24, rue de Poissy, 75015 Paris. M. Myriam Monzani : « La ZAC Citroën-Cévennes, un des plus grands aménagements parisiens ».

Université Paris-IV : le samedi 19 novembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Véronique Jobert, née David-Layle : « La satire soviétique contemporaine : société et idéologie ».

ENVIRONNEMENT

Accord franco-italien sur l'oxyde d'azote - La France et l'Italie se sont engagées à réduire de 30 % leurs émissions d'oxyde d'azote d'ici à 1998. Tel est le principal résultat de la réunion des ministres chargés de l'environnement de Suisse et de ses deux voisins latins, qui s'est achevée mardi 25 octobre à Locarno, dans le canton du Tessin.

Après avoir « confronté de manière très franche leurs expériences en matière d'environnement », les trois ministres ont envisagé des mesures concrètes visant à réduire la pollution atmosphérique. Promoteur de la réunion, M. Cotti, chef du département fédéral de l'intérieur, a indiqué qu'il avait été convenu « de renforcer les normes existantes pour les composés sulfureux, les composés organiques volatils et les oxydes d'azote ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 28 octobre 1988: DES ARRÊTÉS - Du 6 octobre 1988, fixant les listes de classement au concours 1988 pour l'entrée dans les écoles normales supérieures de Lyon, de Fontenay-Saint-Cloud (sections lettres, sciences humaines et langues vivantes) et de Cachan (sections A, A.2, A.3 et sections B, B.1-B.3, B.2, B.4).

LOTTO

Table of lottery results for October 29, 1988. Numbers: 8, 15, 17, 24, 33, 34. Prizes: 976 716,000 F, 135 080,000 F, 6 915,000 F, 125,000 F, 9,000 F.

CARNET DU MONDE Tarif à la ligne H.T. Toutes rubriques: 79 F. Abonnés: 69 F. Communiqués divers: 82 F.

LA CONFIANCE avec la spécialiste du voyage N. LAPOUS 45-54-28-86

PORT-ROYAL 4-5 P. 1.100.000 F/7.900 F. FONCIAL 45-45-96-18

immobilier information PROFESSIONNEL DE L'IMMOBILIER

bureaux Locations VOTRE BIEN SOCIAL DOMICILIATIONS

fonds de commerce Locations BREXIT, art. prestations de services, aff. saine, bonne gestion, appart. duplex TB.

Ventes A VENDRE POSSONNIERE + MANEGES 68300 LE PAYS (Belle-Isle-en-Mer)

Les abonnées bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde ».

LE WEEK-END D'UN CHINEUR Espaces Georges-Bressens (105, rue Brancion) à Paris, samedi 29 octobre.

RÉGION PARISIENNE Samedi 29 octobre: Versnes, 16 h 30; jous. Dimanche 30 octobre: L'Atelier-Adam, 14 h 30; tableaux; La Verrière-Saint-Hilaire, 14 h 30; mobilier, objets d'art; Versailles-Charmagne, 10 h 30 et 14 heures; arts d'Asie.

PLUS LOIN Samedi 29 octobre: Amers, 14 h 30; Orient, Extrême-Orient; Bergues, 14 heures; mobilier, tableaux; Bergues, 10 heures et 14 heures; tableaux, mobilier; La Rochelle, 14 heures; meubles, objets d'art; Montblanc, 14 h 30; timbres.

FOIRES ET SALONS Marseille; Angers; Le Touquet.

Gala de la Fondation de la vocation Si vous n'avez pas reçu, en raison des papiers, votre invitation au gala en faveur de la Fondation de la vocation le mercredi 16 novembre 1988, à 11 heures à la Comédie des Champs-Élysées pour la première représentation de la pièce: Une femme sans histoire, avec Michèle Morgan.

Vente aux enchères publiques HIPPODROME DE VINCENNES DIMANCHE 6 NOVEMBRE 1988 A 15 H 70 VEHICULES DE PRESTIGE - HAUT DE GAMME - COLLECTION

IMMOBILIER

appartements ventes 3<sup>e</sup> arrondissement

PROFITABLEMENT MARIAGE 4<sup>e</sup> arrondissement

LE SAINT-LOUIS 2<sup>e</sup> arrondissement

M<sup>e</sup> MONTPARNASSE 14<sup>e</sup> arrondissement

M<sup>e</sup> PORT-ROYAL 14<sup>e</sup> arrondissement

appartements achats CL. URGENT 110 à 140 m<sup>2</sup>

pavillons A VENDRE à VILLEGROSNIÈRE (94)

CESSON 35 km de PARIS

propriétés A 4 km PLUZÉC, GARD

BOULIEN, CRI, 10<sup>e</sup> Sém.

NICE: VIAZUR dispose de plus important fichier de villas et appart.

maisons de campagne 12-AVEYRON

LA CONFIANCE avec la spécialiste du voyage

PORT-ROYAL 4-5 P. 1.100.000 F/7.900 F.

FONCIAL 45-45-96-18

immobilier information PROFESSIONNEL DE L'IMMOBILIER

bureaux Locations VOTRE BIEN SOCIAL DOMICILIATIONS

fonds de commerce Locations BREXIT, art. prestations de services, aff. saine, bonne gestion.

Ventes A VENDRE POSSONNIERE + MANEGES

Le Monde IMMOBILIER AGENDA IMMOBILIER mercredi + jeudi + vendredi + samedi (RADIO-TELEVISION) PUBLICITE: RENSEIGNEMENTS et RESERVATIONS: 45-55-91-82 poste 43-24 - 41-38

50 من الأصول



# Économie

## SOMMAIRE

- Le Mali a obtenu un allégement de sa dette devant le Club de Paris. Il est le premier pays à bénéficier des résolutions du sommet de Toronto (lire page 27).
- Malgré une progression significative des recettes, le régime général de la Sécurité sociale restera déficitaire en 1988 (lire ci-dessous).
- Philips, Siemens et SGS-Thomson vont mettre leurs moyens de recherche en commun sur les composants électroniques des années 90: un programme de 20 milliards de francs sur sept ans dans le cadre d'Eurêka (lire page 26).
- Un nouvel avion, le franco-italien ATR 72, a effectué son premier vol le 27 octobre dans le ciel de Toulouse (lire page 27).

Selon les derniers comptes de la Sécurité sociale pour 1988

## La progression actuelle des recettes ne suffira pas à réduire le déficit du régime général

Les rentrées de cotisations du régime général de sécurité sociale continuent à progresser: la note présentée vendredi 28 octobre à la commission des comptes de la Sécurité sociale le confirme. Mais une bonne partie du gain des derniers mois sera sans doute absorbée par des dépenses supplémentaires pour l'assurance-maladie, et de façon plus insistante, pour les prestations familiales. L'année 1988 s'achèvera donc vraisemblablement comme prévu sur un déficit de l'ordre de 9 milliards de francs.

La progression des recettes pour le régime général de la Sécurité sociale déjà enregistrée au premier semestre a continué pendant l'été: 2,1 milliards de francs supplémentaires ont été encaissés de juin à septembre. La déflation annoncée ne s'étant pas produite, les recettes totales devaient atteindre 701 milliards de francs, le 31 décembre, au lieu des 698 milliards prévus: la note confirme ainsi les chiffres avancés fin septembre (le Monde du 20 septembre).

La croissance de la masse salariale évaluée actuellement à 5,4 %

par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS, gestionnaire de la trésorerie du régime général) dépasse encore les prévisions des comptes de la nation, pourant portées récemment à 4,8 %. Elle correspond clairement à l'amélioration de l'emploi enregistré ces jours-ci (le Monde du 26 octobre), mais aussi, semble-t-il, à une hausse du salaire moyen.

Mais le gain prévisible sera sans doute en grande partie mangé par des dépenses supplémentaires. Les plus inquiétantes concernent les allocations familiales et le complément familial. En fait, la prolongation de la scolarité, qui contribue à la baisse du chômage, allonge leur durée de versement; elle va accroître les dépenses de 550 millions de francs. Parallèlement, un « redémarrage » de l'allocataire parental d'éducation « peut entraîner un surcoût de 200 millions de francs ».

Pour l'assurance-maladie, la (mauvaise) surprise vient des hôpitaux: reprise des déficits antérieurs, majoration des salaires des fonctionnaires au 1<sup>er</sup> septembre, hausse des versements aux établissements médico-sociaux et aux cliniques privées, devraient gonfler la note de 1,1 milliard de francs au total.

Côté médecine ambulatoire, les remboursements d'actes médicaux

ont été conformes aux prévisions de juillet (et même inférieurs de 5,7 % pour les visites à domicile), mais les prescriptions ont « dérapé », notamment les médicaments (+3,9 %) en septembre (1). Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, la prescription moyenne par acte a augmenté de quelque 6 % au cours de l'été. Le surcoût actuel (359 millions de francs) pourrait s'accroître encore avec les correctifs apportés le 1<sup>er</sup> octobre au « plan Séguin ».

### 28 milliards en 1989 ?

Au total, les dépenses supplémentaires pourraient atteindre 2,2 à 2,5 milliards de francs à la fin de décembre; la trésorerie restera en découvert de plusieurs centaines de millions de francs à cette date, et le déficit de l'exercice 1988 se descendra sans doute pas au-dessous de 9 milliards de francs.

Qu'en sera-t-il pour 1989 ? La note ne va pas jusqu'à le dire. Mais les dernières prévisions, communiquées par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, à la commission des finances du Sénat la semaine dernière, aboutissent à un déficit global de 28 milliards de francs du régime général, malgré un excédent de 3,5 milliards des accidents du travail et de 3 milliards de francs de la branche famille: l'assurance-maladie serait déficitaire de 1,5 milliard et les retraites de 33 milliards.

On peut certes contester ces prévisions. Elles sont en effet fondées sur les dernières hypothèses des comptes de la nation. C'est-à-dire qu'elles supposent une croissance de la masse salariale de 4,5 % en 1989 (une progression de 0,7 % des effectifs et de 3,7 % du salaire moyen). Ces hypothèses peuvent être jugées pessimistes: le chiffre révisé pour la masse salariale sur l'année en cours (4,8 %) n'est-il pas encore inférieur à la croissance constatée ?

Mais les prévisions de dépenses n'ont pas non plus été réajustées. Elles ne tiennent compte ni des aménagements apportés au plan Séguin (coût: 2 milliards de francs environ) ni des dernières revalorisations des salaires des personnels hospitaliers, notamment des infirmières (coût équivalent). Et la tendance actuelle à la prolongation de la scolarité laisse prévoir un nouveau supplément de dépenses pour les allocations familiales. Le déficit global, dans ces conditions, peut difficilement être très inférieur à 24 ou 25 milliards de francs.

Le gouvernement doit encore arrêter sa position sur les mesures de financement. Si le principe du relèvement d'un point de la cotisation d'assurance-vieillesse est actuellement admis, il ne suffira pas, notamment pour assurer la trésorerie lors des creux de la mi-avril et de la mi-juin, d'autant que la mesure ne peut maintenant pas prendre effet avant le 1<sup>er</sup> décembre 1988.

Mais du côté de la rue de Rivoli, on n'est pas très chaud pour pro-

poser le prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables, tantôt pour des raisons techniques (délai nécessaire à l'application), tantôt pour des raisons de principe. Sans doute la proximité des élections municipales (le prélèvement étant effectué jusqu'ici sur le premier tiers provisionnel) peut aussi constituer un obstacle.

Quant à la réforme du mode de financement du régime général, elle reste pour l'instant lointaine, bien que M. Evin souhaite toujours établir une « cotisation sociale généralisée » et qu'il ait réaffirmé son intention de déposer un projet de loi au printemps et d'engager avec les partenaires sociaux des discussions sur une réforme de l'assurance-vieillesse.

GU Y HERZLICH.

(1) Ce dérapage s'expliquerait, selon la note, à la fois par l'environnement épidémiologique et le recours à des médicaments nouveaux ou plus chers.

## BILLET

### Négociations le 8 novembre dans la fonction publique

### Un malentendu permanent

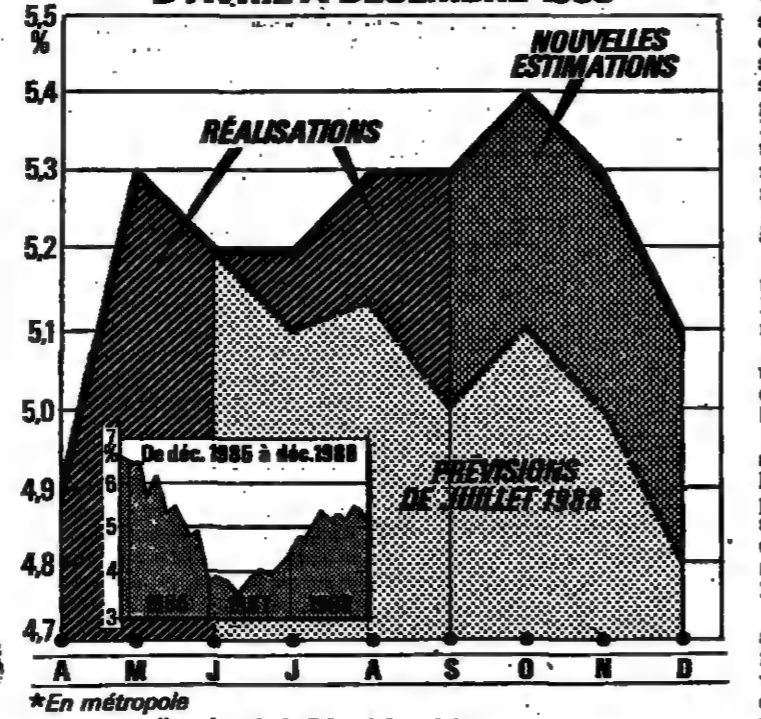
Depuis son entrée en fonctions, le gouvernement de M. Michel Rocard entretient avec les fonctionnaires, qui constatent une perte de son électoral, un malentendu permanent. Après bien des hésitations il a décidé, vendredi 28 octobre, de convoquer les syndicats pour une réunion salariale le 8 novembre, réunion que le premier ministre lui-même souhaitait pour cette semaine. « On ne sait plus comment on négocie avec ce gouvernement », assure M. Roland Gaillard, secrétaire général de l'Union interdépartementale FO des fonctionnaires, jeudi 27 octobre devant la presse.

Face à ces revendications, le gouvernement craint cependant que les syndicats, par le biais d'une « clause de fin de parcours » avantageuse, ne veuillent rétablir l'indexation des salaires sur les prix, que ses prédécesseurs socialistes avaient tenté de mettre hors la loi. Pour l'instant, il refuse donc de se laisser entraîner à accorder une nouvelle augmentation générale pour 1988.

Le problème, c'est que, en accordant unilatérairement, une hausse de 1 % au 1<sup>er</sup> septembre dernier, il s'est privé d'une des rares cartes en sa possession pour alimenter la négociation. Cette semaine encore, le malentendu s'est épaissi. La proposition de M. Durafour visant à accorder deux points d'indexe au 1<sup>er</sup> janvier 1989 (soit une hausse de 550 F en brut sur un an) a été perçue par certains syndicats comme une « base de départ » pour négocier 1989, puis 1988, par d'autres comme l'ultime et unique concession du pouvoir. A force de malentendus, le dialogue est donc devenu de plus en plus difficile.

MICHEL NOBLECOURT.

### LA PROGRESSION DES RENTRÉES DE COTISATIONS D'AVRIL À DÉCEMBRE 1988\*



### Le commerce extérieur de la France équilibré en septembre

La balance commerciale de la France s'est nettement améliorée en septembre. En données brutes, les exportations ont atteint 88,9 milliards de francs et les importations 91,9 milliards de francs, ce qui représente un déficit de 3 milliards de francs. Mais, après corrections des variables saisonnières, les ventes à l'étranger ont atteint 90,7 milliards de francs et les importations 90,3 milliards de francs, dépassant un excédent de 400 millions de francs.

Les exportations progressent de 9,5 % en un mois et de 20 % en un an; les importations reculent très légèrement par rapport à août (-1,3 %) mais augmentent de 16 % en un an.

Le bon résultat de septembre, qui corrige ce qu'avait d'occasionnel celui de l'été, s'explique surtout par l'amélioration du solde industriel, qui passe d'un déficit de 8 milliards de francs en août à -400 millions. Le déficit du poste énergie (6 milliards au lieu de 6,4 en août) et l'excédent agro-alimentaire (+3,6 milliards) retrouvent leurs niveaux habituels.

Par zones géographiques, l'amélioration est quasi générale mais particulièrement forte vis-à-vis de la CEE, notre déficit revenant de 7,2 milliards en août à 1,9 milliard.

Depuis le début de l'année, le déficit du commerce extérieur de la France atteint 23,6 milliards de francs à comparer aux 24 milliards pour la même période de 1987.

[Ce qui est remarquable dans le résultat de septembre, c'est qu'il se situe dans un climat de haute conjoncture: les importations progressent fortement, notamment dans le domaine des biens d'équipement, ce qui est le contraire de ce que l'on constate en France comme son effort d'investissement. Mais les exportations augmentent elles aussi beaucoup dans de nombreux domaines (biens d'équipement, biens de consommation, agro-alimentaire, automobiles, etc.), prouvant une bonne compétitivité des produits français sur les marchés extérieurs.]

Ce bon résultat devrait se prolonger, si l'on croit les chefs d'entreprise, dans les semaines de commandes sont extrêmement chargées.

### FISCALITÉ

#### M. Charasse annonce une révision des bases des impôts locaux

Les valeurs locatives qui servent de base au calcul des impôts locaux (taxes d'habitation et taxes foncières) vont être révisées. Cet objectif « considérable » donnera lieu à un projet de loi qui devrait être déposé sur le bureau du Parlement avant la fin de 1989, a déclaré, le jeudi 27 octobre, M. Michel Charasse devant le congrès de l'Association des maires de France. M. Balladur et Juppé avaient prévu dans un premier temps une simple actualisation des bases de calcul des impôts locaux.

Aucune révision de fond n'a été faite depuis 1970 pour les immeubles et depuis 1961 pour les terrains. M. Charasse a souligné qu'un grand nombre de valeurs locatives augmentent et que, pour éviter « un transfert de charges trop lourd », il faudrait élargir dans le temps l'application des nouvelles valeurs.

### ÉNERGIE

## Les Emirats arabes unis réclament un relèvement de leur quota de production

Le marché pétrolier, traumatisé par l'une des rechutes les plus brutales de son histoire - près de 3 dollars de baisse sur le baril en deux jours, lundi 24 et mardi 25 octobre, suivant l'échec de la réunion de l'OPEP à Madrid le week-end dernier, semblait retrouver jeudi un équilibre précaire à des niveaux très faibles: 10,40 dollars pour le brut « Dubaï » du Golfe, 12,30 dollars pour le « Brent » britannique et 13,70 dollars pour le brut américain de référence.

Mais cet équilibre pourrait de nouveau être perturbé par la prise de position des Emirats arabes unis, quatrième producteurs de l'OPEP, qui ont officiellement leur opposition au plan de stabilisation ébauché à Madrid par les principaux membres du cartel (le Monde du 25 octobre). Le ministre du pétrole des Emirats a affirmé, dans une déclaration publiée jeudi 27 octobre par le ministère, qu'il n'acceptera pas un quota de production inférieur à 1,5 million de barils par jour et qu'il « demandera un quota encore plus élevé » si la prochaine conférence de l'OPEP, prévue le 21 novembre à Vienne, décide d'accroître le plafond global du cartel.

Cette prise de position, succédant aux refus, exprimés à Madrid, de l'Irak et de l'Iran, risque de remettre en question le consensus fragile qui s'était dégagé dans cette ville pour tenter de stabiliser durablement les prix du brut, plus que jamais menacés d'effondrement.

LA REPUBLIQUE DE TURQUIE  
LE CABINET DU PREMIER MINISTRE  
ADMINISTRATION DU  
DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT  
ET DES PARTICIPATIONS PUBLIQUES

AVIS  
Concernant

Çitosan, les Cimenteries d'Afyon, d'Ankara, de Balıkesir, de Söke et de Trakya

Dans le cadre du Programme de Privatisation Turc, l'Administration du Développement de l'Habitat et des Participations Publiques (ADHPP), a désigné TÜRK EKONOMİ BANKASI A.Ş. et LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE en tant que conseillers financiers, et invite à présenter les gestionnaires/investisseurs ayant l'intention de participer à la gestion de ces entreprises, de soumettre des offres en vue de l'acquisition minoritaire des actions d'une ou de plusieurs des entreprises ci-dessus. Le reste des actions sera offert au public conformément aux principes du programme de privatisation en vigueur.

Le volume de production de chacune de ces cimenteries a atteint les chiffres suivants en 1987:

Afyon	467.212 tonnes
Ankara	735.155 tonnes
Balıkesir	423.000 tonnes
Söke	241.500 tonnes
Trakya	151.500 tonnes (blanc)
	270.700 tonnes (gris)

La procédure de la vente nécessite des négociations avec des acheteurs éventuels au sujet de la vente partielle des actions détenues par l'ADHPP. Les gestionnaires/investisseurs intéressés sont invités à s'adresser par écrit, jusqu'au 4 Novembre 1988 à:

TÜRK EKONOMİ BANKASI A.Ş.  
Département des Services Conseil

İstiklal Cad. 294, Çakırlı 80050 Beyoğlu, İstanbul TURQUIE Tel (90) (1) 151 21 21 Tlx 25 358 İsbu F Fax (90) (1) 148 85 85

ENVIRONNEMENT

JOURNAL OFFICE

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

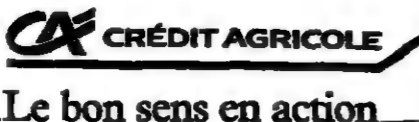
Credit Agricole

## RÉMUNÉRATION DES TITRES PARTICIPATIFS OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des titres participatifs du Crédit Agricole - Octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50% du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés) et d'une partie variable égale à 39% de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

Les résultats nets s'établissent à F 1966,3 millions en 1987 contre 2301,8 en 1986. Compte tenu du coefficient de participation de 1,582 retenu pour le coupon de 1987, le nouveau coefficient applicable à la rémunération de 1988 s'élève à 1,351%.

Le total de la rémunération fixe et variable calculée sur la base d'un TMO moyen de 9,49% (période de référence d'octobre 1987 à septembre 1988 inclus) fait ressortir un coupon égal à F 97,45 pour un titre participatif de F 1000 nominal qui sera mis en paiement le 4 novembre 1988.



### LA COMPAGNIE PARISIENNE DES ASPHALTES POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT DANS LE STOCKAGE INDUSTRIEL

La Compagnie Parisienne des Asphaltes, associée à l'UNION NORMANDE, vient de céder à NORSELO, filiale d'ORKEM (ex-CDF-CHIMIE), la société STOCKNORD implantée à DUNKERQUE. Cette société avait été constituée pour concevoir et exploiter les installations nécessaires au stockage et aux entrées-sorties du vapeur pour de NORSELO, et rejoint donc logiquement le groupe de son client.

Parallèlement, la Compagnie Parisienne des Asphaltes poursuit son développement dans le stockage industriel en zone Seine et dans le Nord, où elle dispose de dépôts représentant un total environ 1 million de mètres cubes destinés au stockage de produits pétroliers, chimiques et agro-alimentaires.

A ROUEN-GRAND-QUEVILLY, 97 000 m<sup>3</sup> sont en cours de mise en service, qui s'ajouteront aux 380 000 m<sup>3</sup> existants. En outre, la Compagnie Parisienne des Asphaltes va entreprendre sur ce site la construction d'un nouveau dépôt chimique spécialisé sur un quasi de 4 hectares, qui verra se substituer à leurs appointements permettant, en outre, un meilleur accès maritime.

A ROUEN-VAL-DE-LA HAYE, le dépôt de Bismard, de 56 000 m<sup>3</sup> s'accroît de 25 000 m<sup>3</sup> qui permettront de mettre à disposition des clients un choix important de baux destinés aux produits non dangereux.

Dans le Nord, après cession de STOCKNORD, la Compagnie Parisienne des Asphaltes conserve ses autres installations du port de DUNKERQUE (soit 540 000 m<sup>3</sup>), qu'elle entend agrandir et moderniser.

La Compagnie Parisienne des Asphaltes a, en outre, des implantations à l'étranger dans d'autres régions industrielles.

La Compagnie Parisienne des Asphaltes, fondée en 1877, reste essentiellement aujourd'hui une activité de stockage de produits liquides industriels. Elle exerce aussi une activité régionale de distribution de produits pétroliers.

Elle appartient au groupe UNION NORMANDE INVESTISSEMENT, ainsi qu'au groupe B.T.T. (BIANCO, TARDY, TRAMIER) et à TOYAMEN (Philippe MONTENAY).



## COMPAGNIE PARISIENNE DES ASPHALTES



## GROUPE PRINTEMPS

Le Directoire de AU PRINTEMPS S.A. a arrêté le tableau d'activité et de résultats consolidés du Groupe au 30 juin 1988. Les principaux éléments en sont donnés ci-dessous en millions de francs. Le Groupe PRINTEMPS n'ayant pas procédé jusqu'ici à une consolidation semestrielle, les éléments comparables pour le premier semestre de 1987 ne sont pas disponibles. Les chiffres correspondants pour l'exercice 1987 sont donnés à titre de référence.

	Du 1.01.87 au 31.12.87	Du 1.01.88 au 30.06.88
--- Chiffre d'affaires H.T.	15 854	11 148
--- Résultat d'exploitation	254	107
--- Résultat courant avant impôts	286	90
--- RÉSULTAT NET	175	60
--- Part du Groupe	172	16
--- Part des minoritaires	3	44

Il convient de souligner que des changements majeurs sont intervenus entre les deux périodes.

1. Au 30 juin 1988 les participations dans Viniprix et Euromarché sont, pour la première fois, consolidées par mise en équivalence.  
2. Au 30 juin 1988 les résultats du Groupe Redoute sont consolidés par intégration globale, mais pour quatre mois seulement, du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin. Le Groupe REDOUTE clôturait en effet ses comptes à fin février et l'OPA qui en a donné le contrôle au PRINTEMPS S.A. a été initiée en mars 1988. A partir de 1988 le Groupe REDOUTE clôturera ses comptes au 31 décembre.

Le caractère saisonnier de l'activité de plusieurs branches du Groupe PRINTEMPS, et notamment de la branche Grands Magasins, conduit à une formation des résultats de ces branches essentiellement centrée sur le second semestre. En 1988, ce phénomène sera amplifié par l'intégration de six mois d'activité REDOUTE au second semestre, contre quatre mois au premier.

Au vu de l'évolution prévisible à cette date des activités et des résultats des différentes branches et participations du Groupe, le Directoire estime que le résultat net dégagé dans le périmètre ancien du Groupe sera voisin de celui de 1987 (175 MF). Compte tenu de la mise en équivalence de VINIPRIX/EUROMARCHÉ et de l'intégration de LA REDOUTE, et bien que celle-ci ne porte en 1988 que sur dix mois au lieu de douze, les résultats du Groupe PRINTEMPS vont évidemment changer de dimensions. L'évaluation du Directoire, sous les réserves qu'impose une prévision dans de nouveaux domaines d'activité, est que le résultat net de l'ensemble consolidé devrait marquer une progression de l'ordre du simple au double. La part du Groupe dans ce résultat progresserait d'environ 50%.

En ce qui concerne la maison-mère AU PRINTEMPS S.A., il est rappelé que son activité Grands Magasins (exploitation des magasins du Boulevard Haussmann) a été apportée à sa filiale FRANCE PRINTEMPS en juillet 1988 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1988, ce qui retire toute signification prospective à son résultat au 30 juin 1988 (pour mémoire : 81 MF contre 4<sup>o</sup> MF au 30 juin 1987). Les résultats au 31 décembre 1988 traduiront l'activité de pure société holding qui demeurera la sienne à l'avenir. Ils permettront de poursuivre la politique d'amélioration du dividende suivie dans les années antérieures.

# Économie

## Trois grands de l'électronique font alliance

(Suite de la première page.)

Dans une deuxième étape (1995-1996), il s'agira de circuits quatre fois plus puissants (64 mégabits) avec des traits encore plus fins de 0,3 micron.

Les sommes en jeu sont considérables : pour mettre au point ces procédés de fabrication, il faudra dépenser de 400 à 500 millions de dollars (entre 2,5 et 3 milliards de francs) au moins chaque année pendant sept ans ; un total qui dépassera 20 milliards de francs. Ce programme est donc le premier d'une telle ampleur au niveau européen. Ces dépenses, assure-t-on côté français, seront assumées à parts égales par les trois entreprises, qui subordonnent leur accord au soutien financier de leurs gouvernements respectifs. Reste à savoir jusqu'à quel point ils seront entendus.

Tous les pays concernés et Bruxelles considèrent JESSI d'un bon œil. Mais rien n'est acquis de façon ferme, explique-t-on chez Thomson. Compte tenu des enjeux stratégiques de ce programme, il est évident que les industriels seront aidés : l'industrie électronique européenne veut continuer d'exister à l'avenir, ce que soit dans le secteur du grand public (téléviseurs, hi-fi...) ou dans celui du professionnel

(informatique, armement, télécommunications...), les autorités ne peuvent pas ne pas aider la recherche sur l'origine de cette filière que sont les puces. Il faut rappeler que les Européens contrôlent moins de 10% de la production mondiale de semi-conducteurs face aux Américains (39%) et aux Japonais devenus leaders ces dernières années avec 48%. En outre, les producteurs du Vieux Continent sont rarement un meilleur niveau technologique.

En unissant leurs forces, Philips, avec des ventes de 1,6 milliard de dollars en 1987, Siemens, avec 657 millions de dollars, et SGS-Thomson avec 860 millions de dollars, réussissent tout juste à se hisser au niveau des premiers groupes mondiaux : les japonais NEC (3,2 milliards de dollars) et Toshiba (3 milliards). Seule cette coopération leur permet donc de dégager le chiffre d'affaires et les compétences nécessaires pour mener un tel effort de recherche-développement. Mais il aura fallu, au préalable, vaincre quelques réticences de Siemens : en avril dernier, Français et Italiens s'échangeaient des déclarations du géant bavarois laissant entendre que Siemens et Philips devaient être les pilotes du programme. Redoutant de devoir se contenter d'un strapontin,

ils ont donc plaidé pour un partage des tâches « équilibré ». (Le Monde du 6 avril 1988). Aujourd'hui, le tandem franco-italien à la tête de SGS-Thomson (entreprise commune à 50/50 entre Thomson et l'italien SGS) est satisfait de la répartition des rôles prévus par l'accord. « La coopération concerne la mise au point des processus de fabrication, mais pas le développement futur des produits. Ensuite, chacun retrouve sa liberté », explique-t-on chez Thomson.

Cette mise en commun européenne était devenue indispensable. Les Japonais poussent leurs feux - les Américains, plaçant maintenant les trois premières places mondiales - et les Européens, habitués du tout au tout leur habitude de concurrence à outrance, ont décidé l'an dernier de faire eux aussi plus commun. Ils ont créé une entreprise de recherche unique, Sematech, avec le plein accord des autorités anti-trust de Washington et bien entendu du Pentagone. Indispensable union des forces : le bon fonctionnement du programme JESSI, la bonne entente des gouvernements et des entreprises, seront aussi un test pour l'Europe de 1993.

FRANÇOISE VAYSSE.

## Les cow-boys du capitalisme

(Suite de la première page.)

Et Kravis d'ajouter, rapidement, comme pour se défendre : « Shearson [Shearson Lehman Hutton, la banque d'investissements de RJR] marche sur ses plates-bandes ; si je ne l'arrête pas, je passerai pour un faible ». Les machos de Drexel Burnham Lambert, banquiers de Kravis, enfoncent le clou : « Ils veulent jouer aux grands, ces gamins de RJR ? Voici la première leçon, laissez tomber, souriez en coin et collez accrochés diablement bas, l'un des directeurs de la banque aux junk bonds, ces obligations « pourries », appuyez sur les actifs de la société rachetée, inventez il y a trois ans lors de la première vague d'OPA. Au bar du Delmonico, le restaurant-salon du quartier de Wall Street, les cow-boys en alpaga ajustent leur cravate en buvant du « douze-ans-d'âge » : « Non, mais... »

Alors que toutes les lettres spécialisées et les services électroniques en temps réel (sortes de Miniflex) donnent de plus en plus dans la rampe du type « 23 oct 1988, 14 h 23 : Smith pourrait racheter Wells ; le rachat de Pinks par Little élément », le service électronique Dow Jones, la Bible de tout ce qui vit à New-York, affiche tous les jours les listes d'OPA et de RES en cours. A vingt-cinq affaires en moyenne à tout moment, la liste est longue et change tous les jours. Cela suffit pour faire varier les cours le temps d'un démenti, de permettre aux brokers (courtiers) d'inonder leurs clients de coups de téléphone intéressés, d'arracher quelques commandes et, surtout, quelques commissions. Et, par-dessus tout, cette assure un mouvement perpétuel dans un milieu qui ne supporte rien aussi mal que la tranquillité.

De 52 à 87 dollars en trois jours

« Il y a dix ans, les RES et les OPA étaient réservés à des spécialistes et payés en argent liquide, constate Théodore Forstmann du cabinet Forstmann & Little. Aujourd'hui, les principes de base de la prudence sont violés sans cesse. » James Grant ajoute : « Ceux qui ont violé les vieux principes ont gagné tant d'argent que les préteurs manquent d'arguments à leur opposer. »

C'est vrai, la spéculation payée par du papier rapporte de plus en plus d'argent. Les heureux possesseurs des actions de RJR Nabisco ont gagné, en quelques jours, 70% du montant de leurs avoirs (de 52 dollars, l'action est passée à 87 dollars en trois jours). Si les enchères pour RJR vont aussi loin que le rodéo des surenchères le promet, ils gagneront encore plus, en tout cas bien davantage que ce que l'action rapportait au « temps de paix ». C'est-à-dire environ 9% par an... Qui résisterait à une telle aubaine ? Personne n'écoute les consignes de retenue données par de vieux lions comme David Roderick, président d'USX Corp. (numéro un de l'acier américain), qui assure : « Les OPA forcées ne sont pas une bonne chose pour l'avenir de l'industrie américaine, car elles ne servent que les intérêts immédiats de Wall Street. »

Les hommes prudents ont trop de joueurs contre eux. A com-

mencer par les cabinets spécialisés, comme KKR, qui ne se contentent pas de répondre à la demande : ils la créent et, au besoin, forcent les portes. Soutenus par des banquiers d'un style particulier, ceux des maisons d'investissements, rassurés par les avocats qui lorquent le « an pour cent » du montant de la transaction, suivis facilement par des actionnaires qui, toujours déçus par les dividendes, en tout cas impatient, préfèrent que l'argent tourne aussi vite que possible, les marieurs ont le vent en poupe.

à se protéger en augmentant leur taille et leur endettement, les sociétés deviennent elles-mêmes des raiders », note Mme Linda Newman, d'Atalanta Capital, une firme d'investissements new-yorkaise.

Surtout que « la taille n'est plus un obstacle », clame Robert Raiff, directeur chez Morgan Stanley. C'est vrai dans la mesure où RJR Nabisco paraissait, il y a quelques jours encore, intouchable en raison de son immense valeur boursière. Pis : plusieurs analystes estiment que KKR est en mesure de réunir 50 milliards de dollars, à condition de trouver une cible. Alors, demain, IBM (73 milliards de dollars de valeurs en Bourse au cours actuel), Ford, General Motors, Eastman Kodak ? « J'ai décidé que je ne ferai plus rien pour protéger ma société, car je ne peux rien faire », affirme Richard Singe, directeur général de McCormick (épices).

Toutes les OPA ne sont pas des promesses. Le raider québécois Robert Campeau, qui a racheté, au printemps dernier, la chaîne de détail Federated Stores, l'apprend actuellement à ses dépens. La Banque First Boston Corp. vient de renoncer à l'émission d'obligations (en l'occurrence des junk bonds) de 1,15 milliard de dollars destinées à couvrir les frais financiers de Campeau, en attendant la conclusion des ventes... Que fera Campeau ? Il vendra sans doute des morceaux de ce qu'il aurait voulu garder pour lui.

Malgré les énormes dangers des RES et des OPA, qui augmentent artificiellement les prix des titres et, par là même, diminuent les rendements à terme des boursiers, la vague ne semble pas devoir mourir rapidement. L'Amérique succombe à la plus coupable des facilités : gagner de l'argent vite, sans se soucier du trimestre suivant...

CHARLES LESCAUT.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Union Normande Investissement et la Cie Parisienne des Asphaltes ont cédé à ORKEM (ex CDF Chimie) la Société Stocknord la Banque Commerciale Privée a conseillé dans cette transaction

Union Normande Investissement et la Cie Parisienne des Asphaltes

Banque Commerciale Privée

Armes de la compétition

سكوا من الأصل

# Économie

## ÉTRANGER

Réunion des créanciers publics au Club de Paris

### Le Mali, premier bénéficiaire des résolutions du sommet de Toronto

Le Mali a obtenu jeudi 27 octobre de ses créanciers publics un allègement de sa dette de 17 milliards de francs CFA soit 340 millions de francs en application des mesures de soutien aux pays très pauvres dont le Club de Paris a été chargé. Les échéances en principal et en intérêt allant d'août 1988 à octobre 1989 seront, selon les créanciers, annulées et les versements sur vingt-cinq ans ou seront leurs taux d'intérêt réduits de 3,5 points par rapport aux taux du marché. Contraire des pays se présentant devant le Club de Paris, le Maroc avait obtenu mercredi 26 octobre un rééchelonnement de 730 millions de francs de tirages spéciaux (6 milliards de francs) des remboursements échus entre juillet 1988 et décembre 1989 selon des modalités plus classiques. Mais chacun espère, compte tenu des progrès réalisés par l'économie malinoise, qu'il s'agira du dernier exercice du Club de Paris avec ce pays.

Il lui fallait obtenir l'assentiment des 18 membres les plus actifs du forum qu'il préside, sur la base d'un accord passé à sept. Il devait surtout trouver une clé permettant d'établir des équivalences entre trois types d'efforts impossibles à comparer en termes purement financiers : annuler une part de la dette ou en modifier les taux d'intérêt permet de réduire, en volume, l'endettement des bénéficiaires ; allonger les délais de paiements ne comporte guère d'élément de don. Les États-Unis ne pouvant, pour des raisons législatives, qu'envisager cette dernière solution, leurs partenaires ont admis de prendre en compte la part de risque qu'impliquent des rééchelonnements portés à vingt-cinq ans.

Enfin, la troisième condition préalable fixée par les gouvernements créanciers, qui représentait la quasi-totalité de cette dette, avait été remplie. En août dernier, le FMI octroyait un crédit *stand by* de 12,7 millions de dollars de tirage spéciaux (103 millions de francs). Préoccupé par l'endettement des plus pauvres, en grande majorité des pays africains, le Fonds avait également accordé un prêt au titre de la facilité d'ajustement structurelle (FAS), une option aux conditions très douces, de 32,26 millions de DTS.

L'un des pays les plus pauvres de la planète, le Mali, a joué les vedettes involontaires en devenant le premier champ d'application concret de la politique d'allègement de la dette, définie par les nations industrielles et orchestrée par le Club de Paris. Pour cet État africain géographiquement enclavé, aux prises avec tous les fléaux du mal-développement, l'octroi d'une bouffée d'oxygène était devenu vital. Pour le forum des créanciers publics qui s'est penché sur son cas, l'occasion était venue d'apporter la preuve que la concertation internationale pouvait être efficace et rapide sur un sujet délicat.

La Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale ont donné leur préférence à une réduction des taux de 3,5 points par rapport à ceux du marché. Si ces derniers tombaient en dessous de la barre de 7 %, c'est à une réduction de moitié qu'on assisterait. Quant à la France, elle s'en tient à la décision annoncée à Toronto par le chef de l'Etat d'annuler purement et simplement 30 % des échéances.

Cet assaut de bonne volonté ne porta pas sur des sommes impressionnantes. Il implique, en outre, de la part du Mali et de la part des autres pays amenés à bénéficier de la FAS comme des nouvelles règles du Club de Paris, un effort d'ajustement économique dont le coût social est difficile à amortir. Presque totalement démunis, le Mali a sans doute de sérieux progrès à faire en matière de gestion. Libérer à part commune l'économie implique des compressions délicates de personnel. Mener une politique d'austérité dans un pays où l'espérance de vie est évaluée à quarante-sept ans n'est pas la mission impossible. Au moins le Mali pourra-t-il chercher une issue sur des bases moins absurdes qu'aujourd'hui.

La nécessité de venir en aide aux plus démunis s'était imposée depuis des mois. Des initiatives commencent à fleurir à Londres. Octave ou Bonn, lorsque le président Mitterrand, au sommet des sept principaux pays industriels réunis à Toronto, en juin dernier, lança l'idée d'un « menu » de trois options pour alléger la dette des pays les plus pauvres : l'annulation d'une part de cette dette, la réduction des taux d'intérêt dont elle est assortie ou l'allongement des délais de remboursement. « Trois mois et trois jours plus tard », comme aime à le souligner le président du Club de Paris, Jean-Claude Trichet, un consensus permettait de lancer officiellement la machine à l'occasion de l'assemblée du Fonds monétaire international à Berlin, fin septembre. Un tour de force dont le directeur du Trésor français a quelque raison d'être satisfait.

Onze États membres sur les douze de la Communauté estiment avec la Commission européenne qu'il convient de frapper d'une taxe anti-dumping les photocopieurs japonais Ricoh qui sont assemblés en Californie puis exportés, notamment vers la Communauté. C'est ce qui est apparu, jeudi 27 octobre, lors de la réunion du « Comité de l'origine » qui rassemble des experts de la Commission européenne. Cependant, le représentant des Pays-Bas s'est exprimé contre une telle sanction, et la décision a été reportée à la fin novembre.

Selon les experts de la Commission qui enquêtent sur place, l'origine japonaise des photocopieurs ne fait aucun doute. La quasi-totalité des pièces composant les machines sont importées du Japon et le montage en Californie ne suffit pas pour leur conférer valablement le label *made in USA*. L'enquête de la Commission a été déclenchée à la suite d'une plainte des producteurs de la CEE.

**les armes de la compétition**

Comment adapter l'entreprise à l'évolution des marchés. Objectif 92. E. Harlé, G. Chevalier, J. d'Heraene. Réflexion et synthèse indispensables pour relever le défi 92 : production, concurrence, management stratégique. Dunod Entreprise - 192 p. - 150 F.

Objectif export. P. Aussure. Guide opérationnel pour les affaires internationales de l'entreprise : marketing, financement, investissement, logistique, établissement de contrats... Dunod Entreprise - 352 p. - 195 F.

Ramsès 89. IFR. Guide annuel pour comprendre l'actualité internationale à travers la prise en compte et l'analyse des événements géopolitiques marquants. 400 pages - Prix de souscription : 142 F jusqu'au 30.10.88 - 158 F à partir du 1.11.88. **Dunod** POUR ALLER PLUS LOIN

**Le COCOM libéralise les exportations des hautes technologies vers la Chine**

Le comité exécutif du COCOM, réuni pendant trois jours à Paris, a décidé de donner un coup d'accélérateur à la libéralisation des exportations occidentales de haute technologie vers la Chine, à-ou après jeudi 27 octobre.

Le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) est un organisme informel de seize membres (les quinze pays de l'OTAN et le Japon) qui a pour mission de protéger l'avance technologique occidentale dans les domaines sensibles aux convoitises des pays communistes. La France et la Grande-Bretagne sont parmi les plus chauds partisans de cette libéralisation, estimant que la Chine d'aujourd'hui doit être traitée comme un pays « coopérant ».

La réunion a aussi été marquée par les critiques communes des Européens et des Japonais contre la nouvelle loi américaine du commerce, en particulier les dispositions punissant les compagnies étrangères qui pourraient violer les interdictions du COCOM.

Les États-Unis ont également été critiqués pour la teneur manifestée dans l'allègement des listes de restrictions à l'exportation de produits considérés comme « bas de gamme ».

Européens et Japonais estiment que les contrôles seront d'autant plus efficaces qu'ils seront concentrés sur les matériels « haut de gamme » pouvant avoir des applications militaires dangereuses pour la sécurité de l'Occident.

## TRANSPORTS

Le premier vol de l'ATR 72

### Naissance d'une famille d'avions franco-italiens

L'avion de transport régional ATR 72 a effectué, jeudi 27 octobre, à Toulouse, son vol d'essai inaugural. Le premier exemplaire de ce nouvel avion, construit par le français Aérospatiale et l'italien Aeritalia, devrait être livré en juillet 1989. Cette mise sur le marché d'un appareil destiné au transport à courte distance de petites quantités de passagers marque la naissance d'une véritable gamme d'avions (ATR 42 et ATR 72) qui semble promise au même succès que l'Airbus.

C'est la percée de l'ATR 42, le « petit » frère aîné, qui a convaincu ses péres de fonder une véritable famille. « Notre société était convaincue qu'il ne fallait pas laisser s'installer dans ses usines une « monoculture » Airbus, d'autant que ses activités commencent des croix, explique M. Henri-Paul Puel, directeur commercial ATR à Aérospatiale. Nous avons donc travaillé sur un projet d'avion de trente-huit places, et lorsque nous avons cherché un partenaire pour supporter les frais de lancement, nous avons découvert que les Italiens travaillaient sur un projet de trente places. Nos expériences des États-Unis et une enquête auprès de cent dix-neuf compagnies aériennes m'ont vite persuadé que nous devions viser le créneau du cinquante places. »

« Il emporte dix passagers de plus que son concurrent canadien, le Dash 8-100, et il coûte 2,5 millions de dollars (52 millions de francs), soit 1,5 million de dollars de moins que le Fokker 50 néerlandais », répond M. Puel.

L'ATR 42 a traversé deux océans. La première a été l'accident survenu le 15 octobre 1987, à un exemplaire de la compagnie italienne ATI. Le pilote n'avait pas connaissance des instructions lui prescrivant d'augmenter la vitesse en cas de givrage et il a tiré le manche au lieu de le pousser lorsque son avion a décroché. La catastrophe a fait trente-sept morts. « Nous avons refait tous les calculs, tous les essais et nous sommes sûrs de notre appareil », affirme M. Puel. Nous proposerons aux petites compagnies de les aider à mieux former leurs équipages aux phénomènes de givrage. » Le deuxième pépin a été un vieillissement plus rapide que prévu d'un panneau de la voiture qui, aux essais, présente des fentes au bout d'une durée équivalente à cinq ans d'exploitation. Le plus vieux ATR 42 ayant trois ans d'exploitation, il a été décidé de renforcer la pièce incriminée à l'occasion des visites périodiques.

Les suites du comité interministériel sur la sécurité routière. — Parmi les mesures de moindre importance adoptées, le 29 octobre, par le comité interministériel sur la sécurité routière, figure l'aggravation des sanctions frappant certaines infractions (nos dernières éditions du 27 octobre). Pour les excès de vitesse graves et la violation des feux rouges et des stop, les amendes passeront de 900 F à 1 100 F. Celles-ci augmenteront de 20 % pour les délits de fuite. Jusqu'à 20 km/h de plus que la vitesse maximale autorisée, l'excès de vitesse sera déqualifié et sanctionné par une amende forfaitaire de 450 F. Enfin, le gouvernement a arrêté le principe de la perception immédiate par la police et la gendarmerie et une expérience sera menée dans quelques départements.

Le succès commercial de l'ATR 42 est indéniable. Cent soixante et un exemplaires ont été vendus et cinquante-quatre en options ferme. Trente compagnies exploitent cent huit avions, et parmi elles, les « majors » américains Texas Air et Panam. Malgré une production qui passera de quarante-neuf à cinquante-cinq appareils par an, tous les avions sont vendus jusqu'en 1991.

Début 1986, le président d'Aérospatiale, M. Henri Martre, et celui d'Aeritalia, M. Renato Bonifacio, décidèrent qu'il faut consolider cette percée et maintenir la répartition des tâches : pour Aérospatiale, les ailes et le cockpit ; pour Aeritalia, la carlingue et l'empannage. Ils lancent, sur leurs fonds propres, l'ATR 72, dont le fuselage, le cockpit et la voiture présentent de nombreuses parties communes avec l'ATR 42. Mais le nouvel avion est plus grand (de soixante-six à soixante-quatorze passagers), vole plus vite (530 km/h) et plus loin (vol moyen de 2 700 km). Il est certes, un peu plus cher (11,5 mil de dollars, soit 70 millions de francs), mais il a tout de même été vendu à vingt-trois exemplaires ferme et à trente-trois en options. Il intéresse les grandes compagnies européennes désireuses de substituer à leurs vieux DC 9 et Boeing 737 pour certains trafics régionaux.

« Les suites du comité interministériel sur la sécurité routière. — Parmi les mesures de moindre importance adoptées, le 29 octobre, par le comité interministériel sur la sécurité routière, figure l'aggravation des sanctions frappant certaines infractions (nos dernières éditions du 27 octobre). Pour les excès de vitesse graves et la violation des feux rouges et des stop, les amendes passeront de 900 F à 1 100 F. Celles-ci augmenteront de 20 % pour les délits de fuite. Jusqu'à 20 km/h de plus que la vitesse maximale autorisée, l'excès de vitesse sera déqualifié et sanctionné par une amende forfaitaire de 450 F. Enfin, le gouvernement a arrêté le principe de la perception immédiate par la police et la gendarmerie et une expérience sera menée dans quelques départements.

Le succès commercial de l'ATR 42 est indéniable. Cent soixante et un exemplaires ont été vendus et cinquante-quatre en options ferme. Trente compagnies exploitent cent huit avions, et parmi elles, les « majors » américains Texas Air et Panam. Malgré une production qui passera de quarante-neuf à cinquante-cinq appareils par an, tous les avions sont vendus jusqu'en 1991.

Début 1986, le président d'Aérospatiale, M. Henri Martre, et celui d'Aeritalia, M. Renato Bonifacio, décidèrent qu'il faut consolider cette percée et maintenir la répartition des tâches : pour Aérospatiale, les ailes et le cockpit ; pour Aeritalia, la carlingue et l'empannage. Ils lancent, sur leurs fonds propres, l'ATR 72, dont le fuselage, le cockpit et la voiture présentent de nombreuses parties communes avec l'ATR 42. Mais le nouvel avion est plus grand (de soixante-six à soixante-quatorze passagers), vole plus vite (530 km/h) et plus loin (vol moyen de 2 700 km). Il est certes, un peu plus cher (11,5 mil de dollars, soit 70 millions de francs), mais il a tout de même été vendu à vingt-trois exemplaires ferme et à trente-trois en options. Il intéresse les grandes compagnies européennes désireuses de substituer à leurs vieux DC 9 et Boeing 737 pour certains trafics régionaux.

**Our articles speak your language.**

The Economist

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

TRADUCTION DU TEXTE CI-DESSUS : « NOS ARTICLES PARLENT VOTRE LANGUE » The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.



سكوا من الأمل

Marchés financiers

BOURSE DU 28 OCTOBRE

Main market table with columns for Valeurs, Réglement mensuel, and Cours élevés à 14 h 52. Includes various stock indices and company names.

Comptant (différence) SICAV (différence) 27/10

Table of Comptant and SICAV values, including sections for Obligations, Actions, and Hors-cote.

Table of Cote des changes and Marché libre de l'or, showing exchange rates and gold prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

PARIS Second marché
36-15 APPEZ LEMONDRE
Marché des obligations

CHANGES
BANK DES BANCAIRES
BANK DES BANCAIRES

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - \* : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les réactions occidentales, après la visite du chancelier Kohl à Moscou. 4 M <sup>me</sup> Christiane Scrivener à la Commission européenne. 5 Reprise des négociations sur le Cambodge. 6 Israël : les religieux dans la campagne électorale.	9 La « jeune garde » du RPR à « Questions à domicile ». 10 M. Millon élu président du Conseil régional de Rhône-Alpes.	11 Le programme de M <sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits de la femme. - Défense : la France et l'Italie coproduiront un armement antiballistique. 12 Le « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchard.	13 Théâtre : reprise de Une visite inopportune, de Copi, et de Fin de partie, de Beckett. 14 Communication : le lancement réussi du satellite de télévision TDF 1 ; Un entretien avec M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1.	25 Le déficit du régime général de la Sécurité sociale. - Les résultats du commerce extérieur. 27 Le premier vol de l'ATR 72. 28-29 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 24 Campus ..... 23 Carnet ..... 23 Jeu ..... 18 Loto ..... 24 Météorologie ..... 23 Philatélie ..... 23 Radio-Télévision ..... 22	• ENA : les résultats à l'admissibilité externe EXC • Le mini-journal de la rédaction ..... JOUR • Gardez un œil sur votre portefeuille ..... BOURSE • Jouez avec le Monde JEUX • Une semaine à travers le Monde ..... REP 36-15 tapez LEMONDE

## En visite à Ajaccio

### M. Jospin annonce la création d'un CAPES de corse

Premier des ministres qui doivent se rendre en Corse, dans le cadre de la politique d'apaisement voulue par le gouvernement pour cette région, M. Lionel Jospin n'est pas arrivé les mains vides, jeudi 27 octobre à Ajaccio. Il a notamment annoncé que la possibilité d'étudier la langue corse serait désormais offerte à tous les élèves de l'île.

L'université de Corte, où M. Jospin devait se rendre ce vendredi, va être dotée de nouveaux enseignements, et un CAPES de corse sera créé en 1990. Mais le ministre de l'éducation nationale a aussi souligné que la « corisation » des emplois d'enseignants, consécutive aux attentats, peut nuire à la qualité de l'école.

### Le CCF lance une contre-OPA sur Epéda-Bertrand-Faure

La Société des Bourges françaises a été saisie, vendredi 20 octobre, au début de la matinée, d'une contre-OPA visant les actions et les bons de souscription d'Epéda-Bertrand-Faure, proposition concurrente à l'offre publique d'échange avec soude déposée par Valeo le 30 septembre dernier. Cette contre-attaque est lancée par Gétina, une société dont le président est M. Pierre Richier, président d'Epéda-Bertrand-Faure. Elle se propose d'acquiescer l'intégralité du capital de la firme au prix unitaire de 1 250 F par action et de 600 F par bon de souscription.

Pour réaliser cette opération, Gétina, détenu majoritairement par le groupe Nobel (filiale du CCF), procède actuellement à une augmentation de capital qui fera entrer ses alliés dans la bataille. Il s'agit de la Compagnie du Midi, du Crédit agricole, des AGF, de la Société générale, des Mutuelles générales de France, du Gan, de Michelin et de Peugeot.

## Les conflits sociaux

La grève des transports en commun se poursuivait le vendredi 28 octobre à Nantes — où le trafic urbain était totalement paralysé — ainsi qu'à Lyon et à Saint-Etienne.

A EDF, la CGT a appelé pour le 28 octobre à une grève de 11 heures à 15 heures des agents de conduite des centrales, avec des baisses « conséquentes » de la production d'électricité. Un autre appel à une grève de vingt-quatre heures a été lancé par la CGT pour le 3 novembre dans la production thermique.

• Aux PTT, le travail a repris au centre de tri d'Issy-les-Moulineaux, le 27 octobre au soir. Dans la soirée, le ministre indiquait que « tous les centres de tri de Paris et de la région parisienne sont débloqués ».

## M. Michel Durafour invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 30 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien sénateur UDF-radical de la Loire, fondateur de l'Association des démocrates, qui regroupe les anciens membres du gouvernement non socialistes, répondra aux questions d'André Fasseron et de Guy Herzlich, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Catherine Maignan, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzerolle.

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1988 a été tiré à 530 438 exemplaires

**PIANOS DAUDÉ** 75 bis av. de Wagram 75017 PARIS 17 47-63-34-17 — 42-27-88-54

**VOTRE PIANO depuis 8 500 F TTC**  
En location-vente 190 F/mois - 61 mois  
LIVRAISON GRATUITE  
GARANTIE 10 ANS  
LOCATION depuis 200 F/mois + Frais de transport  
OUVERT LE DIMANCHE

## A Rennes

### MM. Rocard et Tjibaou invitent les Français à « accompagner » la Nouvelle-Calédonie dans les dix ans qui viennent

#### RENNES de notre envoyé spécial

Tout s'est passé si vite que M. Jean-Marie Tjibaou n'a appris que dans l'avion de premier ministre qu'il était invité à prendre la parole lors d'un meeting organisé par le Parti socialiste, le jeudi 27 octobre à Rennes, pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Le président du FLNKS pensait que, comme à la réunion du comité Calédonie-Fraternité, le 24 octobre à Paris, on attendait de lui qu'il soit présent, mais silencieux. Il n'en avait pas moins annulé un autre engagement pour venir à Rennes.

M. Tjibaou a donc improvisé devant les trois mille personnes réunies au palais des sports, qui l'ont chaleureusement ovationné. « N'applaudissez pas trop, a-t-il plaisanté, parce que je vais finir par vouloir rester français ! » Regrettant que M. Jacques Laffont, le président du RPR, n'ait « pas pu se joindre à cette démarche », le dirigeant indépendantiste a rappelé les événements qui avaient conduit à la signature des accords Matignon et Oudinot. « Il a fallu la boucherie d'Ouvéa, a-t-il dit, pour que l'opinion publique s'émeuve et, aussi, pour nous interpellent nous-mêmes. »

« Nous aurions pu aller plus loin », a observé M. Tjibaou, en indiquant les raisons qui pouvaient inciter les indépendantistes à poursuivre sur la voie du conflit local, mais renforcer leur position localement, s'affirmer davantage sur le plan

international. « Mais pour aboutir où ? a-t-il demandé. A la haine raciale. » « Je pense que M. Laffont a fait le même cheminement », a souligné le président du FLNKS. Il a souligné l'importance de la mission de dialogue envoyée en Nouvelle-Calédonie par le premier ministre et qui, a-t-il dit, « nous a un peu secoués, mis au pied du mur ». Ainsi a-t-on abouti aux négociations, dont le résultat, a rappelé M. Tjibaou, « a été dur à partager avec les militants ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit, — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

## A Pierre

« Il vaut mieux être témoin à un mariage qu'à un duel », avait déclaré auparavant M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, en appelant les Bretons à se mobiliser le 6 novembre. Répliquant à certains arguments du RPR, M. Le Penec avait souligné que « c'est à la demande des délégations

du FLNKS et du RPCR que le premier ministre a proposé au chef de l'Etat de soumettre à référendum le texte de leurs accords ». M. Rocard a rappelé, à son tour, la nécessité du référendum, parce que si, aux yeux de deux parties, « la parole de l'Etat était suspecte, on pouvait en appeler directement au peuple de France ».

C'est pourquoi la position du RPR, laissant entendre qu'il ne s'estimera pas lié, à l'avenir, par le résultat du vote du 6 novembre, provoque l'indignation du premier ministre. Cette position, a déclaré M. Rocard, « signifie que dans cinq ans, à la veille des prochaines élections législatives, les institutions, le statu, vont redevenir un enjeu en Nouvelle-Calédonie », et alors, « inévitablement, il y aura des tensions, des affrontements, des tentatives de nouveaux des violences ».

« Le seul moyen de prévenir ce danger, c'est que le « oui » au référendum soit suffisamment massif pour éviter à qui que ce soit la tentation de parjurer à nouveau la parole de la France », a continué M. Rocard. Le chef du gouvernement a dénoncé l'« abjection » dont a fait preuve M. Jean-Marie Le Pen en parlant des Canaques comme de gens qui vivaient encore « l'âge de pierre » (Le Monde du 28 octobre).

Parmi les personnalités présentes au premier rang, M. Alexandre Lefebvre, président (ex-RPR) du gouvernement de la Polynésie française, a été salué avec chaleur par M. Rocard comme par M. Tjibaou.

PATRICK JARREAU.

## La campagne contre le film de Martin Scorsese

### Six personnes, dont l'une est écroulée, inculpées après l'incendie au cinéma Saint-Michel

Six personnes ont été inculpées jeudi 27 octobre soit d'association de malfaiteurs en vue de préparation, de destruction ou de détérioration par l'effet d'une substance incendiaire, soit de « complicité de dégradations », bien entendu de l'effet d'incendie en bande organisée ou de « complicité de blessures volontaires avec préméditation » par M. Jean-Louis Mazières, premier juge d'instruction au tribunal de Paris. Ces inculpations font suite à l'attentat commis le 22 octobre contre le cinéma parisien Saint-Michel, qui projetait le film de Martin Scorsese, la Dernière Tentation du Christ. Trois autres personnes interpellées le même jour par la brigade criminelle étaient toujours en garde à vue, vendredi 28 octobre au matin. L'une d'elles serait matériellement l'auteur de l'incendie.

Grégoire Durand, dit Ordinais, dit « un frère », Jean Kayanakis, vingt-quatre ans, ingénieur en aéronautique ; Pierre Soleil, trente ans, chargé d'études au ministère des transports ; Régis Foy, vingt-huit ans, juriste ; Michel Valadier, vingt-neuf ans, secrétaire général de l'association Centre Charlier ; Emmanuel Doussau, vingt-trois ans, employé à l'association itinéraires de chrétiens ; tous seraient quelques-uns des auteurs ou complices présumés de l'attentat commis contre l'une des deux dernières salles qui projetaient encore le film de Scorsese. Durand, Kayanakis, Soleil, Foy et Valadier ont été remis en liberté mais demeurent inculpés ; Doussau en revanche a été écroué. Il encourt de dix à vingt ans de détention.

Entendus durant quarante-huit heures par la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne, ils ont admis leur participation à la campagne — réussie — d'intimidation contre les

salles qui passaient le film « Imple », l'opération contre le Saint-Michel et d'autres salles dans lesquelles les conséquences furent moins graves. Chez plusieurs d'entre eux les enquêteurs ont retrouvé des tracts, des substances chimiques explosives, des bombes lacrymogènes — qui confirment une implication qu'ils ne nient d'ailleurs plus.

Détruit par l'incendie, le cinéma Saint-Michel abrite deux salles. Le jour de l'attentat, l'une projetait Stormy Monday, l'autre le Dernier des Templiers. Le projet de loi sur les aveux des inculpés indique que l'engin incendiaire fut déposé dans la première salle ; une bouteille de plastique dont le yaourt liquide avait été remplacé par du chlorate de potassium et certains arguments de la Dernière Tentation du Christ. L'engin et les autres de l'attentat au nom de « Christus vincit », groupe jusqu'alors inconnu. A la revendication près, et avec moins de succès dans le résultat, la même technique avait été utilisée contre un cinéma du quartier des Halles, le Beaubourg, et contre le Gaumont-Opéra.

## Le noyau de l'intégrisme dur

Depuis le 28 septembre, date où l'alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIF), association de catholiques intégristes que dirige M. Bernard Antony, dit Romain Marie, député européen du Front national, a réuni un millier de personnes sur la place de l'Opéra, donnant le départ de la campagne contre le film de Martin Scorsese, les services de police ont recensé une cinquantaine d'attentats commis dans toute la France contre les salles projetant l'œuvre du cinéaste américain.

A l'évidence, les partisans de M. Romain Marie, répartis dans une multitude d'associations intégristes, en sont à l'origine. Le député européen du Front national a visité d'ailleurs pas cachés ses intentions. Lors d'une conférence de presse tenue le 18 août, à Paris, dans les locaux du Parlement européen, il avait indiqué que, cette

fois, lui et ses amis ne s'en tiendraient pas aux paroles, comme lors de la campagne conduite en 1985 contre le film de Jean-Luc Godard, Je vous salue Marie. Il semble avoir tenu sa promesse puisque l'un des inculpés, Michel Valadier, l'aurait mis en cause. En bonne logique judiciaire, le député européen devrait maintenant être entendu mais immunités parlementaires le met à l'abri de poursuites immédiates. Lors d'une dernière conférence de presse tenue mercredi 26 octobre dans les locaux du Centre Charlier, après les premières interpellations de ses partisans, M. Romain Marie avait précisé que ce serait un honneur d'aller en prison pour ses convictions.

L'ensemble de la campagne contre le film de Martin Scorsese a été précédé de la création d'une organisation de circonstance, le Collectif contre le blasphème, fondé à l'initiative du Centre Charlier, autre association intégriste dirigée elle aussi par M. Romain Marie et à laquelle appartiennent plusieurs des inculpés. Le Centre Charlier est le promoteur du pèlerinage annuel de Chartres.

Domicilié 114, rue de la Croix-Nouveaux, à Paris (14<sup>e</sup>), sous le même toit qu'une association de l'intégrisme dur itinéraires de chrétiens, le Collectif contre le blasphème s'est donné pour secrétaire général Emmanuel Doussau et a reçu l'appui du Mouvement de la jeunesse catholique de France, dépendant directement de Mgr Lefebvre, évêque excommunié d'Écône. Selon plusieurs des inculpés, M. Romain Marie était l'inspirateur idéologique de ces associations.

Sur l'inculpé détenu présent les charges les plus lourdes. En contact avec M. Romain Marie, Michel Valadier aurait été le concepteur de la campagne et Emmanuel Doussau en aurait été le chef opérationnel. Ce dernier aurait reconnu, après en avoir discuté avec Michel Valadier, avoir organisé les opérations menées dans les cinémas depuis le 28 septembre : jets de tracts, projection de gaz lacrymogène, dépôt d'engins incendiaires. C'est également lui qui aurait revendiqué par téléphone le dernier attentat. Régis Foy aurait acheté le matériel nécessaire aux opérations, recruté des militants, repéré et désigné à ses complices les objectifs, au cinéma le Saint-Michel et au Gaumont-Opéra où s'enflamma un engin incendiaire. Chez certains des inculpés remis en liberté par le juge d'instruction, les enquêteurs ont retrouvé du matériel qui aurait pu servir pour commettre les attentats, ainsi que des tracts.

Les investigations continuent. Elles pourraient aboutir à d'autres interpellations en province.

GEORGES MARION.

## Sur le vif

### Grouille ou crève

Ce qu'ils peuvent être cassés par leur opération « Drapeau blanc » ! Elle tombe bien, celle-là ! Si on a plus le droit de tuer sur les routes le jour des morts, où on va ! Ils vont quand même pas nous gêner le plaisir de se caramboler, de se tamponner, de se faire des tête-à-tête-de-poisson assortis d'entraînés et de coups de klaxon.

Ce provoque des accidents ? Et alors ? Ils n'ont qu'à se ranger des voitures, tous ces pépères abrutis, toutes ces pétasses au volant, tous ces imbecilles Grouille ou Crève, qui lâchent sur la file de gauche et se rabattent, sans prévenir, quand on leur fonce dedans.

Pour une fois qu'on grimpe dans les statistiques, c'est vraiment pas le moment de nous freiner. Nos moineaux de cadavres sont les plus belles d'Europe. On est les premiers producteurs de cercueils et de fauteuils roulants. Alors, venez pas nous mettre des bâtons dans les roues avec vos conneries de permis à points, d'amendes payables immédiatement et, permissif-moi de régler, du stop au piston pour faire sauter les conventions.

Vous partez en week-end, vous ? Moi, j'y ai mis une condition. Je l'ai dit, hier, aux enfants :

— Essayez pas d'accrocher un chiffon blanc au rétroviseur ou à l'antenne de la bagnole. C'est pas une cartouche de mariés.

— C'est quoi, alors, cette Renault 5 ? Un corbillard ? Un char d'essai ?

— Ah ! Je vous en prie, venez pas me bassiner avec vos leçons de civisme. Et arrêtez de déchirer mes draps. C'est ridicule, tout ça. Et le ridicule, ça tue.

— Ouais, ben, c'est tout ça ou rien. Et, comme toi, la seule chose que tu sais faire c'est fustoyer le conducteur, si t'es pas contente t'es qu'à prendre le train.

Vous avez vu, un peu ? Ou je m'accroche devant leurs ouïsses ou je me écrasée entre deux wagons. Alors, écoutez pour écarter, autant participer à ce bel effort de solidarité nationale patronné par Europe 1 et A 2. Tiens, à propos, ça marche très fort, ce matin : au journal de 8 heures, ils annonçaient déjà sept tués, à la télé. Mais, bon, c'est encore trop tôt pour pavloïser. Attendez que je preme le volant, moi, le Rambo de la place du mort. Là, on pourra vraiment se ventiler d'avoir bettu un nouveau recorde.

CLAUDE SARRAUTE.

**CE QUI VA SANS DIRE VA MIEUX EN LE DISANT... ET**

LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN  
SIGNÉ DES GRANDS COUTURIERS  
à des prix É-TONNANTS (de - 25 % à - 35 %)  
C'EST **STEPHANE MEN'S** de la mode

**2 MAGASINS « RÉVOLUTIONNAIRES » A PARIS A VOTRE SERVICE**

Ouverts (en fond de cour) de midi à 19 h 30 du lundi au samedi  
Champs-Élysées : 5, rue de Washington — Métro George-V  
Rive gauche : 130, bd Saint-Germain — Métro Odéon  
A Strasbourg : 19, faubourg National (1<sup>e</sup> étage)

**SCIENCE & VIE**

**ECONOMIE**

**OPA, FUSIONS, RACHATS**

**QUI TIRE LES FICELLES ?**

Pour tout le monde, les OPA opposent les entreprises entre elles. En réalité, le rôle discret, mais parfois brutal des banques est déterminant. La France va-t-elle, dans ce domaine, suivre l'exemple américain ?

**ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :**

- Le modèle allemand au bout du rouleau
- Dossier : les marchés communs du tiers monde

**SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR**

سكوا من الأصل